

A PARTIR DU 17 MARS
**Hausse de 9,4 %
des tarifs ferroviaires
des grandes lignes**
LIBRE PAGE 40.

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,20 F
Algérie, 1,30 DA ; Maroc, 2 dir. ; Tunisie, 2 m. ;
Belgique, 1,30 B ; Autriche, 13 sch. ; Espagne, 15 p. ;
Canada, 4 0/10 ; États-Unis, 220 F ; France, 220 F ;
Grèce, 40 dr. ; Italie, 350 L. ; Japon, 150 ¥ ;
Liban, 275 p. ; Luxembourg, 15 fr. ;
Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1,25 fl. ; Portugal, 30 esc. ;
Suisse, 1,20 fr. ; U.S.A., 50 cts ; Yougoslavie, 20 din.
Tarif des abonnements page 30
S. R. O. S. ITALIENS
75007 PARIS CEDEX 09
G. G. P. 4297-23 PARIS
Tél. Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Menaces sur le régime syrien

Le régime baasiste de Syrie semble de plus en plus menacé. Selon des informations concordantes, les autorités de Damas ont fait face, au cours de la semaine dernière, au défi le plus sérieux qu'elles aient jamais connu depuis l'arrivée au pouvoir, en novembre 1970, du président Hafez El Assad. De graves troubles, suscités par les commandos armés des Frères musulmans dans les régions du centre et du nord du pays, n'auraient été réprimés que grâce à l'intervention massive des forces armées.

A Alep, où les incidents auraient été particulièrement graves et auraient même revêtu l'aspect d'une insurrection, les rebelles musulmans auraient attaqué les édifices publics, incendié les autobus et la station de chemin de fer, et détruit les bureaux des lignes aériennes syriennes et de l'aviation. Des affrontements similaires se seraient produits à Hama, bastion traditionnel de l'intégrisme musulman sunnite, et auraient nécessité l'entrée en action de quelque huit mille hommes de troupe appuyés par des hélicoptères.

Les autorités de Damas observent le silence le plus total sur ces sanglants affrontements, mais il ne fait pas de doute qu'elles considèrent la situation comme extrêmement grave, puisqu'elles viennent de mettre sur pied des milices armées d'ouvriers et paysans et ont dû recourir à leur intervention des unités d'élite du régime. Le président Hafez El Assad, qui vient de lancer personnellement une campagne de mobilisation nationale, a pour sa part invité les travailleurs à prendre les armes « pour défendre la révolution ».

Pour essayer de reprendre en main une situation qui se dégrade lentement mais inéluctablement, le régime de Damas avait, au début de l'année, tenté une sorte de « mouvement de redressement » en réorganisant et épurant le parti Baas et en remaniant le gouvernement pour en éliminer les éléments les plus impopulaires.

En fait, né par dix années d'un pouvoir arbitraire et arbitraire, le régime du parti Baas a perdu la confiance du peuple syrien. La corruption, le népotisme, l'enrichissement illicite, les atteintes aux libertés qui ont marqué son règne ont dangereusement isolé les dirigeants syriens. Ces derniers ont d'ailleurs contribué à forger les armes qui, aujourd'hui, se sont tournées contre eux. En réduisant l'opposition laïque non baasiste au silence le plus total, le régime a laissé, dans la pratique, le champ libre aux musulmans intégristes, favorisant ainsi le renouveau d'un mouvement qui, depuis, n'a fait que se renforcer inéluctablement.

L'isolement du régime est également accentué sur le plan arabe et international. Brouillé avec l'Égypte, son allié de la guerre d'octobre 1973, à la suite de la signature des accords de Camp David, Damas s'est efforcé, en vain, de se réconcilier avec Bagdad, qui le considère toujours comme le « régime à abattre ». Les relations avec l'Arabie Saoudite, distendues à la suite de l'aide que Ryad apporte aux Frères musulmans syriens, se sont davantage détériorées après l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan, intervention que les dirigeants de Damas ont refusé de condamner.

Il serait cependant prématuré d'affirmer que le pouvoir en Syrie est sur le point de s'effondrer. Sur le plan intérieur, l'armée, qui représente la force essentielle du pays, demeure unie autour du président Hafez El Assad. Sur le plan arabe, les adversaires de Damas hésitent à précipiter la chute d'un régime qui, en créant en Syrie un vide politique, ouvrirait la voie à une situation instable dans toute la région.

L'AFFAIRE DES OTAGES ET LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE AUX ÉTATS-UNIS

L'échec de la commission de l'ONU MM. Carter et Reagan devancent largement leurs rivaux aux « primaires » du Sud

La situation créée par l'échec de la mission en Iran de la commission internationale d'enquête est « très sérieuse », a déclaré, mardi 11 mars, M. Hocking Carter, porte-parole du département d'État. Il a toutefois ajouté que « les moyens pacifiques de résoudre la crise ne sont pas encore épuisés ». Après avoir affirmé que le gouvernement américain « soutient pleinement » la décision de la commission de l'ONU de quitter Téhéran, il a précisé que les dirigeants américains n'arrêteront aucune décision avant d'en avoir rencontré les membres.

Avant de gagner New-York, M. Pettit nous a déclaré à ce propos que le départ d'Iran de la commission à laquelle il appartient n'est « ni une rupture ni une cassation de mission » (voir en page 42). D'ores et déjà, M. Waldheim a reçu M. Bedjaoui, coprésident de la commission. Le secrétaire général de l'ONU estime que la crise « sera réglée de façon satisfaisante ».

Par ailleurs, l'ancien chah d'Iran doit subir — sans doute à Panama — une nouvelle intervention chirurgicale que son état de santé rendrait périlleuse.

L'échec de la commission d'enquête semble tenir, selon notre envoyé spécial à Téhéran, à de graves dissensions, qui pourraient même affecter les rapports entre l'imam Khomeiny et le président Bani Sadr.

Une épreuve pour le président Bani Sadr

De notre envoyé spécial

Téhéran. — La presse iranienne a été singulièrement discrète sur les raisons qui ont conduit la commission d'enquête de l'ONU à interrompre sa mission à Téhéran. En se limitant, mardi 11 mars, à rapporter les déclarations et les communiqués des parties concernées, les grands journaux d'information ont sans doute contribué à accroître la confusion d'une opinion déjà passablement désorientée.

Dans le fatras des informations publiées un fait central se dégage : la commission a refusé de livrer ses « premières impressions » sur les crimes du chah et des États-Unis, comme l'y invitait l'imam Khomeiny. Le lecteur pourra, dès lors, conclure que les enquêteurs de l'ONU ne sont pas des observateurs impartiaux qui défendent le président de la République, M. Bani Sadr et le chef de la diplomatie, M. Ghotbzadeh.

ÉRIC ROULEAU.
(Lire la suite page 4.)

Le président Jimmy Carter et M. Ronald Reagan ont devancé largement leurs rivaux aux « primaires » de Floride, de Géorgie et d'Alabama. Si M. Carter distance une fois de plus le sénateur Kennedy, M. Reagan doit toutefois compter avec la probabilité d'une candidature d'avant-dernière minute de l'ancien président Gerald Ford, qui aurait de bonnes chances de lui ravir — comme en 1976 — l'investiture du parti républicain.

La prochaine élection primaire importante aura lieu le 18 mars, dans l'Illinois.

De notre envoyé spécial

Miami. — Si le « mensce » d'une candidature de M. Ford n'apparaît pas à l'horizon, tout fait dans le sens d'un affrontement Carter-Reagan à l'élection présidentielle de novembre. Les primaires organisées mardi 11 mars, en Floride, en Géorgie et en Alabama, ont confirmé, en effet, l'avance de ces deux candidats dans leurs partis respectifs, avec une marge qui a généralement surpris leurs supporters les plus optimistes.

M. Reagan a écarté ses rivaux en remportant 58 % des suffrages républicains en Floride, 73 % en Géorgie et 70 % dans l'Alabama. Même si M. Bush (al) figure d'honorable second, avec respectivement 30 %, 13 % et 25 % des voix, sa défaite est aggravée par le système de scrutin majoritaire en vigueur au sein de son parti, qui attribue tous les sièges de délégués au candidat arrivé en tête dans chaque circonscription.

MICHEL TATU.
(Lire la suite page 6.)

LIRE :

- UN ENTRETIEN AVEC LE PREMIER MINISTRE IRLANDAIS AVANT SA VISITE A PARIS. (Page 8.)
- LA POLITIQUE ET L'ARGENT, par Alain Duhamel. (Page 12.)
- L'EUROPE ET LES DROITS DE L'HOMME, par Gérard Israël. (Page 9.)
- LE PEUPLE SOUVERAIN ET JUGE, par Philippe Boucher. (Page 16.)

Scandales à éclipses

par JACQUES MADAULE

Une fois de plus les années mystérieuses de Georges Marchais font la une de l'actualité. Il y a dix ans que ça dure et c'est toujours bon. On découvre de temps en temps un document à la trahise et ça recommence. C'est comme un phare à éclipses ou un film à rebondissement. Il en va de même, au reste, des diamants de Bokassa. Un observateur attentif trouverait certainement un rapport entre les mouvements de ces deux phares. L'un s'allume quand l'autre s'éteint, car le public ne peut s'intéresser qu'à l'un à la fois.

Mais les lois de ces feux tournoyants sont beaucoup plus subtiles encore. Qui dira pourquoi, en ce début de mars 1980, le passé de Georges Marchais a de nouveau attiré l'attention ? Car c'est là

« RHAPSODIE HONGROISE », DE MIKLOS JANCOS

L'illusion lyrique

Dans son introduction à l'excellent ouvrage d'Yvette Elro Jancso (éditions Albatros, 1977), le metteur en scène polonais Andrzej Wajda rappelle trois facteurs essentiels qui ont façonné les cinéastes des pays socialistes après 1945 : pour eux, le cinéma est devenu un moyen d'expression politique « au sens où, dans les années 1925-1930, les films soviétiques l'entendaient » ; les peuples de ces petits pays ont vécu, du fait de la guerre de 1939-1945, « des expériences historiques tellement importantes, qu'elles nous semblent également valables pour tout le monde » ; enfin, dès le début, « il y eut conflit entre hommes politiques et artistes, tant sur la mission du film que sur la manière de résoudre les problèmes de forme ».

Les deux premiers volets de la trilogie de Jancso, intitulée au départ *Vitam et sanguinem*, baptisée chez nous *Rhapsodie hongroise*, du nom de la seule première partie, doivent obligatoirement être reçus comme un spectacle politique, mais non au sens où on l'entend dans les films de Constantin Costa-Gavras ou d'Yves Boisset. Pour conter la nécessaire révolution de la Hongrie des hobses d'avant 1914, pour rappeler la violence impitoyable de l'histoire

LE VINGT-CINQUIÈME ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE CHARLIE PARKER
Lire page 20
l'orticle de LUCIEN MALSON :
« Le plus libre des musiciens »

BERTRAND DE JOUVENEL Un voyageur dans le siècle 1903-1945

De la Grande Guerre à la Seconde Guerre mondiale, à travers les situations qu'il a vécues et les hommes qu'il a connus, c'est toute la tragédie d'une génération et de l'Europe que retrace Bertrand de Jouvenel. Un témoin essentiel, un livre capital.
Collection "Notre Époque"



ROBERT LAFFONT



EUROPE

Bani Sadr

Le puzzle espagnol

III. - Canaries : l'appel du grand large

De notre envoyé spécial CHARLES VANHECKE

Si la Galice a été culturellement opprimée, avant de connaître aujourd'hui une vigoureuse renaissance, il n'en est pas de même de l'Andalousie, dont la production artistique et littéraire a profondément marqué l'inspiration nationale. Mais dans les deux régions, le mouvement nationaliste reste mineur, encore qu'il ait gagné les mairies de La Corogne et de Séville, et fait élire cinq députés « andalousistes » (« Le Monde » des 11 et 12 mars).

Les Palmes. — Comment se sentit tout à fait espagnol quand on est canarien ? A 1 000 km de la côte andalouse, c'est déjà le grand large. L'Afrique est à deux pas, avec ses images de sable qui traversent quelquefois l'océan, brouillent la vue pendant plusieurs jours et laissent dans la bouche un goût de désert. Ecole obligée sur la route du Nouveau Monde, les Canariens ont toujours eu les yeux rivés sur l'Amérique, qu'elles ont contribué à peupler : Caracas est, après Las Palmas, la deuxième ville canarienne du globe. La parenté avec Cuba existe jusqu'à dans des mots communs, comme celui de *guapiao*, qui veut dire autobus. L'indépendance cubaine, à la fin du siècle dernier, a favorisé dans l'archipel les premières fièvres contre l'Espagne.

L'Europe est ici une idée plus familière que pour la majorité des Espagnols. Les fils de la bourgeoisie émigraient depuis

longtemps en Angleterre quand le boom touristique, commencé dans les années 60, a amené chaque hiver des cargaisons croisées de Nordiques et d'Allemands. Le paysan de Lanzarote, qui vend aux Pays-Bas une partie de sa production, connaît mieux le cours du florin que ce qui se passe à Madrid.

Certes, un Canarien ne se distingue du reste de ses compatriotes ni par la langue, ni par la couleur de sa peau. Les îles ont beau effleurer les tropiques, elles n'ont, quant à leur peuplement, rien d'exotique. Leurs premiers habitants, les Guanches, ont été exterminés depuis et longtemps qu'ils n'ont guère laissé de traces, sauf dans quelques montagnes de l'intérieur. Les seuls visages « étrangers » — mis à part les touristes — sont ceux des hindous, qui tiennent le commerce. Quant à la langue, c'est un castillan aussi suave qu'en Andalousie qui foud dans la bouche.

Pourtant, les « idiosyncrasies » si chères aux peuples latins, les Canariens les présentent comme antagonistes. Ils appellent *Godo*, c'est-à-dire Goth, l'homme de la péninsule. Le *Godo* caricature est froid, arrogant, paresseux. Le Canarien vu par lui-même est travailleur, généreux, pacifique. Le contraste est sans doute le même entre un Sévillan séduisant et poétique et un Castillan monté à cran. Mais ici tout est simplifié et transfiguré — par la distance et l'insularité.

en jeu géo-politique entre les grandes puissances, base possible pour l'OTAN... Du coup, la bourgeoisie locale est sortie de sa torpeur. Certes, les nationalistes continuent de la présenter comme « une courroie de transmission du pouvoir central et du capital international ». Ils sont sensibles, malgré tout, à ses contradictions. La section locale de l'U.C.D., le parti au pouvoir, a pris position contre le traité de pêche voté par le reste de la formation. Elle se montre hostile à une adhésion à l'OTAN, « La péninsule n'a pas les mêmes idées que nous sur le pacte atlantique », dit un homme assez proche du centre, M. Fernando Ortiz Wiot, ancien maire de Las Palmas. Elle est amarrée à l'Europe. Nous, nous sommes en Afrique. Une base, ici, serait considérée comme un acte d'agression par nos voisins africains.

Les divergences et les inquiétudes s'ajoutent à l'approche du Maroc commun. Ports francs depuis plus d'un siècle, les Canariens sont un relais du commerce mondial. « Une station de service sur la route du cap de Bonne-Espérance », disent certains interlocuteurs. Les tomates canariennes disposent d'une « réserve de marché » en Angleterre. Les fabricants de cigares achètent le tabac cubain hors taxe. La banane, première production des îles, a son écoulement et son prix assurés dans la péninsule. Quand viendra-t-il de ces protections quand l'Espagne entrera dans la C.E.E. ?

Ultime angoisse : que se passerait-il en cas d'embargo pétrolier ? Même pour boire, l'archipel a besoin de pétrole. Son ravitaillement en eau est assuré

par des machines qui forment le sous-sol et dessalent l'eau de mer. C'est pourquoi certains industriels, économistes et hommes politiques rêvent d'une plus grande liberté de manœuvre, pour négocier directement, s'il le faut, avec les Anglais, les Catalans ou les Arabes.

Autodétermination : comme en Pays basque, en Andalousie et en Galice, le mot a souvent été utilisé lors des dernières élections. Des hommes venus d'horizons divers ont formé une coalition, l'Union du peuple canarien, et ont fait campagne sur ce thème. Ils ont revendiqué la neutralité des îles, et l'exercice d'un pouvoir populaire. La coalition reposait surtout sur le parti Peuple canarien uni (P.C.U.), déjà présent au scrutin de 1977.

Comme il arrive souvent avec les mouvements nationaux de formation, le P.C.U. est une « nébuleuse » sujette à de fréquentes et brusques variations. Au moment de notre enquête, il était dépourvu de leader. On y distinguait plusieurs fractions.

L'une était formée de dissidents du P.C., partisans d'un pacte fédéral avec l'Espagne. Leur porte-parole était M. Fernando Sagaseta, premier — et pour l'instant unique — député nationaliste de la région. M. Sagaseta a fait des apparitions pittoresques au Parlement madrilène. Certains le soupçonnent de prosélytisme militant, tant il met d'acharnement à dénoncer les « périls » de l'OTAN.

Les indépendantistes constituent l'épine dorsale du P.C.U. Ils sont organisés par villages et quartiers. Ils sont les héritiers d'un mouvement fondé clandestinement sous le franquisme. Canariens libres, qui devaient donner

naissance au Mouvement pour l'autodétermination et l'indépendance de l'archipel canarien (M.P.A.I.C.) de M. Antonio Cubillo, qui a choisi la lutte armée pour « libérer » ses compatriotes.

Dirigé d'Alger, le M.P.A.I.C. a posé des bombes pendant plusieurs années, sans faire de victimes. Il est aujourd'hui pratiquement démantelé. Le gouvernement algérien a retiré à M. Cubillo son arme la plus efficace : l'émission de radio qui lui a servi sous les soins pendant trois ans, jusqu'en mai 1978, à dénoncer les

méfais du « colonialisme espagnol ». « Le M.P.A.I.C. a disparu comme organisation, mais pas comme source d'inspiration », dit M. José Luis Alamo, prêtre du quartier populaire de l'Alaeta, à Las Palmas, et l'un des dirigeants les plus connus du groupe indépendantiste.

La coalition Union du peuple canarien a obtenu aux élections législatives du 1^{er} mars 1979, 13 % des voix dans la province de Las Palmas, et 8 % dans celle de Tenerife. Aux municipales, un mois plus tard, elle parvenait, en alliance avec le parti socialiste, à conquérir la majorité au conseil municipal de Las Palmas et à faire élire l'un des siens, M. Bermejo, à la mairie.

Un nationalisme fragmenté

Il s'agit là de succès limités, et « réversibles », si l'on en croit l'un des responsables du P.C.U., M. Gonzalo Angulo. « Le mouvement nationaliste dit-il souffre de faiblesse idéologique et de graves fautes d'organisation. » Il est surtout profondément divisé. Les indépendantistes ne se reconnaissent guère dans le maire de Las Palmas, qui appartient à un petit parti socialiste local. Ils dissent de lui qu'il n'est pas nationaliste, mais « populiste ». Ils reprochent à M. Sagaseta et ses amis de dater l'veil nationaliste de la crise du capitalisme, ce qui, à leurs yeux, est une aberration. « Si l'on se sent canarien, disent-ils, c'est pour des raisons plus intimes et plus profondes. »

En outre, le nationalisme est fragmenté, en raison des rivalités traditionnelles entre les îles. « Il n'y a pas ici un sentiment régional », dit M. Ortiz Wiot, mais des sentiments insulaires. Le conformisme politique reste puissant. Il s'agit d'un analphabète qui est, avec un taux de 13 %, le plus élevé d'Espagne. Il a évidemment fourni au parti an

pouvoir quelques-uns de ses meilleurs scores. L'U.C.D. règne dans les *cabildos* — les administrations insulaires — et préside la Junte des Canariens, organisme de planification dont on peut se demander s'il deviendra un jour un véritable « autogouvernement ».

Après avoir cédé aux revendications basques et catalanes, le gouvernement Suárez paraît désemparé, en effet, de donner un coup de frein aux autres autonomies régionales. La Galice et l'Andalousie en ont déjà fait l'expérience. Que dire des Canariens, transformés malgré elles en frontière méridionale du pays ? Lorsque l'Organisation de l'unité africaine a contesté le caractère espagnol de l'archipel — elle peut recéder à tout moment — elle a incité Madrid à y accentuer sa présence pour le soustraire aux tentations séparatistes et aux convoitises étrangères. Ce qui pourrait passer pour un about aux yeux des nationalistes canariens — la distance — risque de devenir un grave handicap.

FIN

Des diplômés pour l'émigration

Il est vrai que la métropole y a mis du sien. Les faux pas qui lui sont imputés rappellent parfois ce que les Algériens reprochaient à la France, quand celle-ci leur parlait de « leurs ancêtres les Gaulois ». Le maître nationaliste de Las Palmas, M. Manuel Bermejo, donne quelques exemples : les plans d'aménagement de la ville ont longtemps été élaborés à Madrid, et les projets d'écoles conçus de la même façon, si bien qu'ils comportaient des protections contre la pluie alors que dans l'archipel il ne pleut presque jamais.

On retrouve ici ce qu'un Antillais ou un Corse critique dans la politique parisienne. Certains déphasages de l'enseignement par exemple : les livres de géographie qui apprennent tout sur les étudiants du Duro, fleuve du nord de l'Espagne, et rien sur les quelques rivières qui coulent dans les îles ; l'université qui « fabrique des diplômés pour l'émigration » ; les professeurs qu'il faut demander à la péninsule, où ils se débécotent de retourner.

● **ERRATUM.** — M. Carlos Garaicoechea est président du conseil général basque et non du conseil général de Biscaye, comme une erreur de transcription nous l'a fait écrire (*le Monde* du 11 mars).

La « colonisation » interne est plus voyante quand elle s'exerce sur des régions lointaines. Les Canariens se plaignent qu'aucune banque, aucune grande entreprise ne soit venue leur mains. Ils disent que l'installation de la région nationale des tabacs — et des multinationales — a été funeste pour l'industrie locale. Enfin que le traité de pêche signé avec l'Union européenne a porté un coup mortel à leur flotte, car il a entériné l'annexion par l'empire chrétien des bancs sahariens où les chalutiers de Las Palmas et de Lanzarote faisaient l'essentiel de leurs prises.

C'est avec l'abandon du Sahara occidental que les deux provinces canariennes — riches de près d'un million et demi d'habitants — ont découvert combien elles pesaient peu dans les décisions madrilènes. « Las Palmas était la capitale de fait du Sahara », dit M. Bermejo. Nous fournissons tout à la colonie. Dix mille familles canariennes y vivaient en permanence. Avec le traité de Madrid, qui a livré l'ancien Rio de Oro au Maroc et à la Mauritanie, les Canariens ont perdu leur prolongement africain. Du jour au lendemain, elles ont pu mesurer leur solitude : poste frontière de l'hispanité dans l'océan Atlantique, elles sont aujourd'hui prétendues à marchandise sur l'échiquier maghrébin.

Le JAL Executive Service.

Le meilleur moyen de réussir au Japon.



Quand vous allez au Japon pour affaires, pensez au JAL Executive Service. Avant de partir, il vous aidera à préparer votre voyage : par l'intermédiaire de France-Japon Service, du Guide « Affaires au Japon » et en vous fournissant des cartes de visite bilingues. A bord de nos 747, vous bénéficierez de la Cabine Tachibana qui vous est réservée en priorité.

Form with fields for Name, Society, Address, and Tel.

Enfin, à l'entresol de l'hôtel Impérial se trouve le Bureau Hommes d'Affaires JAL : à votre disposition, télex, photocopieur et machines à écrire. De plus, l'Executive Hotel Service peut vous réserver une chambre dans 23 des meilleurs hôtels du Japon et de l'Extrême Orient. Vous bénéficiez de tarifs préférentiels, d'enregistrement plus rapide et vous pouvez conserver votre chambre jusqu'à 18 heures. Si vous êtes intéressés par tous ces services, appelez la Japan Air Lines (225.55.01) ou renvoyez le bon à Japan Air Lines 75 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.

Le meilleur du Japon. Avec des ailes.



JAPAN AIR LINES

58^e FOIRE DE MILAN

14-23 Avril 1980

UN MARCHÉ INTERNATIONAL PRINTEMPS QUI, AVEC SES PLUS DE CINQUANTE SALONS SPÉCIALISÉS, CONTINUE SON ACTIVITÉ PENDANT TOUTE L'ANNÉE.

Venez la Foire de Milan et inscrivez aussi dans votre programme une visite au salon spécialisé qui vous intéresse plus particulièrement.

CALENDRIER MARS-JUIN 1980

- 14 Mars : 54ème EXPOCUCINA - Salon international des produits de cuisine
- 14 Mars : 7ème FLUID COMPAQ - Techniques des transmissions et des composants hydrauliques, pneumatiques, mécaniques, électriques et électroniques
- 14 Mars : 11ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 12ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 13ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 14ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 15ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 16ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 17ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 18ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 19ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 20ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 21ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 22ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 23ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 24ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 25ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 26ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 27ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 28ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 29ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 30ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 31ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 32ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 33ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 34ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 35ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 36ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 37ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 38ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 39ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 40ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 41ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 42ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 43ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 44ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 45ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 46ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 47ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 48ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 49ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 50ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 51ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 52ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 53ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 54ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 55ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 56ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 57ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 58ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 59ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 60ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 61ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 62ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 63ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 64ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 65ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 66ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 67ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 68ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 69ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 70ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 71ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 72ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 73ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 74ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 75ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 76ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 77ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 78ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 79ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 80ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 81ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 82ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 83ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 84ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 85ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 86ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 87ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 88ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 89ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 90ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 91ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 92ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 93ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 94ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 95ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 96ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 97ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 98ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 99ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services
- 14 Mars : 100ème EXPOCOP - Salon international de l'industrie du bâtiment - équipements, matériaux, techniques et services

La Foire de Milan assure toute responsabilité en cas de modification des dates indiquées dans le présent calendrier.

EUROPE

Union soviétique

Administrateur du Fonds d'aide aux prisonniers politiques

Mme Malva Landa a été arrêtée

De notre correspondant

Moscou. — Mme Malva Landa a été arrêtée, selon des sources dissidentes, le mardi 11 mars, dans la petite ville de Petouchki, à une centaine de kilomètres au nord-est de Moscou. Membre du groupe de surveillance de l'application des accords d'Helsinki et administrateur du Fonds d'aide aux prisonniers politiques et à leurs familles, Mme Landa est une militante très active du mouvement contestataire. Depuis plusieurs semaines, elle faisait l'objet d'une enquête et il lui était interdit de quitter Petouchki où elle était fixée à son retour d'exil.

Déjà condamnée

à deux ans de rélegation

Elle avait été en effet condamnée au début de 1977 à deux ans de rélegation pour « tentative de destruction de biens sociaux » après un incendie dans son appartement de Moscou. Le 18 décembre 1976, le jour même de la libération de Vladimir Boukovsky, Mme Landa, en entrant dans la chambre de son appartement communautaire, avait vu exploser un mégot dans un cendrier. Le feu s'était communiqué à la couverture avec laquelle elle essayait de l'éteindre. Un volon, inconnu, modé par la fumée, avait porté plainte. Bénéficiaire de l'amnistie décidée au moment du soulèvement antistalinien de la révolution d'Octobre, Mme Landa avait pu revenir dans la région de Moscou avant l'expiration de sa peine.

Après la rélegation de M. Sakharov, l'arrestation de Mme Landa témoigne de la volonté des autorités soviétiques d'en finir avec les contestataires. Après les départs pour l'Occident de Mme Irina Guinebourg et de M. Oleg Tverdoklebov, Mme Landa était, avec M. Serge Khodorovitch, la dernière à s'occuper du

Fonds d'aide aux prisonniers politiques. Poursuivie au titre de l'article 190, paragraphe 1 du code pénal de la Fédération de Russie qui punit « la diffusion de fausses informations et de calomnies sur le système politique et social de l'U.R.S.S. », elle risque plusieurs années de camp et de rélegation.

Le jour de l'arrestation de Mme Landa, Tass a donné le résumé d'un article du général Tavgoune, premier vice-président du comité pour la sécurité d'Etat (K.G.B.) et par ailleurs la revue « Kommunist », et consacré aux actes de subversion de l'impérialisme. M. Tavgoune, qui représentait le K.G.B. à la séance du conseil des ministres où ont été décidées les sanctions contre M. Sakharov, explique que « les agents (de la subversion) recrutés essentiellement parmi les éléments, parmi les personnes politiquement instables ou moralement dégradées, n'ont guère de succès ».

M. Tavgoune se félicite que « l'obstacle majeur à la subversion impérialiste réside dans les forces de subversion idéologique et la fidélité du peuple soviétique à la cause du communisme ». Il énumère cinq objectifs des services spéciaux occidentaux : affaiblir l'unité des pays de la communauté socialiste et le grand prestige international de l'U.R.S.S.; collecter des renseignements sur le potentiel militaire, industriel, moral et politique de l'Union soviétique; recueillir des informations sur l'économie des Républiques d'Asie centrale, du Caucase, des pays baltes, de la Sibirie; pénétrer dans les organismes du Comecon; s'informer sur les réalisations de la science et de la technique soviétiques pour profiter de leur maximum des progrès de l'U.R.S.S.

DANIEL VERNET.

Italie

Nouvelle vague d'arrestations parmi les « autonomes » de Padoue

De notre correspondant

Rome. — Les milieux « autonomes » de Padoue ont été de nouveau saisis. Sur ordre de la magistrature locale, vingt-quatre membres présumés de ces groupes d'extrême gauche ont été arrêtés la nuit du mardi 11 mars. Ils sont accusés de « constitution de bande armée » et d'une série de faits commis entre 1975 et 1978 : attentats, hold-up, détention d'armes et fabrication d'explosifs.

C'est la quatrième fois en moins d'un an que l'autonomie organisée de Padoue subit un coup sensible. Plusieurs de ses chefs présumés — dont M. Toni Negri, professeur de sciences politiques — avaient été arrêtés la nuit du 24 novembre, après une série d'opérations devenues célèbres par la magistrature malgré les protestations d'intellectuels de gauche, en Italie et en France, le 21 décembre de la même année et le 24 janvier suivant.

Estimant avoir décapité l'organisation, les magistrats se sont attaqués cette fois aux « cadres intermédiaires » et à la « base ». Les vingt-quatre personnes arrêtées sont en majorité des étudiants, plusieurs d'entre eux, comme Gianfranco Ferri et Susanna Scotti, appartenant à de riches familles de la région. Un seul mandat d'arrêt concerne un militant de la gauche radicale, le v. lise une animatrice de théâtre de trente-cinq ans, Laura Bettina, qui milite jadis au mouvement Pouvoir ouvrier et récut un certain temps en France.

Les magistrats affirment détenir « les preuves déterminantes et irréfutables » de la culpabilité des vingt-quatre autres accusés. Ceux-ci formeraient une « organisation unique », malgré la multiplicité de sigles et de dénominations des auteurs d'attentats. Et d'autres arrestations seraient imminentes. — R.S.

Belgique

UNE TENTATIVE D'ENLEVEMENT DE M. TINDEMANS A ÉTÉ DÉJOUÉE

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — Un homme d'affaires anonyme et un candidat député ont tenté, le lundi 11 mars, d'enlever M. Leo Tindemans, président du parti social-chrétien flamand et du parti populaire européen. Avant cela, ils avaient envisagé le rapt du premier ministre, mais ils avaient constaté qu'il était trop entouré par des gendarmes. Jean Datta, trente-sept ans, et Edmond Dousset, quarante et un ans, n'ont pas eu de chance. La police les aurait débusqués près d'une semaine, et ils ont été capturés au moment où ils se préparaient à prendre M. Tindemans en otage.

Le président du C.V.P. s'était rendu à l'abbaye d'Affligem, à 21 kilomètres au nord de Bruxelles, où il devait parler de saint Benoît, fondateur de l'Europe. Après que ses deux agresseurs eurent été démasqués, un déconstruit dans leur voiture une capsule destinée à M. Tindemans. Le projet avait été conçu par les deux hommes, mais ils n'avaient aucun objectif politique. En fait, tout avait été fait de manière à faire croire que les deux hommes avaient des motifs politiques. L'ancien premier ministre devait être conduit aux Pays-Bas, où les deux hommes avaient leur maison dans un endroit isolé. — P. de V.

République fédérale d'Allemagne

M. Mitterrand a eu un entretien imprévu avec la direction du S.P.D.

De notre correspondant

Bonn. — Une rencontre surprise a eu lieu mardi 11 mars à Bonn entre une délégation du parti socialiste français conduite par son premier secrétaire, M. François Mitterrand, et cinq dirigeants du parti social-démocrate ouest-allemand, dont deux ministres du gouvernement fédéral. Le S.P.D. n'a rendu publique cette réunion qu'en fin d'après-midi, alors qu'elle était déjà terminée depuis plusieurs heures.

Officiellement, M. Mitterrand, qui répondait à une invitation du président du S.P.D. et ancien chancelier, M. Willy Brandt, a essentiellement évoqué avec lui les questions internationales. Les deux délégations ont particulièrement examiné la situation en Proche et au Moyen-Orient et ses conséquences pour l'Europe. Elles sont tombées d'accord pour souligner la nécessité de poursuivre la politique de détente qui correspond aux intérêts européens, a indiqué le porte-parole de la présidence du S.P.D., M. Lothar Schwarze. Elles ont également discuté de la préparation du congrès de l'Internationale socialiste prévu en novembre prochain en Espagne.

Du côté français, MM. Jacques Attali, conseiller économique, et Gaston Defferre, député et maire de Marseille, accompagnaient M. Mitterrand. Du côté allemand,

M. Brandt était entouré de MM. Hans Matthöfer, ministre des finances, Klaus von Dohnanyi, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, Egon Bahr, secrétaire général du S.P.D., et Horst Ehmke, vice-président du groupe parlementaire social-démocrate au Bundestag.

De source proche du S.P.D., on a appris que les dirigeants socialistes français auraient aussi demandé à cette occasion à leurs interlocuteurs d'intervenir pour les aider à résoudre un problème financier. L'hebdomadaire « Der Spiegel » a en effet révélé dans son dernier numéro que le P.S. avait contracté auprès de la Banque des syndicats de Francfort-sur-le-Rhin un emprunt de plusieurs millions de marks pour l'achat de son siège parisien, et rembourser en deux tranches au taux d'intérêt de 10 pour cent. Après la conclusion du contrat, les socialistes français auraient finalement jugé trop importants les risques de change, et demandé la conversion de ce crédit en francs français. Ce que la Frankfurter Bank (un Gernsheim) a refusé. Le S.P.D. aurait été appelé à user de ses relations privilégiées avec les syndicats pour tenter de faire obtenir gain de cause au P.S. dans cette affaire.

(Interim.)

Yougoslavie

L'état de santé du président Tito est de plus en plus grave

Belgrade (A.F.P.). — La détérioration de l'état de santé du maréchal Tito s'accroît irrémédiablement ce mercredi 12 mars. Les médecins ont annoncé dans leur bulletin de la mi-journée que la condition du malade était « très grave » et que son cœur continuait de faiblir. La pneumonie, qui avait pu être en partie écartée, se manifeste à nouveau.

Ce communiqué fait suite à des nouvelles alarmantes « de sources informées », selon lesquelles le maréchal, plongé dans le coma, ne passera pas, sans miracle, le cap du week-end.

De même source, on a appris que l'émotion interne se propageait à l'abandon, où le sang s'accumule. Pour y remédier, les médecins ont procédé à des ponctions. Une intervention chirurgicale, qui seule permettrait d'arrêter ce processus, est exclue, les vaisseaux continuant d'écarter. Tous les organes vitaux du malade, les reins, le cœur, les poumons, sont définitivement altérés, et les médecins sont désarmés devant cette évolution. Ils ont cependant tenté de faire passer un rapport présenté à la direction du parti, que le maréchal ne pourrait être maintenu en vie plus de deux semaines.

Pour l'instant, le patient, âgé de près de quatre-vingt-huit ans, pendant la maladie du maréchal Tito.

Tchécoslovaquie

Les autorités adoptent des mesures pour améliorer la planification

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — Douze ans après l'effacement du printemps de Prague, la direction tchécoslovaque semble sortir de son immobilisme absolu. Pressée par les nouvelles directives du P.C. et par la nécessité de développer le pays, la parti et le gouvernement ont en effet adopté, à la fin de la semaine dernière, un « ensemble de mesures destinées à améliorer le système de planification économique ». Cette décision fait suite aux timides « expériences » de rénovation lancées en 1978 dans quelques entreprises, mais ne leur est apparemment pas liée. Alors qu'il n'était question, il y a deux ans, de réformes mineures, significatives d'une nécessité mais nullement d'une volonté de réforme, une relative audace marque, compte tenu du dogmatisme régnant à Prague, les idées avancées maintenant pour le prochain plan quinquennal (1981-1985).

Ces mesures s'expliquent à l'évidence par les résultats de plus en plus mauvais enregistrés tout au long des quatre premières années du plan en cours, dont le bilan final risque d'être catastrophique. Le blocage brutal, après l'insurrection soviétique, des projets de modernisation de l'économie tchécoslovaque, puis l'épuration de l'élite politique, économique et technique, et le développement corollaire de l'impérialisme et de la corruption ont conduit à une impasse — encore aggravée par la crise de l'énergie et des matières premières.

Les « nouvelles mesures » (le mot réforme est toujours banni à Prague) sont donc présentées aujourd'hui comme « l'unique voie permettant de débiter le régime de satisfaire ses besoins intérieurs croissants et d'intensifier en par-

tielisation à l'intégration économique socialiste ». Elles s'articulent autour de quatre points forts : d'abord, la nécessité de ne plus seulement « produire », mais de « produire et vendre » ; ensuite, la nécessité de « produire le plus cher possible pour atteindre des niveaux records de « développement ». Un « rôle plus grand » devrait être donné aux indicateurs exprimant l'accroissement de la productivité, le niveau technologique et la qualité des produits.

Ensuite, le renforcement du rôle des « stimulants matériels » : le montant des fonds alloués aux entreprises dépendra « d'un degré plus élevé » de leurs résultats exprimés par les indicateurs de productivité et de leurs performances à l'exportation ; celui des salaires, de l'« efficacité » du travail.

Enfin, la « rationalisation graduelle » des prix industriels, qui devrait refléter « de manière plus constante les conditions du marché mondial » (c'est-à-dire la baisse des prix mondiaux) et le niveau de qualité. De même, il sera fait un « plus grand usage de l'établissement des prix », ce qui signifie en clair qu'un processus d'augmentation des prix des socialistes à des hausses à la consommation (1). Enfin, une certaine souplesse sera introduite dans la planification, les objectifs seront ré-examinés annuellement en fonction des « conditions intérieures et extérieures ».

Ces mesures visent principalement à économiser l'énergie et les matières premières, à développer la productivité, les exportations, et les entreprises les plus rentables au détriment de celles qui ne le sont pas. Par ses objectifs et les méthodes envisagées, il s'inspire largement de la relance du libéralisme économique hongrois en cours depuis le début de cette année (le Monde du 21 novembre 1979).

Les réformes insistantes au renforcement du rôle du parti et à la « consolidation » de la propriété socialiste, l'absence de toute idée de décentralisation, l'extrême prudence du vocabulaire, tout indique que l'on se refuse aux conséquences des mesures proposées, c'est-à-dire notamment à accorder des responsabilités aux cadres intermédiaires. Ce refus se comprend aisément, car une réforme réelle suppose et implique un minimum de libéralisation et de consensus social, très absents dans l'atmosphère de chasse aux sorcières illustrée par les procès politiques.

Les dirigeants tchécoslovaques n'ont guère de mal à obtenir de leur population les sacrifices et la rigueur qu'ils sont pourtant condamnés à exiger sans avoir les moyens de les imposer.

BERNARD GIETTA.

(1) Le 20 juillet dernier, les prix des combustibles ont été relevés en moyenne de 50 %.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

MM. Carter et Reagan devancent largement leurs rivaux aux « primaires » du Sud

(Suite de la première page.)

M. Reagan récolte donc la quasi-totalité des cent quatre-vingt-dix voix de la convention républicaine désignée mardi dans ces trois états : ceux-ci viendront s'ajouter aux soixante-deux mandats dont l'ancien gouverneur de Californie disposait à la suite des primaires antérieures.

Ayant ainsi près de 17 % des voix nécessaires pour ramporter la « nomination » du parti à la convention de Détroit, il ne pourra probablement plus être battu, en tout cas pas par M. Bush, qui dispose à peine d'une quarantaine de mandats.

L'ancien ambassadeur à l'ONU a assuré mardi soir qu'il continuera le combat dans la trentaine de primaires qui restent encore à parcourir, mais son assurance devient de jour en jour moins convaincante. Son résultat est encore plus décevant si on le compare au score, modeste mais symbolique, réalisé par M. John Anderson.

Le représentant républicain de l'Illinois A. en effet, emporté à 9 % des voix en Floride et 9 % en Géorgie, alors qu'il n'avait fait à aucun moment campagne dans le Sud. Il devrait faire beaucoup mieux le samedi prochain dans son Etat natal, où les sondages le placent en tête, et où le pratique du crossover (la faculté accordée aux électeurs démocrates et indépendants de voter dans les primaires républicaines et vice-versa) lui assure un important potentiel de voix supplémentaires comme il y a une semaine dans le Massachusetts.

O'ne et déjà, le seul challenger sérieux de M. Reagan est non pas M. Bush, mais M. Ford, qui est arrivé à Washington pour une série de consultations et devrait annoncer sa décision au début de la semaine prochaine. L'ancien président a, en effet, jusqu'à 20 mars pour s'inscrire dans les Etats les plus peuplés, et il ne lui reste que deux jours à franchir la pas. Mais il aura fort à faire lui-même pour renverser le « courant Reagan », très puissant chez les conservateurs de toute provenance, notamment parmi les minorités autres que noire et asiatique, l'ancien gouverneur de Californie a réalisé dans le comté de Gads, qui englobe Miami à ses importantes communautés cubaine et juive, un score supérieur à sa moyenne de Floride : 66 % contre 58 %.

Chez les démocrates, la victoire de M. Carter a eu, en outre, des conséquences sur les estimations. Le président a obtenu 62 % des suffrages en Floride, 62 % dans l'Alabama et 66 % dans son Etat natal de Géorgie. Il ne laisse à M. Kennedy que 21 %, 13 % et 8 % des voix respectivement.

Si le répartition des délégués s'était faite selon le système majoritaire en vigueur chez les républicains, le sénateur du Massachusetts n'aurait pas obtenu un seul mandat.

Mais les démocrates ont adopté, il y a quelques semaines, un système proportionnel (les délégués sont attribués en fonction des voix obtenues dans chaque circonscription par tout candidat ayant obtenu un minimum de 15 à 25 % des suffrages selon les Etats), et M. Kennedy peut ainsi compter sur vingt-cinq environ des deux cent huit sièges attribués à ces trois Etats.

A travers le monde

Chili

UNE GREVE DE LA FAIM a été commencée, le mardi 11 mars, par cinquante des cent trente-six personnes arrêtées samedi 8 mars, lors des manifestations de la Journée internationale de la femme. — (A.F.P.)

Guatemala

UNE ORGANISATION CLANDISTINE D'EXTRÊME DROITE jusqu'ici inconnue, l'Organisation de la Jeunesse du peuple en armes (JOPA), a revendiqué, mardi 11 mars, la responsabilité de l'assassinat, la semaine dernière, de l'arocaci Jimenez Calas, dirigeant du Front uni de la révolution (FUR).

Hongrie

UNE DES PLUS HAUTES DISTINCTIONS HONGROISES, l'ordre de la Bannière, a été décorée par le gouvernement au cardinal Laszlo Lekai, primat de Hongrie. La décoration a été remise mardi 11 mars par le président Pal Losonczi au primat pour ses efforts en vue d'inspirer la confiance entre l'Eglise et l'Etat et favoriser l'unité nationale. — (Reuters.)

Colombie

L'occupation de l'ambassade dominicaine

LE COMMANDO DU M-19 AURAIT RÉDUIT SES EXIGENCES

Les militants du M-19 qui détenaient une quarantaine d'agents dans l'ambassade de la République dominicaine à Bogotá, auraient réduit leurs exigences. Les nouvelles positions du commando ne sont pas connues officiellement, mais la presse colombienne fait état de la demande de libération de quatre-vingt prisonniers politiques (au lieu de trois cent onze) et d'un rançon de 10 millions de dollars (au lieu de 50 millions de dollars). Il ne serait plus question de la publication d'un document de l'organisation dans la presse nationale et internationale.

Le gouvernement a déclaré qu'il « reviendrait au moins de libérer un prisonnier ou trois cent onze », dans tous les cas, il s'agit d'une violation de la Constitution. De source militaire, on fait savoir que le président Turbay Ayala, bénéficiaire du soutien total des forces armées, il semble d'autre part que le dispositif de sécurité autour de la mission diplomatique ait été renforcé, et les journalistes ont dû évacuer les appartements qu'ils avaient loués à proximité.

Alors que la prochaine réunion de négociations est fixée au jeudi 13 mars, avoir discuté avec le gouvernement tendu de faire traîner les choses en longueur. Les guérilleros pour leur part ont exigé des autorités colombiennes qu'elles « ouvrent les portes de l'insurrection », sans recourir plus longtemps à des « mythes juridiques ». — (A.F.P., A.P., U.P.I.)

Ouganda

LE PRÉSIDENT OUGANDAIS, M. Binala, a démenti, mardi 11 mars, avoir discuté avec le gouvernement kenyan d'un possible remplacement par des troupes kenyennes des soldats tanzaniens stationnés en Ouganda (le Monde du 13 mars). Au cours d'une brève conférence de presse commune tenue à Nairobi, à l'issue de la visite du chef d'Etat ougandais, le président Arap Moi, a ajouté : « Il n'est pas question d'évoquer un tel problème tant que la Tanzanie maintient des troupes en Ouganda ».

APPROCHE DU MONDE ARABE

« Mieux se connaître pour mieux commercer » JOURNÉES D'INFORMATION sous l'égide de la CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE 18-19 mars 1980 Renseignements et inscriptions 523.30.00, poste 95

Nous tentons désespérément d'instaurer

La commission salvadorienne des droits de l'homme a fait savoir, mardi 11 mars, que cent cinquante personnes avaient été tuées dans ce pays depuis le 1er mars 1980. Il s'agit, pour la plupart, de paysans abattus par les forces de l'ordre. Le même jour, M. Robert White, ambassadeur des Etats-Unis, a présenté ses lettres de créance à la

San Salvador. — La commission salvadorienne des droits de l'homme a fait savoir, mardi 11 mars, que cent cinquante personnes avaient été tuées dans ce pays depuis le 1er mars 1980. Il s'agit, pour la plupart, de paysans abattus par les forces de l'ordre. Le même jour, M. Robert White, ambassadeur des Etats-Unis, a présenté ses lettres de créance à la

San Salvador. — La commission salvadorienne des droits de l'homme a fait savoir, mardi 11 mars, que cent cinquante personnes avaient été tuées dans ce pays depuis le 1er mars 1980. Il s'agit, pour la plupart, de paysans abattus par les forces de l'ordre. Le même jour, M. Robert White, ambassadeur des Etats-Unis, a présenté ses lettres de créance à la

San Salvador. — La commission salvadorienne des droits de l'homme a fait savoir, mardi 11 mars, que cent cinquante personnes avaient été tuées dans ce pays depuis le 1er mars 1980. Il s'agit, pour la plupart, de paysans abattus par les forces de l'ordre. Le même jour, M. Robert White, ambassadeur des Etats-Unis, a présenté ses lettres de créance à la

San Salvador. — La commission salvadorienne des droits de l'homme a fait savoir, mardi 11 mars, que cent cinquante personnes avaient été tuées dans ce pays depuis le 1er mars 1980. Il s'agit, pour la plupart, de paysans abattus par les forces de l'ordre. Le même jour, M. Robert White, ambassadeur des Etats-Unis, a présenté ses lettres de créance à la

San Salvador. — La commission salvadorienne des droits de l'homme a fait savoir, mardi 11 mars, que cent cinquante personnes avaient été tuées dans ce pays depuis le 1er mars 1980. Il s'agit, pour la plupart, de paysans abattus par les forces de l'ordre. Le même jour, M. Robert White, ambassadeur des Etats-Unis, a présenté ses lettres de créance à la

San Salvador. — La commission salvadorienne des droits de l'homme a fait savoir, mardi 11 mars, que cent cinquante personnes avaient été tuées dans ce pays depuis le 1er mars 1980. Il s'agit, pour la plupart, de paysans abattus par les forces de l'ordre. Le même jour, M. Robert White, ambassadeur des Etats-Unis, a présenté ses lettres de créance à la

San Salvador. — La commission salvadorienne des droits de l'homme a fait savoir, mardi 11 mars, que cent cinquante personnes avaient été tuées dans ce pays depuis le 1er mars 1980. Il s'agit, pour la plupart, de paysans abattus par les forces de l'ordre. Le même jour, M. Robert White, ambassadeur des Etats-Unis, a présenté ses lettres de créance à la

San Salvador. — La commission salvadorienne des droits de l'homme a fait savoir, mardi 11 mars, que cent cinquante personnes avaient été tuées dans ce pays depuis le 1er mars 1980. Il s'agit, pour la plupart, de paysans abattus par les forces de l'ordre. Le même jour, M. Robert White, ambassadeur des Etats-Unis, a présenté ses lettres de créance à la

San Salvador. — La commission salvadorienne des droits de l'homme a fait savoir, mardi 11 mars, que cent cinquante personnes avaient été tuées dans ce pays depuis le 1er mars 1980. Il s'agit, pour la plupart, de paysans abattus par les forces de l'ordre. Le même jour, M. Robert White, ambassadeur des Etats-Unis, a présenté ses lettres de créance à la

فكرنا من الأصل

AMÉRIQUES

El Salvador

Nous tentons désespérément d'instaurer la démocratie pour dépasser la violence

déclare au « Monde » le dirigeant démocrate chrétien **Napoleon Duarte**

La commission salvadorienne des droits de l'homme a fait savoir, mardi 11 mars, que cent cinquante personnes avaient été tuées dans ce pays depuis le 1^{er} mars 1980. Il s'agit, pour la plupart, de paysans abattus par les forces de l'ordre. Le même jour, le nouvel ambassadeur des États-Unis, M. Robert White, a présenté ses lettres de créance à la

junte de gouvernement M. White a déclaré que les États-Unis apporteraient leur soutien total au gouvernement du Salvador et que des crédits lui seraient accordés pour qu'il puisse mener à bien ses réformes. Peu de temps après la cérémonie, un porte-parole du Bloc populaire révolutionnaire a qualifié l'ambassadeur de « réactionnaire qui

soutient la formule impérialiste des réformes accompagnées de répression ». D'autre part, M. José Napoleón Duarte, nouveau membre de la junte de gouvernement depuis dimanche et dirigeant démocrate-chrétien, a déclaré récemment à notre envoyé spécial Jean-Claude Buhner qu'il fallait instaurer la démocratie pour surmonter la violence.

De notre envoyé spécial

San-Salvador. — « Indubitablement, il existe ici une stratégie de l'effacement. Si notre tentative de démocratisation échoue, la lutte va s'accroître entre la gauche et la droite, ce qui nous conduira à un régime totalitaire ou à la guerre civile. C'est pourquoi nous nous efforçons de trouver une issue pacifique afin de dépasser cette bipolarisation. »

Chef de file de la démocratie chrétienne, M. José Napoleón Duarte exprime clairement le dilemme de son parti et de l'actuelle junte, pris sous les feux croisés de l'extrême droite et de l'extrême gauche. Ancien maître de la capitale, M. Duarte reste l'une des personnalités les plus en vue du Salvador. Longtemps il avait incarné l'opposition au régime de l'oligarchie et des militaires. Candidat de l'Union nationale d'opposition, une coalition de centre gauche à l'élection présidentielle de 1972, il avait été frustré de sa victoire par les manipulations du pouvoir. Ses partisans ayant vivement contesté les résultats du scrutin, M. Duarte avait ensuite été contraint de s'exiler. Après huit ans d'exil, ce n'est qu'en novembre dernier, à la suite du coup d'État du 15 octobre des jeunes officiers contre le général Romero, qu'il a été autorisé à regagner son pays.

Naguère présenté par l'oligarchie comme une « minorité des communistes », M. Duarte est aujourd'hui accusé par ses adversaires de droite comme de gauche d'être « à la solde de l'impérialisme américain ». Homme pondéré, et apparemment soucieux d'éviter le pire, il cherche à garder son sang-froid sous les critiques qui vont à son parti sa collaboration avec la nouvelle junte. Sous la surveillance constante de gardes du corps armés de mitraillettes, il est conscient des risques qu'encourt un homme politique dans le Salvador d'aujourd'hui.

« Lors des élections de 1972, dit-il, avant que je ne quitte le pays, le peuple avait exprimé son espoir dans la volonté de réformes que nous représentions. Mais la fraude, l'exil et la répression ont brutalement fermé toutes les portes. C'est alors qu'a débuté le processus de décomposition. Les élections de 1977 ont ensuite été la confirmation qu'il n'y avait pas de place pour une solution démocratique. Tout cela a mené à une radicalisation des positions qui n'existait pas en 1972 et à une exacerbation des tensions politiques, économiques et sociales. Dans le même temps, les structures de la terreur se mettaient en place : il s'en est ensuivi un sentiment de frustration, intimidé par la répression, les masses populaires se sont organisées pour la combattre. »

Pour M. Duarte, la stratégie de l'extrême gauche traduit une volonté de déstabilisation. « En multipliant les enlèvements, les occupations de terres et d'entreprises, les affrontements et les menaces, les groupes révolutionnaires cherchent à pousser le peuple à l'insurrection. Dans ce pays essentiellement agricole, les producteurs n'ont plus les garanties nécessaires pour produire. Le secteur industriel se trouve dépassé par l'ampleur des recommandations syndicales et les patrons n'ont plus envie d'investir. »

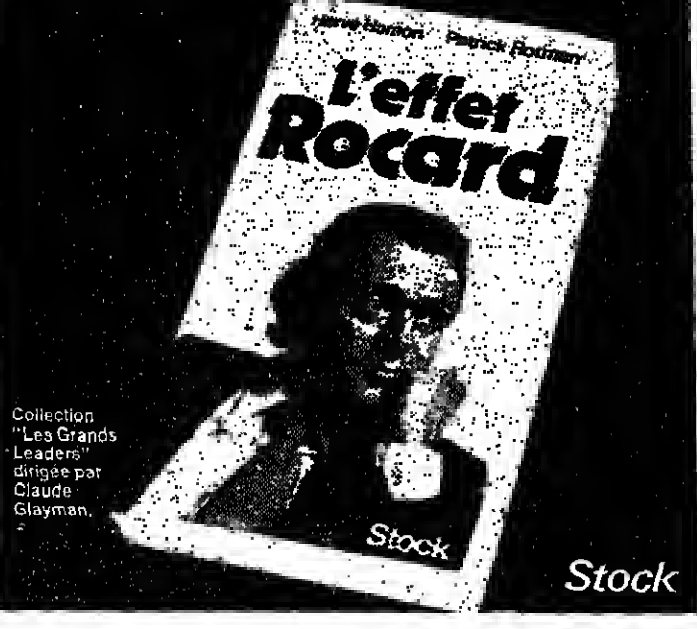
« Pour tenter de reprendre la situation en mains, poursuit M. Duarte, la réaction des autorités a été d'appeler à l'armée. Mais le régime précédent lui a demandé de rétablir l'ordre par la violence, ce qui n'a fait que l'aggraver et a finalement conduit au coup d'État d'octobre des jeunes officiers. Depuis lors, nous tentons désespérément d'établir un système démocratique pour dépasser la violence, il faut affronter les causes réelles et émotionnelles de la crise socio-économique. Le peuple perçoit très bien

que certains ont accaparé toutes les richesses. Les mesures anti-oligarchiques représentent une charge émotionnelle pour le peuple, mais répondent aussi à la réalité. L'accumulation des richesses a produit une accumulation du pouvoir. Il est donc devenu urgent de transformer les structures de notre société. » En premier lieu, la réforme agraire doit être l'axe fondamental de la redistribution des richesses. D'autres réformes sont

également indispensables, telle la nationalisation des banques et du commerce extérieur, afin de permettre à l'État de contrôler les richesses essentielles du pays, condition préalable à tout changement social. Mais ce pays surpeuplé ne peut se limiter au seul secteur agricole. Nous devons développer d'autres activités. Économiquement, la situation est très précaire et le chômage s'aggrave. Jusqu'ici, ces velléités de ré-

forme ont été contrecarrées par l'intransigence de la droite et des milieux d'affaires. De son côté, la gauche ne croit pas à la capacité de la démocratie chrétienne de tenir ses promesses. M. Duarte ne désespère pourtant pas de parvenir à rassembler la « majorité silencieuse » pour tenir son pari. Mais, justement, la démocratie chrétienne n'a-t-elle pas perdu une partie de son crédit par ses tergiversations et les réformes envisagées seront-elles suffisantes pour redresser une situation déjà gravement compromise ? JEAN-CLAUDE BUHNER.

JUSQU'OU ?



TÉLEX PARTAGÉ

ÉTRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345.21.62

De mieux en mieux avec TWA: plus de 50 villes aux USA, pour \$ 250



Personne ne connaît l'Amérique mieux que TWA. C'est chez nous. TWA vous donne une vraie bonne raison de visiter les USA: \$250 (\$195 pour vos enfants de 2 à 12 ans). Pour ce prix incroyable, vous pourrez vous rendre dans plus de 50 villes US: c'est le tarif "Visite USA", uniquement réservé aux passagers qui traversent l'Atlantique sur TWA, pour un séjour de 5 à 90 jours. Imaginez: vous volez vers les USA dans le confort spacieux d'un Jumbo ou d'un Tristar, les gros porteurs préférés des voyageurs. Arrivé à New-York - J.F. Kennedy, vous empruntez l'aérogare privée TWA: formalités et bagages, tout est plus simple et plus rapide. Quant aux correspon-

dances, la plupart utilisent la même aérogare: sinon, un service de bus gratuit TWA vous transfère à La Guardia. A partir de ce moment, l'Amérique est à vous: vous choisissez une ville, et vous y restez autant que vous le désirez. Puis vous en visitez une autre, une autre et encore une autre, jusqu'à 50 si bon vous semble. C'est facile: près de 200 bureaux TWA dans tous les USA sont là pour vous aider. N'oubliez plus: réalisez votre rêve de sillonner les USA. Avec \$ 250 et TWA. Pour tous renseignements, consultez votre agent de voyages ou TWA: (1) 720.62.11.

Vous plaire, ça nous plaît

TWA

LE DROIT DE VIVRE
40, rue de Paradis, 75010 PARIS
Directeur : PIERRE-BLOCH
Le numéro de MARS vient de paraître.
Au sommaire :
● Questions au président de la République
● Soutien aux travailleurs immigrés
● Nouveau dossier sur le G.R.E.C.E., organisation d'extrême droite.
et les chroniques habituelles sur les livres et les arts.
En vente dans les librairies, les parcs et aéroports de la région parisienne. - Le numéro : 4 F.

APEROCHÉ DU MONDE ARABE
- Mieux se connaître pour mieux commercer
JOURNÉE D'INFORMATION
sous l'égide de la CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE
18-19 mars 1980
45, rue de Valenciennes et Intermarché
75010 PARIS 10

LA CONTROVERSE SUR LE PASSÉ DE M. GEORGES MARCHAIS

Les dirigeants du P.C.F. constatent que le pouvoir ne souhaite pas une exploitation de l'affaire

Le parti communiste estime que la réplique, qu'il a apportée à la relance de la controverse sur le passé de M. Georges Marchais, a été et déjà, atteint son but. Les dirigeants du P.C.F. relèvent avec satisfaction la prudence des commentateurs des radios et des chaînes de télévision après le passage de M. Marchais au « Club de la presse » d'Europe 1. Ils consta-

tent, d'autre part, que la déclaration de M. Poniakowski, lundi à TF 1, montre que l'Elysée n'est pas décidé à exploiter l'affaire. Le pouvoir est manifestement soucieux de ne pas jeter de l'huile sur le feu, et l'attitude de M. Michel Poniakowski est, en effet, fort significative. L'ancien ministre d'Etat estime,

certain, qu'il y a « un gros noir » dans la biographie de M. Marchais, mais se demande, sur un ton débonnaire, s'il y a lieu de lui « jeter la pierre ». Le développement de la controverse a conduit la première épouse de M. Marchais à déclarer, dans une lettre que publie « l'Humanité »,

« du 12 mars, que la version des faits donnée par la secrétaire générale du P.C.F. était conforme à la vérité. Le directeur de « l'Express » a, pour sa part, annoncé son intention de déposer des plaintes contre les journaux communistes et M. Marchais, pour diffamation et injures.

Je confirme que mon mari dit la vérité écrit l'ancienne épouse du secrétaire général du P.C.F.

L'Humanité publie, dans sa seconde édition du mercredi 12 mars, une lettre de Mme Paulette Noëtinger-Marchais, première épouse du secrétaire général du P.C.F. Voici le texte de cette lettre : « Jusqu'à présent, je n'ai pas éprouvé le besoin de me manifester, étant séparée et divorcée de Georges Marchais depuis de nombreuses années. « Aujourd'hui, indignée par ce qui s'est écrit et se dit, je tiens à apporter mon témoignage. « A l'époque dont il est question, nous étions de jeunes mariés ; sans logement, sans argent, avec une petite fille de dix-huit mois. « Comment penser sincèrement que mon mari et moi-même pouvions envisager de paillarderie de cœur une séparation, surtout dans de telles circonstances, et sans oublier que c'était la guerre. « Je confirme que mon mari a dit la vérité. Il a effectivement essayé de séduire une première fois, tout au début de l'année 1943 ; il fut repoussé. « Grâce à ma lettre, qui lui annonçait le décès de notre nièce (la fille de ma sœur), il a pu utiliser ce drame pour accablant l'idée qu'il s'agissait de notre

propre fille, l'indiquant en effet dans ma lettre « notre petite Gisele ». Cette lettre est datée de 1943, ce qui permet d'obtenir une permission spéciale et son retour en France, en mai 1943. « J'affirme sur mon honneur qu'il n'est jamais reparti en Allemagne et que c'est moi qui me rendais, rue Cambon, aux contraventions, munie des certificats médicaux établis par le docteur Prieur. Lorsque nous avons dû cesser d'utiliser ce moyen, la demande du docteur Prieur, nous sommes parties en Normandie. Nous y sommes restés jusqu'en 1945, hébergés tantôt chez la mère de mon mari, tantôt chez d'autres membres de la famille, tantôt chez des amis. « Telle est la vérité qu'il n'est au pouvoir de personne de contester. « Mme Dannon, la femme d'un sous-traitant de M. Georges Marchais, a confirmé à notre envoyé spécial à La Hoguette (Calvados) que Mme Paulette Marchais avait passé la fin de la guerre à La Hoguette chez sa belle-mère, où elle était en compagnie de la fille aînée de M. Marchais. Ce dernier faisait des aller et retour entre Paris et la Normandie. »

M. Juquin : une « minable opération » contre le parti

M. Pierre Juquin, membre du bureau politique du parti communiste, a déclaré, mardi 11 mars, en cours d'une conférence de presse à laquelle participaient les membres du secrétariat du comité central du P.C.F., sans MM. Georges Marchais (1) et Charles Fiterman, que « l'opération » visant le secrétaire général du P.C.F. « se retourne très vite contre ses instigateurs, ses inspirateurs et ceux qui comptent en tirer bénéfice ». M. Juquin a cité une dépêche de l'agence ouest-allemande D.P.A., rapportant les propos de M. Wolfram Baer, directeur des archives municipales d'Augsbourg, selon lesquelles la « destination », des dates indiquées sur la fiche dont l'Express a publié la photocopie « reste inexpliquée à ce jour ». « Cette dépêche allemande est décevante », déclare M. Juquin. Elle annonce les propos de l'Express, selon lesquels la photocopie qu'il a publiée constituerait — je cite — « la preuve » de la présence de Georges Marchais en Allemagne après 1943. M. Juquin a ajouté : « Le directeur des archives municipales d'Augsbourg précise que Paris-Match détenait depuis environ trois ans la photocopie présentée à la presse par l'Express. « (...) Le fait que les possesseurs de la photocopie l'aient dissimulée pendant trois ans et ne l'aient publiée que dans la période actuelle prouve de façon éclatante qu'il s'agit d'une minable opération déchaînée contre le parti communiste français et son secrétaire général dans l'optique de la prochaine élection présidentielle. » M. Jules Bodier, avocat de M. Marchais, interrogé sur le point de savoir si le dirigeant communiste allait déposer plainte en diffamation contre l'Express, a

déclaré : « Cette affaire est à l'étude. Il n'y a, pour le moment, aucune communication à la presse. M. Gaston Plissonnier, membre du secrétariat, a indiqué : « L'essentiel, c'est de déjouer la machination politique. Nous ne ferons de communiqué à personne. M. Plissonnier a annoncé la publication d'un document provenant de « communistes ayant eu des responsabilités dans la Résistance » et portant notamment sur certains aspects de la période septembre 1939-mai 1940. Comme on lui demandait si M. Marchais produirait des témoins de sa présence en France en 1939 et 1940, M. Plissonnier a répondu « chaque chose en son temps ». M. Plissonnier a donné des précisions sur le questionnaire biographique rempli par M. Marchais après son adhésion au P.C.F. « Le 4 mai 1947, le jour où les ministres communistes sont chassés du gouvernement par Renardier et Vincent Auriol », M. Plissonnier a indiqué que M. Marchais avait répondu à ce questionnaire quand il avait été « désigné pour aller à l'école du parti » et que « dans cette biographie il explique très tranquillement dans quelles conditions il est allé en Allemagne ». M. Plissonnier a ajouté que, chaque fois qu'il avait été investi de responsabilités nouvelles, M. Marchais avait rappelé son séjour en Allemagne. « Chaque fois, nous lui avons répondu que nous connaissions parfaitement cette situation, qui a été celle de sept cent mille travailleurs déportés », a déclaré M. Plissonnier.

(1) Le secrétaire général du P.C.F. participait, à Strasbourg, à la session de l'Assemblée européenne.

M. ROLAND LEROY : il ne faut pas s'arrêter.

M. Roland Leroy, membre du bureau politique du P.C.F., estime, dans l'édition de « l'Humanité » de mercredi 12 mars, que les propos tenus mardi, sur TF 1, par M. Michel Poniakowski, signifient : « On a attaqué Georges Marchais, arrêtons-le, égarons les autres. » « Eh bien ! écrit M. Leroy, nous nous disons : il ne faut pas s'arrêter. Il faut d'abord admettre les preuves désormais accumulées : celles qui avaient été apportées par Georges Marchais et celles qui, chaque jour, affluent. Benoîtment, M. Poniakowski lui-même : « Même si Georges Marchais a été résistant... » même s'il est resté en Allemagne... » « Pourtant les preuves existent : Georges Marchais était victime de la déportation du travail et il est resté en France en mai 1943. Le directeur de « l'Humanité » a ajouté : « Appliquons les trois propositions faites par Georges Marchais : 1) Un examen public de l'activité de tous les hommes politiques importants pour la période 1939-1945. 2) Une commission d'enquête parlementaire sur les responsabilités de tous ceux qui ont aidé Bokassa, cautionné ses crimes horribles ou en ont bénéficié. 3) La déclaration publique des revenus et patrimoines de tous les hommes publics, y compris MM. Giscard d'Estaing et Barre. »

Les souvenirs flous de La Hoguette

De notre envoyé spécial

Falaise. — Le 10 mai 1943, il était chez sa mère, à La Hoguette. Jo eut à dire. Mme Gisèle Morand est furieuse. « C'est honnête ce qu'on lui fait à Georges. » Pour elle, le secrétaire général du parti communiste français reste Georges, son voisin, son ami de deux ans, qu'elle a manifestement toujours admiré : « Ce oui, il a bien travaillé, c'était une tête. Et pour prouver qu'elle parle en connaissance de cause, elle sort religieusement d'un portefeuille une photo jaunie. Quarante-deux enfants sagement rangés par le traditionnel cliché souvenir. Celui-ci est de 1930. Il n'avait que dix ans, mais c'était arqué pour son âge », se remémore, attendrie, Mme Morand, qui était alors Gisèle Lechevalier. La petite fille a grandi et est devenue la favorite de La Hoguette. C'est pourquoi elle est si sûre de la présence de Georges Marchais en mai 1943. « Je lui portais tous les matins l'Ouest-Eclair », le quotidien local devenu Ouest-France à la libération. « C'est lui qui me la demandait. Quand sa mère était assise, elle n'en voulait pas, mais dès que Georges ou sa femme étaient là, il fallait que je le leur montre. » M. Marchais est bien un enfant de La Hoguette, ce petit village (quatre cent trente-huit habitants actuellement) à peu près autarcique avant-guerre, niché dans un premier contrefort du bocage, à 3 kilomètres de Falaise, aux portes de la plaine de Caen. Un beau château isolé, quelques grosses fermes disséminées, un petit bourg pour les commerces. Les rattrails et les O.S. des usines de Falaise et de Caen ont remplacé les ouvriers agricoles ou de la carrière tout proche de Vignats (comme le père de Georges Marchais). Mais si les maisons modernes apparaissent de tous côtés, autour du centre ancien, les marbrures ne persistent guère, ayant été remplacées par des pavés. Ils évoquent encore comme un mauvais souvenir la tentative — ratée — de prise de la mairie par les communistes à la libération. Un peu inquiets, ils constatent que le P.C. accroit son influence : il a obtenu le quart des voix aux élections européennes.

Si La Hoguette ne reconnaît pas Georges Marchais pour son grand homme, c'est peut-être parce qu'elle a surtout gardé de lui le souvenir d'un orphelin dont la mère vivait modestement d'une pension de veuve de guerre et de deux vaches, dans un des écarts du bourg, et qui ne laissait pas partir des « bonnes » familles du lieu. « Si puis, vous glissez les quelques camarades d'école, c'était un lit-à-bras, un fort en guise. C'était le roi de la cour de récréation. Les jalouses ne sont pas mortes. Les traces de ce passé n'ont pas toutes disparu. Même si, comme tant d'autres enfants de cette Normandie qui s'élevait bien tard à l'industrie, il a dû, dès quinze ans, aller chercher du travail à Paris. Une nièce de M. Marchais, qui habite encore La Hoguette, se souvient avec plaisir des repas de famille chez sa grand-mère avec « l'oncle Georges ». On jouait aux boules, mais on ne parlait pas politique. « Papa était coiffeur à Falaise et n'avait certainement pas les mêmes opinions que son demi-frère. » Le village, lui, n'a pas fait le retour de l'enfant prodige, le leader politique n'est qu'un Parisien qui vient de temps en temps réajuster la maison familiale, il ne se mêle guère à la vie communale. Et les « copains » d'avant-guerre n'évoquent pas de grandes embrassades pour fêter les retrouvailles. Chacun garde ses distances. « Il est même très huer par certains quand il est venu à

la fête annuelle », raconte tristement Mme Morand. Souvenirs déformés par l'amitié ? Peut-être. Car tout paraît flou dans la mémoire des habitants de ce petit coin de Normandie. Surtout pour évoquer les lointaines années de la guerre. « Je l'avais pris en stop ». M. Marchais est-il ou non venu en mai 1943 à l'enterrement de sa nièce ? Nul ne peut l'affirmer ou le démentir. Ce qui est, en revanche, pratiquement certain c'est qu'il est revenu ici avant la fin des hostilités. Et plusieurs fois. La sœur de Mme Dannon, le lemme du coiffeur de Falaise, rappelle à sa nièce : « Il est venu plusieurs fois vous voir, toi et ta mère, pendant que ton père était en captivité. » L'épicière, M. Lucien Beausseu, lui aussi se souvient : « Un petit matin brumeux et froid, c'était à l'automne 1944 ou en mars 1945, j'étais à Caen en voiture. J'ai aperçu Georges qui faisait le stop sur la route. » Le maire aussi, M. Lucien Chilot, raconte : « Au moment des élections municipales d'avril 1945 on s'opposait aux gars de gauche. Lors d'une discussion au café je me suis disputé avec Georges Marchais. J'ai dû lui dire de fermer son clapet, puisqu'il n'était plus du pays, et de s'occuper des affaires de Paris. »

Des avant la guerre, celui qui n'était pas encore au parti communiste avait la réputation d'être « un extrémiste qui en voulait à tous ceux qui avaient du bien ». La directrice, son amie d'enfance, elle aussi se souvient : « Il se cachait chez sa mère, c'est sûr. Il avait des lunettes noires. » M. Seaussieu explique : « Je le croisais souvent le lundi matin alors que, portant deux valises, il allait reprendre le train Le Mans-Caen à la petite gare voisine de Fresné-la-Mère. Simplement, comme beaucoup de Parisiens il venait au ravitaillement. » Mais quand ? L'épicière ne sait plus très bien : « Est-ce quand je faisais mes tournées en voiture à cheval, donc alors que les Allemands étaient toujours là ? Ou quand j'étais récupérée le C.4, donc après leur départ ? Je ne sais plus. Je penche plutôt pour la première hypothèse, mais... Les gens chez qui il se nourrissait et à qui j'en ai parlé, eux non plus, ne se souviennent plus très bien de l'époque. » A La Hoguette, Georges Marchais n'a jamais été une vedette dont on épilait les taites et gestes. Certains lui ont même reproché d'être un « barbu », qui est le fils du village, au mois d'août dernier. D'autres, dont sa nièce, soulignent que c'était l'année d'après. Pourtant cet événement a moins de deux ans. Alors, quand il s'agit de se souvenir de petits faits des années sombres de 1940-1945...

THIERRY BREHIER.

REPUBLIQUE TOURS

Irlande à votre rythme.

6 formules sélectionnées pour une semaine au départ de Paris.

A l'hôtel : logement + voiture de location : 2.285 F.
En autocar : circuit de 8 jours + logement en demi-pension : 2.995 F.
En route libre : voiture de location : 1.265 F.
En roulotte : location d'une roulotte complètement équipée pour 4 personnes : 1.685 F.

En bateau sur le Shannon : location d'un bateau complètement équipé pour 4 personnes : 1.730 F.
A la ferme : logement dans les fermes irlandaises avec voiture personnelle (traversée par bateau) : 1.260 F.

«Voyagez sereinement et sereinement»
Nos prix comprennent le transport aérien A/R et les transferts A/R entre l'aéroport et le lieu de destination (sauf dans la formule «à la ferme»). Prix valables sous réserve d'augmentations du carburant.

Demandez la brochure République Tours à votre agent de voyages ou au 8 bis, place de la République 75011 Paris. Tél. 355.39.30

BIJOU HERMES. 1580 F.

HERMES

3 portes. Automatique. 7 CV. 27.900 F*

CIVIC 1300

JAPAUTO

concessionnaire exclusif

27, av. de la Gde-Armée - Paris 16^e

Tél. : 500.14.51 préfère TOTAL

*Prix de la Honda Civic 1980 3 portes, automatique, cils en main au 1.300

LE MONDE

est chaque jour à la disposition de ses lecteurs des publicités d'annonces immobilières.

Vous y trouverez peut-être LA MAISON que vous recherchez.

GRANDS ET PETITS

OU DE L'AFRIQUE

POLITIQUE

LA CONTROVERSE SUR LE PASSÉ DE M. MARCHAIS

SELON LE PRÉSIDENT ADJOINT DE LA FÉDÉRATION

Le secrétaire général du P.C.F. n'a jamais déposé de dossier pour bénéficier du statut de « déporté du travail »

Pourquoi M. Georges Marchais n'est-il pas adhérent à la Fédération nationale des déportés du travail, qui a été créée le 15 octobre 1945 et qui porte toujours ce nom malgré un récent arrêt de la cour d'appel de Paris (le Monde du 11 mars) ? Telle est la question qu'on peut se poser — même si cette adhésion n'a aucun caractère obligatoire — à propos de la polémique sur la présence du secrétaire général du P.C.F. en Allemagne pendant la dernière guerre.

M. Marchais n'est pas adhérent à la F.N.D.T., précise M. Roland Ferrier, président adjoint de cette organisation, tout simplement parce qu'il n'a jamais fait la demande officielle après de son association départementale pour bénéficier du statut de 1952.

La loi du 14 mai 1951, relative au statut des personnes contraintes au travail en pays ennemi, a été suivie en effet d'un décret d'application paru le 17 août 1952. Cette loi prévoit notamment (art. 9) la création de deux commissions officielles, nationale et départementales, habilitées à agréer, après enquête approfondie sur la vie du demandeur, les adhésions en instance. Actuellement, les effectifs de la F.N.D.T. atteignent 200 000 adhérents et l'on estime à près de 300 000 les dossiers valables en cours d'instruction. Une centaine de mille ont vu leur dossier refusé, notamment les « travailleurs civils volontaires ».

Si M. Marchais n'est pas adhérent, ajoute M. Ferrier, il peut être « ressortissant », car, selon les pièces produites au cours des procès qui ont été engagés à ce sujet, il semble qu'il ait été authentiquement requis. En ce qui concerne les pièces produites par l'Express, c'est la première fois que je le vois. Et cependant, j'ai eu quelque trente mille documents de l'administration allemande.

La résidence de M. Marchais dans un petit hôtel en Allemagne, comme le note encore l'Express, n'étonne pas, affirme M. Ferrier, qui précise : « Dans les décrets du S.T.O., en 1943, — il n'y avait pas encore de camps organisés pour les requis — ceux qui étaient dans des petits villages, parfois dans des hôtels, selon la proximité du lieu de travail. Quant aux permis, ils pouvaient être accordés au bout de six mois, en général pour une durée de huit

jours, plus rarement de quinze jours. Mais, dès la fin 1943, ces permissions furent plus difficiles à obtenir lorsque les Allemands s'aperçurent que ceux qui en bénéficiaient oublièrent de revenir ».

Faisant référence au débat du « Club de la presse », au cours duquel M. Marchais déclarait pouvoir accepter, sous certaines conditions, de répondre à un jury honneur M. Ferrier relève que la commission officielle nationale créée par la loi du 14 mai 1951, qui a eu à connaître déjà de nombreux candidats, s'est tenue le 1er mai prochain au Puy.

« Mais nous ne nous prononçons sur cette question », précise M. Ferrier, « quant à nous serons officiellement mis en cause. Enfin, en ce qui concerne le jugement de la cour d'appel de Paris intervenant à notre organisation d'utiliser les termes « déportation » et « déportation », je tiens à préciser qu'elle n'a sciemment que notre seule Fédération. Nos associations départementales ne sont pas concernées. Sur le fond, la F.N.D.T. demande que la question soit tranchée par le pouvoir législatif. Jusqu'ici, aucun texte de loi interdit l'usage du terme « déporté du travail ».

C. D.

CORRESPONDANCE

Faut-il les appeler « déportés » ?

Nous recevons de M. Jean Chesneau, interné résistant, mai 1943-août 1944 — la lettre suivante :

Quelque huit cent mille travailleurs provenaient surtout de la grande industrie se virent imposer de travailler en Allemagne en 1943-1945. Ils sont partis libres, disposant de délais suffisants pour disparaître, entre la notification de leur départ et le départ même. Ils étaient des hommes d'ordre ; ils n'imitèrent pas les centaines de milliers de jeunes qui partirent alors au maquis. En Allemagne, ils ont vécu dans des camps, parfois dans des hôtels, selon la proximité du lieu de travail. Quant aux permis, ils pouvaient être accordés au bout de six mois, en général pour une durée de huit

Faut-il les appeler « déportés » ? Cette question linguistique constitue une démarche politique très cohérente. A la libération, le P.C. jouait certes de son prestige, comme « parti des soixante-quinze mille fusillés » (chiffre fictif). Mais il lui fallait en même temps réaffirmer son image de marque

classique comme parti de la classe ouvrière et comme structure d'ordre. A la tête, restaurer l'autorité de Maurice Thorez, réédifier, chef de la lutte armée comme Tilton. A la base, faire rentrer dans le rang les résistants un peu tête brûlée, un peu encombrants, les chamoiser. Voilà, dans *Beau Mouge* de Roger Vailland. Huit cent mille ouvriers revenaient d'Allemagne. Le P.C. s'employa à leur obtenir un statut avantageux de victimes de guerre, et à les accueillir dans la Fédération nationale des déportés du travail, qu'il contrôlait depuis lors et qui est restée étrangement silencieuse dans l'affaire Marchais.

Ces hommes venaient à point pour renforcer l'assise sociale du P.C. avait le plus besoin : une classe ouvrière productive, docile, disciplinée, masculine aussi, soucieuse de statut et d'organisation, plus attachée à l'ordre qu'à la culture. C'est que Negri et le nouveau marxisme italien appellent la « COG » (classe ouvrière garantie), par opposition aux « garçons » (chiffre fictif), aux migrants industriels, aux hors-statut, à ceux qui venaient en mai 68 sur les barricades avec les étudiants, tandis que les « garçons » restaient abstinents derrière les grilles de leurs usines.

A trente-cinq ans de distance, la France de 1980 ne témoigne-t-elle pas de quelque inconséquence en saluant du prix Interallié le « déporté du travail » Carvane de Charlie-Hebdo, et en accusant Marchais, et à travers lui le P.C.F. ? Promouvoir comme secrétaire général un ex-déporté du travail ou de la métallurgie, c'est un discours politique très clair, qu'on est libre d'accepter ou de refuser.

Il reste que Marchais est désespérément muet sur ses activités entre 1943 et 1947, date de son adhésion au P.C. Il est impensable que Thorez et J. Vermeersch, si influents dans la Fédération Seine-Sud du P.C., où Marchais fut mis sur orbite, aient accordé leur patronage à quelqu'un qui serait sorti du néant politique. Les choses ne se passent pas ainsi à la fameuse « section des cadres ».

EN VENTE EN KIOSQUE
le
Courrier
de
l'unesco

Selon un sondage

L'IMAGE DU P.C.F. DANS L'OPINION SE DÉGRADE

Un sondage de la S.O.P.R.E.S., effectué entre le 22 et le 27 février, auprès d'un échantillon de mille personnes âgées de dix-huit ans et plus, et publié, mercredi 12 mars, par plusieurs quotidiens régionaux, indique que 51 % des personnes interrogées (au lieu de 46 % en 1979) ne voteraient « en aucun cas » pour le parti communiste. La proportion de personnes favorables à la participation de ministres communistes au gouvernement est passée de 63 % en 1979 à 49 % cette année.

Interrogées sur l'éventuelle accession d'un communiste à la présidence de la République, les personnes interrogées se déclarent favorables pour 14 % à une telle hypothèse (21 % en 1979), tandis que pour 75 % elles y sont opposées. A une question sur l'influence du parti communiste depuis les élections législatives de mars 1978, 61 % des personnes consultées considèrent que le P.C.F. « s'est plutôt affaibli » (36 % en 1979), 18 % d'entre elles estiment qu'il s'est renforcé (35 % en 1979), 44 % des personnes interrogées estiment que le parti communiste préfère la réaction de M. Giscard d'Estaing à celle d'un socialiste à la présidence de la République, 31 % pensent le contraire. Le parti communiste est le parti des « révolutions » pour 25 % des personnes consultées, il est celui des « mécontents » pour 60 % d'entre elles. Enfin, sur le « style Georges Marchais », le référendum, 58 % des personnes interrogées pensent que « c'est un inconvénient » pour le P.C.F., tandis que 23 % d'entre elles estiment que « c'est un avantage ».

LE VICE ET LA VERTU

Nos contemporains ont l'habitude fâcheuse de se précipiter presque tous à la curée lorsqu'ils en trouvent l'occasion. Quand on les voit s'abandonner à la « rage du dévergondement », on oublie les sentiments qui favorisent qu'on portait à l'objet de leur indignation. Comment ne pas être avec un homme contre lequel s'acharne l'opinion ? Quand la vertu dénonce le vice avec une telle fureur, on finit par la soupçonner, tant elle grimace.

FRANÇOIS BOTT.

Qui est le mystérieux "homme de Moscou" en France ?

La fille de l'ambassadeur d'U.R.S.S. en France disparaît. Leonid Brejnev est reçu à Rambouillet en visite officielle. Un agent du gouvernement français tente de découvrir l'identité du « Grand Résident » chef de la subversion soviétique dans notre pays... Enigme, suspense, espionnage, aventure et action : un roman exceptionnel basé sur des faits authentiques, qui dévoile tout un monde ténébreux de complots et de secrets d'Etat.

GILBERT JOSEPH



ALBIN MICHEL

LE FINANCEMENT DES CAMPAGNES ET DES PARTIS

La politique et l'argent

par ALAIN DUHAMEL

Les relations entre la politique et l'argent ont toujours constitué une pollution majeure de la vie publique dans les démocraties libérales. C'est vrai en règle générale. Ce l'est plus spécialement en France. Non point que la classe politique s'y révèle plus corrompue qu'ailleurs. Sur ce plan, elle se compare au contraire fort honnêtement à ses homologues étrangers. Seulement, deux phénomènes spécifiques et redoutables se conjuguent dans notre pays : un vide juridique presque absolu sur le sujet, qui nous singulièrement tacheusement par rapport aux autres principaux Etats industriels pluralistes, et une vigoureuse tradition locale de pharisaïsme à l'égard des questions d'argent, faite d'un mélange très franc de catholicisme social, de marxisme simplifié et d'hypocrisie bourgeoise.

Du coup, faute d'une réglementation et faute de transparence, on arrive à la situation actuelle, où règnent le mystère et la suspicion, les expédients et les tentations. D'où le floraison d'enquêtes qui effarouchent et qui réveillent, — la dernière est celle du Point. D'où la multiplicité de projets et de propositions d'origines gouvernementales ou parlementaires, qui suggèrent des solutions généralement limitées et manifestent surtout une étrange propension à l'entêtement. La plus récente de ces tentatives est d'origine U.D.F. Un groupe de travail, présidé par le secrétaire d'Etat Jean-Pierre Fourcade, et animé par le secrétaire général du parti radical, André Rossinot, député de Meurthe-et-Moselle, aboutit, après une longue préparation, sérieuse et honnête, à des propositions trop timides et surtout trop partielles.

Et pourtant, si on le veut vraiment, il est parfaitement possible d'imaginer une législation cohérente et réaliste. Il suffit de s'inspirer des expériences étrangères, de leurs succès et de leurs échecs. Il suffit de savoir que l'on n'ouvrira pas tous les vannes, que l'on ne règle pas toutes les difficultés. Mais il suffit aussi de considérer que, même imparfaite, une réglementation moderne vaudra toujours mieux que la jungle et le silence actuels. Il suffit, enfin, de s'attaquer de front aux trois domaines qui font problème : le financement des campagnes électorales, le financement des partis et le statut financier du personnel politique dirigeant. C'est affaire de volonté.

Le financement des partis politiques, hors campagnes électorales. Pour le moment, il relève soit de l'arbitraire, soit de structures parallèles à base de bureaux d'études et de firmes pseudo-indépendantes, soit même de l'amabilité de quelques philanthropes émissifs. Chacun sait, en effet, que ce ne sont pas les cotisations et les souscriptions (d'ailleurs incontrôlables dans l'état actuel des choses) qui couvrent l'ensemble des frais. Or, là non plus, il n'y a pas de totalité. Les exemples étrangers, faute de tout régler, montrent bien la direction. Il est tout à fait possible, par exemple, d'organiser un financement public. Rien n'empêche d'attribuer, comme en Allemagne fédérale, une subvention forfaitaire par suffrage obtenu aux élections législatives pour chaque formation. Le système serait plus équitable que le projet gouvernemental fondé sur les groupes parlementaires. Là encore, il donnerait leurs chances aux minorités et, là encore, un seuil minimal peut prévenir l'atomisation.

Certains objectent que cela reviendrait à employer l'argent des contribuables en faveur de formations politiques qu'ils n'aiment pas. Mais cet inconvénient très relatif tient à la face aux risques de dépendance et de compromission, de secret et d'équivoque ? D'autant que, là aussi, un financement public, d'origine véritable, n'interdit pas un financement privé complémentaire à base, toujours, de contributions individuelles platoniques et contrôlées. Ce qui concilierait la transparence, l'équité et le volontariat.

Les ressources financières personnelles des élus et des membres du gouvernement. C'est seulement une question de vérification. Il y a au Parlement et au conseil des ministres, des gens fortunés et d'autres qui ne le sont pas, des titulaires de revenus, tantôt élevés tantôt modestes. Rien de plus normal ni de plus souhaitable. Il est naturel que siègent dans les palais nationaux des élus ou des dirigeants de toutes conditions. Encore faudrait-il, pour éviter les soupçons et les compromissions, que les patrimoines et les revenus des hommes politiques soient connus, vérifiés et contrôlés. On peut certes discuter la modalité, et notamment la question de la publicité. Dans la plupart des pays cités de la France, elle va de soi. Ici, elle semble provoquer consternation, envie et réprobation. Mais rien de plus facile que de confier, par exemple, aux bureaux des Assemblées l'état des fortunes et des revenus des parlementaires. Il n'en sera pas plus que ce qui se chuchote aujourd'hui. Et rien n'interdit

temps. C'est là qu'apparaissent les inégalités les plus flagrantes et les plus choquantes. Pour les élections législatives, il est en effet courant que les ressources des candidats de grande partie varient, dans une même circonscription, du simple au triple ou au quadruple. Dans certains cas, plus rares mais non spectaculaires, et toujours pour les candidats de formations importantes, l'échelle peut aller d'un à dix ou plus. Pour les élections présidentielles, on retrouve des variations d'un à trois entre les principaux adversaires.

Devant de telles distorsions, la réglementation existante semble dérisoire. Elle prévoit l'affichage officiel gratuit et le remboursement pour les candidats ayant obtenu plus de 5 % des suffrages exprimés, des bulletins de vote et des circulaires. Quant aux candidats présidentiels, ils ont droit, toujours à condition d'avoir obtenu plus de 5 % des voix, à un voyage pharmaceutique de 250 000 francs. Il ne leur reste alors qu'à en trouver 50 ou 100 fois plus ! Il est vrai que la République, bonne fille, accorde aussi, gratui-

ment, des temps d'antenne à la radio nationale et à la télévision. Mais c'est ce de telles conditions que les malheureux partis ou candidats, déjà peu doués pour ce genre d'exercice, ont le sentiment absolu de provoquer un ennui inélinable.

Le résultat, c'est que partis et candidats doivent trouver seuls leurs propres financements, autrement dit, agiter le seble devant de généreux donateurs, multiplier les appels à l'aide et organiser des souscriptions, donc s'exposer à toutes les pressions, les tentations et les suspensions. Rien n'empêche, pour commencer, de plafonner les dépenses électorales, comme cela se pratique, par exemple, en Grande-Bretagne. Il veut mieux certes limiter un niveau plus réaliste que ce n'est le cas outre-Manche et ne pas omettre, comme les sujets de Sa Très Gracieuse Majesté, de plafonner l'ensemble des dépenses, locales certes, mais aussi nationales. Cela implique, bien sûr, comme en Grande-Bretagne, que chaque candidat fasse tenir une stricte comptabilité de ses frais et que celle-ci soit contrôlée par une instance aussi honorable, que possible. En France, le Cour des comptes ferait parfaitement l'affaire.

Tout cela est possible et souhaitable. Ce devrait même aller de soi dans un pays comme la France. Si l'on veut, en tout cas, assainir ainsi les relations entre la politique et l'argent, c'est le moment. Plus tard, on y suspectera inmanquablement l'ombre de manœuvres électorales. Et il serait grand dommage, justement, que les élections présidentielles ne se déroulent pas dans la clarté financière qu'elles méritent.

Le financement des partis politiques, hors campagnes électorales. Pour le moment, il relève soit de l'arbitraire, soit de structures parallèles à base de bureaux d'études et de firmes pseudo-indépendantes, soit même de l'amabilité de quelques philanthropes émissifs. Chacun sait, en effet, que ce ne sont pas les cotisations et les souscriptions (d'ailleurs incontrôlables dans l'état actuel des choses) qui couvrent l'ensemble des frais. Or, là non plus, il n'y a pas de totalité. Les exemples étrangers, faute de tout régler, montrent bien la direction. Il est tout à fait possible, par exemple, d'organiser un financement public. Rien n'empêche d'attribuer, comme en Allemagne fédérale, une subvention forfaitaire par suffrage obtenu aux élections législatives pour chaque formation. Le système serait plus équitable que le projet gouvernemental fondé sur les groupes parlementaires. Là encore, il donnerait leurs chances aux minorités et, là encore, un seuil minimal peut prévenir l'atomisation.

Certains objectent que cela reviendrait à employer l'argent des contribuables en faveur de formations politiques qu'ils n'aiment pas. Mais cet inconvénient très relatif tient à la face aux risques de dépendance et de compromission, de secret et d'équivoque ? D'autant que, là aussi, un financement public, d'origine véritable, n'interdit pas un financement privé complémentaire à base, toujours, de contributions individuelles platoniques et contrôlées. Ce qui concilierait la transparence, l'équité et le volontariat.

Les ressources financières personnelles des élus et des membres du gouvernement. C'est seulement une question de vérification. Il y a au Parlement et au conseil des ministres, des gens fortunés et d'autres qui ne le sont pas, des titulaires de revenus, tantôt élevés tantôt modestes. Rien de plus normal ni de plus souhaitable. Il est naturel que siègent dans les palais nationaux des élus ou des dirigeants de toutes conditions. Encore faudrait-il, pour éviter les soupçons et les compromissions, que les patrimoines et les revenus des hommes politiques soient connus, vérifiés et contrôlés. On peut certes discuter la modalité, et notamment la question de la publicité. Dans la plupart des pays cités de la France, elle va de soi. Ici, elle semble provoquer consternation, envie et réprobation. Mais rien de plus facile que de confier, par exemple, aux bureaux des Assemblées l'état des fortunes et des revenus des parlementaires. Il n'en sera pas plus que ce qui se chuchote aujourd'hui. Et rien n'interdit

Le financement des partis politiques, hors campagnes électorales. Pour le moment, il relève soit de l'arbitraire, soit de structures parallèles à base de bureaux d'études et de firmes pseudo-indépendantes, soit même de l'amabilité de quelques philanthropes émissifs. Chacun sait, en effet, que ce ne sont pas les cotisations et les souscriptions (d'ailleurs incontrôlables dans l'état actuel des choses) qui couvrent l'ensemble des frais. Or, là non plus, il n'y a pas de totalité. Les exemples étrangers, faute de tout régler, montrent bien la direction. Il est tout à fait possible, par exemple, d'organiser un financement public. Rien n'empêche d'attribuer, comme en Allemagne fédérale, une subvention forfaitaire par suffrage obtenu aux élections législatives pour chaque formation. Le système serait plus équitable que le projet gouvernemental fondé sur les groupes parlementaires. Là encore, il donnerait leurs chances aux minorités et, là encore, un seuil minimal peut prévenir l'atomisation.

Certains objectent que cela reviendrait à employer l'argent des contribuables en faveur de formations politiques qu'ils n'aiment pas. Mais cet inconvénient très relatif tient à la face aux risques de dépendance et de compromission, de secret et d'équivoque ? D'autant que, là aussi, un financement public, d'origine véritable, n'interdit pas un financement privé complémentaire à base, toujours, de contributions individuelles platoniques et contrôlées. Ce qui concilierait la transparence, l'équité et le volontariat.

Le résultat, c'est que partis et candidats doivent trouver seuls leurs propres financements, autrement dit, agiter le seble devant de généreux donateurs, multiplier les appels à l'aide et organiser des souscriptions, donc s'exposer à toutes les pressions, les tentations et les suspensions. Rien n'empêche, pour commencer, de plafonner les dépenses électorales, comme cela se pratique, par exemple, en Grande-Bretagne. Il veut mieux certes limiter un niveau plus réaliste que ce n'est le cas outre-Manche et ne pas omettre, comme les sujets de Sa Très Gracieuse Majesté, de plafonner l'ensemble des dépenses, locales certes, mais aussi nationales. Cela implique, bien sûr, comme en Grande-Bretagne, que chaque candidat fasse tenir une stricte comptabilité de ses frais et que celle-ci soit contrôlée par une instance aussi honorable, que possible. En France, le Cour des comptes ferait parfaitement l'affaire.

Tout cela est possible et souhaitable. Ce devrait même aller de soi dans un pays comme la France. Si l'on veut, en tout cas, assainir ainsi les relations entre la politique et l'argent, c'est le moment. Plus tard, on y suspectera inmanquablement l'ombre de manœuvres électorales. Et il serait grand dommage, justement, que les élections présidentielles ne se déroulent pas dans la clarté financière qu'elles méritent.

Pour la transparence

non plus, pour les membres du gouvernement, de confier la même tâche au Conseil constitutionnel. Des systèmes analogues existent déjà dans des sociétés libérales avancées. Quitte à créer une réglementation digne d'un Etat pluraliste moderne, on pourrait aussi définir, comme aux Etats-Unis, des règles précises en ce qui concerne les cadeaux reçus dans l'exercice de fonctions officielles et s'assurer, un peu par là, que les gestionnaires agréés (et élus) l'administration de la loi ne soient pas des principaux magistrats de la République.

Tout cela est possible et souhaitable. Ce devrait même aller de soi dans un pays comme la France. Si l'on veut, en tout cas, assainir ainsi les relations entre la politique et l'argent, c'est le moment. Plus tard, on y suspectera inmanquablement l'ombre de manœuvres électorales. Et il serait grand dommage, justement, que les élections présidentielles ne se déroulent pas dans la clarté financière qu'elles méritent.

A propos du cumul des mandats

M. ICART (U.D.F.) : nous organisons le chômage politique.

Dans le rapport du groupe de travail sur le cumul des mandats formé au sein de l'U.D.F. (le Monde du 20 février), M. Fernand Icart, député U.D.F., député des Alpes-Maritimes, se prononce en faveur d'une interdiction du cumul des mandats et expose les raisons de son choix. « La première raison », écrit-il, « est l'éventuelle présence à l'Assemblée nationale et plus particulièrement dans les rangs de la majorité. Certains textes favorables sont votés avec des majorités de hasard (2 ou 3 voix). Or, contrairement à ce que l'on prétend, les députés ne travaillent pas non plus en commission. Deux textes importants sont généralement discutés par un petit nombre de parlementaires. La plupart des députés sont réticents à leur conseil municipal, mais ou à leur conseil régional, conseil départemental... »

« La deuxième raison », poursuit le rapporteur général du budget, concerne le fait que la première, concerne le mauvais travail législatif, les parlementaires, tiraillés de toute part, étant dans l'impossibilité d'appréhender les problèmes qui leur sont soumis (...). Enfin, il n'est pas douteux que les mêmes personnes encombrées d'un nombre important de postes, nous laissons des bastions, mais nous organisons le chômage politique. »

Le député U.D.F. conclut en préconisant qu'il ne se fait aucune illusion quant aux chances de voir une majorité « compte tenu notamment de certains avantages matériels attachés aux cumuls ».

M. MICHEL JOBERT
CANDIDAT « PROBABLE »
A L'ELYSÉE

M. Michel Jobert, président du Mouvement des démocrates, a estimé, mardi 11 mars, à Lyon, devant le Cercle Charles-Péguy, que sa candidature à l'élection présidentielle était « possible, voire probable ». Il a même « espéré » sa présence au second tour, afin d'apparaître alors comme l'« opposition » de l'actuel chef de l'Etat.

Depuis le début du mois de mars s'est créé un « comité de soutien à l'action de Michel Jobert », dont le siège est à Paris, 71, rue Ampère, 75017 (tél. 763-99-40).

PAR

PA

Pa

Co

Co

Co

Co

Co

Co

Co

Co

Co

Co

Co

DES PARTIS
Irgent

PARISIENNES, PARISIENS, *Paris Hebdo* VOUS A COMPRIS.

Nous pensions que vous étiez le public le plus exigeant du monde. Maintenant nous en sommes sûrs.

Chacun de vous s'en faisait une idée a priori, en fonction de ses goûts personnels et de ses exigences propres. Et comme vous êtes plus de 400.000 à nous lire chaque semaine, vous représentez des opinions fort variées.

Nous vous avons écoutés et compris. Paris-Hebdo restera un magazine d'enquêtes et de reportages sur la vie dans la région parisienne.

Mais avec ce numéro, Paris-Hebdo se transforme pour devenir aussi le guide intelligent des vrais Parisiens.

Les restaurants, les boutiques, les idées de shopping y seront développés et plus illustrés encore.

Mais surtout, grâce aux 22 pages consacrées aux spectacles et aux sorties, vous ne manquerez plus jamais l'événement culturel ou la soirée agréable que vous cherchez.

Les films d'auteur et les super-productions, les pièces classiques et les cafés-théâtres, les matches de basket et les spectacles pour enfants, tout ce que Paris vous offre en sept jours vous est complètement accessible.

Et cette semaine, l'événement, dans Paris-Hebdo, c'est le premier sondage sur ce que Paris attend de son maire, et les réponses de Jacques Chirac.

Paris Hebdo
pour mieux profiter de Paris



M. MICHEL LIBERT
CANDIDAT PROBABLE
à la mairie

MÉDECINE

POLICE

UN RAPPORT DU CERC SUR LE FINANCEMENT DES HOPITAUX

La croissance vertigineuse des dépenses, rançon du gigantisme hospitalier

La médecine hospitalière coûte de plus en plus cher et concentre chaque année davantage ses moyens — en hommes, en masses financières, en investissements — sur les hôpitaux les plus lourds qui, à leur tour, coûteront de plus en plus à la collectivité... C'est une

démonstration implicite du gigantisme que reflète de bout en bout le dernier rapport (1) du CERC (Centre d'étude des revenus et des coûts) présenté ce mercredi 12 mars par M. Georges Vadel, président de cet organisme.

Le nombre des lits des hôpitaux généraux a augmenté en France de quelque 50 % en vingt ans. Quoique les besoins en ce domaine soient depuis des années amplement comblés, on a continué à construire jusqu'en 1978. Parallèlement à cette évolution mal maîtrisée, la croissance des coûts hospitaliers est devenue vertigineuse, puisque, comme le montre le rapport du CERC, la dépense moyenne par journée d'hospitalisation a été multipliée par 4 — en francs constants — en quinze ans. A eux seuls, les centres hospitaliers universitaires absorbent le quart des dépenses hospitalières.

Or, révèle le rapport du CERC, les hôpitaux les plus grands apparaissent, à dépense égale, les plus chers, même lorsqu'ils rendent un service banal, pour un malade chronique par exemple. Autre rançon du gigantisme ? Toujours est-il que les investissements nouveaux (créations, extensions, rénovations) sont affectés, lit-on dans le rapport, de préférence dans les régions où existe déjà un équipement hospitalier important plutôt que dans les zones sous-équipées.

Cette tendance est préjudiciable à plus d'un égard, puisque « la mise en œuvre d'équipements de plus en plus coûteux ne conduit pas à une réduction du personnel, mais bien au contraire à une augmentation de ce personnel et de l'ensemble des dépenses de fonctionnement ».

En effet, le personnel des hôpitaux généraux a triplé en vingt ans : il dépassait 500 000 personnes au 31 décembre 1978. La croissance annuelle des effectifs a atteint près de 7 % en moyenne depuis quinze ans (elle a dépassé 11 % de 1977 à 1978). Là encore, l'effet de masse a joué, puisque cette croissance a été d'autant plus forte que les effectifs ini-

liaux étaient élevés, ce qui a accentué davantage encore les disparités entre établissements. Les dépenses en personnel des hôpitaux ont nécessairement suivi la même évolution : elles ont doublé entre 1973 et 1978, dépassant 30 milliards de francs en 1977 ; elles ont augmenté en moyenne de 16,8 % par an de 1965 à 1978 et de plus de 26 % par an entre 1978 et 1977. Au total, ce poste représente, on le sait, les deux tiers environ des dépenses hospitalières.

Le nombre des médecins hospitaliers a crû, quant à lui, plus vite encore que celui des autres catégories de personnel : il dépassait 40 000 en 1978 (chiffre auquel il convient d'ajouter quelque 15 000 internes). Les rémunérations des médecins ont crû moins vite, ces dernières années, que celles des autres personnels.

Les dépenses de caractère « hôtelier » des hôpitaux ont évolué différemment. Par exemple, la part des achats de produits alimentaires dans les dépenses de fonctionnement a été divisée par 2 de 1965 à 1977. Les achats de produits pharmaceutiques ont augmenté moins vite que l'ensemble des dépenses de fonctionnement.

Ces achats sont, dans les hôpitaux, concentrés sur quelques produits (vingt médicaments représentent 50 % de ce type de dépenses). A l'Assistance publique de Paris, 380 spécialités sont utilisées seulement, alors qu'il en existe en France quelque 9 000.

En revanche, l'utilisation de certains produits non médicamenteux, tels que les produits pour perfusion et transfusion, les fournitures pour laboratoire, les pansements, le matériel à usage unique, augmente très rapidement, représentant une dépense plus importante que les achats de médicaments.

(1) Document du CERC, n° 52. Disponible à la Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07, 54 F.

CORRESPONDANCE

Homéopathie et corporatisme

Le docteur Antoine Nabhan, membre associé de la Société de réanimation de langue française, nous a adressé la lettre qu'on lira ci-dessous. Le docteur Nabhan a été amené à faire hospitalier l'un de ses amis, Robert Perrey, qui est décédé le 9 novembre 1978, treize jours après une opération effectuée à l'hôpital de la Cité universitaire de Paris. Avant de consulter le docteur Nabhan, Robert Perrey, atteint d'une affection digestive ayant une potentialité cancéreuse, avait été soigné par des médecins homéopathes. La mort de Robert Perrey a déclenché l'ouverture d'une information judiciaire pour homicide involontaire (le Monde du 15 février).

Depuis l'annonce par la presse, et le Monde en particulier, de l'ouverture d'une information judiciaire après le décès d'un malade soigné par homéopathie, de nombreuses interventions écrites affluent dans les rédactions. Ce ne sont là que des réactions dirigées, relevant davantage du corporatisme et de l'esprit parisien que de l'analyse objective des faits réels.

Une campagne de presse se déroule sur deux niveaux :

• En premier lieu, on tente d'innocenter l'homéopathie du malheureux destin qui fut celui de ce malade, dans le même temps où l'on assiste à l'apologie de cette thérapeutique des

semblables, tout à fait mineure dans l'arsenal de la médecine. Il est utile de rappeler que personne ne discute l'intérêt de l'homéopathie dans les strictes limites de ses applications, qui ne recouvrent que quelques affections bénignes et chroniques.

Aussi, sous-entendre que le parquet de Paris cherche, par l'information qu'il a ordonnée, à faire le procès de l'homéopathie, est aussi absurde que si quel qu'un prétendait que le magistrat qui a procédé à l'incarcération des praticiens qui se livraient à des avortements criminels sur des femmes enceintes de six mois et plus ne cherche qu'à remettre en cause la gynécologie-obstétrique et la loi sur l'interruption volontaire de grossesse.

• En second lieu, cette campagne tend à développer la thèse que le malade est coupable de n'avoir pas choisi lui-même sa thérapeutique. C'est véritablement faire preuve d'une mauvaise foi caractérisée et nier l'évidence, qui veut que seul le médecin traitant, investi de la confiance de son malade, a la faculté de déterminer la thérapeutique adaptée au cas de son patient.

Il est constant qu'aucun praticien n'est tenu à l'obligation de résultats. En revanche, il est de son devoir de mettre à la disposition de son malade tous les moyens de la médecine, qui, fort heureusement, ne se limitent pas à la seule homéopathie.

Aussi, il n'est pas étonnant de voir le discrédit sur un malade de cinquante ans, dont la mort est un événement infiniment plus grave que les querelles doctrinales. L'homéopathie ne se grandira pas à travers ce procédé.

Va-t-on enfin observer le respect dû à la douleur d'une famille, et cesser de se livrer au dépeçage de la mémoire et du calvaire d'un honnête homme dont le seul crime est d'avoir eu confiance et d'être resté dans l'ignorance totale des conclusions diagnostiques, qui lui ont été dissimulées ?

A Paris

CINQUANTE-SEPT POLICIERS QUI MANIFESTAIENT A L'APPEL DE LA C.G.T. ONT ÉTÉ INTERPELLÉS

Cinquante-sept policiers adhérents au syndicat C.G.T. ont été interpellés dans l'après-midi du mardi 11 mars, aux abords du Palais de la mutualité, dans le cinquième arrondissement de la capitale, par des gendarmes mobiles, alors qu'ils manifestaient avec quelques centaines de leurs collègues pour protester contre les nouveaux horaires de travail des gardiens de la paix en tenue. Les manifestants, qui étaient tous en civil, s'étaient d'abord rassemblés sur le parvis de Notre-Dame. Devant le refus du préfet de police de recevoir leur délégation, ils se sont alors formés en cortège, se dirigeant d'abord vers l'Hôtel de Ville, puis vers la Mutualité, où des éléments de la gendarmerie mobile avaient été placés. Conduits à bord de « paniers à salade » à la préfecture de police, les cinquante-sept personnes appréhendées y ont été entendues l'une après l'autre, par des fonctionnaires de l'Inspection générale des services (I.G.S.), puis relâchés.

Au nom du bureau confédéral C.G.T., M. Gérard Gaume, a donné, dans un communiqué, les « odieuses méthodes » de M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, accusant celui-ci de « poursuite et d'accentuer ses grandes manœuvres d'intimidation pour faire chercher à faire taire les travailleurs et pour tenter d'enrayer tout développement du mouvement revendicatif ».

A la préfecture de police, on s'est borné à indiquer que cette manifestation « non déclarée, et donc non autorisée », avait été dispersée, car elle entravait la circulation sur les quais de gauche et sur le boulevard Saint-Germain.

D'autre part, le syndicat C.F.D.T. de la police parisienne a protesté énergiquement « contre l'interpellation et l'audition de policiers participant à une manifestation organisée par la C.G.T. ».

CES PHYSICIENS QUI TOURNENT AU MYSTICISME...

Dans le monde entier, les physiciens font construire des accélérateurs de particules de plus en plus puissants et raffinés. Grâce à eux, ils découvrent des particules de plus en plus nombreuses et d'une complexité croissante. En ce la raison pour laquelle, depuis quelque temps, certains d'entre eux, heureusement peu nombreux, délaissent ces instruments éprouvés que sont les mathématiques et les appareils de mesure pour se lancer dans une spéculation schévatte ? On attend d'eux des équations, ils répondent par des considérations sur la télépathie, on les interroge sur la vitesse de la lumière, ils évoquent la métaphysique.

Ont-ils tort, ont-ils raison ? Dans « Science & Vie » de mars, on physiciens qui, lui, n'a pas été saisi par le « psi » explique l'origine de ces états d'âme qui succèdent aux états de la matière. Et il commente la démission de la raison au bénéfice de l'extase, et le remplacement de la table de Mendeleïeff par les tables tournantes.

« Science & Vie » de mars chez votre marchand de journaux ; 8 F.



MACHINE D'USINE

"Machine d'usine", en sport automobile, c'est l'engin réservé aux pilotes professionnels. En photo, c'est le 645 Mamiya. Mais si on ne passe pas sans transition de la conduite d'une voiture de série au pilotage d'un bolide, du 24x36 familial au format 4,5 x 6 le pas est aussitôt franchi.

Alors pourquoi se refuser cette exaltante sensation ? Installez-vous aux commandes.

Massif capot noir, objectif gros calibre, d'emblée il fait forte impression. La poignée est rassurante, bien large. Elle tient du manche à balai pour avion de chasse. Dans le viseur, les lumières de bord clignotent, se stabilisent.

Donnez-vous des émotions, vous êtes là pour ça. Votre doigt presse sur le bouton déclencheur. Contact. C'est parti. En souplesse. Vous venez de prendre votre première photo 4,5 x 6.

Déjà vous avez pu apprécier la tenue en main, le 645 est d'une stabilité exemplaire. Évidemment c'est autre chose qu'un 24x36 poids plume. Ce n'est plus de la photo du bout des doigts, vous faites corps, à pleine poigne, avec l'appareil. Quel sentiment de puissance et de sécurité... Boulez votre premier rouleau. C'est tout de suite les performances. Trois fois plus grands que les négatifs 24x36, trois fois moins de grain, les négatifs 4,5 x 6 ont un rapport de côté identique aux papiers de tirage. Vous obtenez des agrandissements sans perte, sans

recadrage. En diapo, c'est déjà superbe à l'œil nu. Vous voilà intronisé au format 4,5 x 6 dont Mamiya est le leader incontesté. Généralement une passion dévastatrice se déclare au premier essai. Vous avez le choix entre deux boîtiers. Vous pourrez entrer dans le Club avec votre 645 à vous, boîtier, poignée, viseur et objectif standard, pour moins de 4.500 F.

Un autre univers vous est ouvert par les moyens-formats Mamiya. D'autres photos vous sont possibles... La gamme des objectifs Mamiya et des accessoires est une des plus complètes qu'il soit.

A quand votre tour d'essai chez un concessionnaire Mamiya ?

* Prix au 1^{er} Mars 1980

CARACTÉRISTIQUES DU BOÎTIER MAMIYA 645 1000 S	
Type d'appareil	Reflex à miroir décalé 4,5 x 6 à obturateur plan focal
Vitesse	0,8 s - 1/1000 s, avec entraînement sur le sélecteur
Viseur	Cadrature 5.5. Prisme (écran déformé 200 et 1000 F)
Synchronisation	X (Flash) et FP
Dimensions (largeur x hauteur x épaisseur)	56 x 41,5 x 110 mm



Mamiya

bélier 1980

JUSTICE

LE VERDICT DES ASSISES DE LA HAUTE-GARONNE

Norbert Garceau a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité

Le peuple souverain et juge

par PHILIPPE BOUCHER

Toulouse. — Après une heure et demi de délibération, la cour d'assises de la Haute-Garonne a condamné, mardi soir 11 mars, Norbert Garceau, cinquante-cinq ans, reconnu coupable de l'assassinat de Michèle Aussilous, le 9 janvier 1978, à la réclusion criminelle à perpétuité. En 1953, Norbert Garceau avait été condamné à la même peine pour le meurtre d'une adolescente. Il avait été libéré en 1972. L'avocat général, à Toulouse, avait requis la peine de mort.

Pour les dernières heures du procès de Norbert Garceau, la salle des assises de Toulouse, l'atmosphère avait jusqu'alors été tendue et attentive, s'étant transformée en une sorte de forum.

De notre envoyée spéciale

D'une façon tout à fait inhabituelle, le procureur général, M. Robert Badinter, a tenu, mardi soir, à Toulouse, une conférence de presse. De nombreuses personnes étaient massées, debout, près du box comme près de la tribune où se trouvaient les jurés. Des avocats venus assister aux plaidoiries étaient assis sur les marches de l'estrade où siégeaient les magistrats. Cela n'a pas permis à l'audience de l'après-midi de se dérouler avec toute la sérénité et le sérieux souhaitables dans une affaire aussi grave. Pendant le réquisitoire, comme pendant les plaidoiries, on a entendu, sans que jamais le président n'intervienne, murmures, bruits divers et même quelques cris.

Avec un grand calme, M. Raymond Dhers, avocat général, a pendant une heure quinze, pro-

noncé un réquisitoire très ferme, émettant des hypothèses sur ce qui avait pu se passer ce lundi-là entre Norbert Garceau et Michèle Aussilous, et concluant que, pour la seconde fois seulement en trente-cinq ans de carrière, il allait demander la peine capitale parce que Norbert Garceau avait préparé son crime, « parce qu'il l'avait prémédité, c'est évident », a-t-il ajouté « et parce qu'il est responsable de ses actes et récidive, même s'il sort de prison au sein de sa cellule sentimentale ».

Après que M. Laurent Mathieu, bâtonnier d'Albi, eût évoqué la cassation, « qui, si elle se fait sur des motifs de forme, est pas dictée par les hauts magistrats », ainsi que la vie de Norbert Garceau, M. Robert Badinter s'est attaché à montrer comment on avait fabriqué un assassin à partir de cet homme effrayé, même par le meurtrier qu'il porte en lui, « cet homme qui, soudain, se met à mentir contre l'existence pour être un ouïr Garceau, pour échapper à lui-même ».

« Et c'est là-dessus, a précisé l'avocat, sur des hypothèses, que l'accusation, qui doit apporter la preuve de ce qu'elle avance, vous demande de prononcer la peine de mort ».

« Je vous supplie de revenir à la vérité humaine, a poursuivi M. Badinter. Cet acte contre Mme Aussilous, c'était sa perte à lui, Garceau, en même temps que celle de sa victime. Et toute sa vie hante contre ce geste (...). Si vous acceptez de luer Garceau, vous avez décidé de tuer un homme, qui, de son côté, n'a pas voulu mourir. Alors, en cet acte, vous tuez cet homme qui, tout à coup, devient contre lui une bête humaine ».

Des applaudissements éclatèrent dès la fin de cette plaidoirie. Malgré leur caractère d'émotion dans une enceinte de justice, le président continuait à ne pas intervenir. Alors, en retour, des membres de la famille de la victime crièrent « à mort ! », certains de ses membres se précipitant sur l'avocat. Le jury sortait au milieu des cris et rendit son arrêt une heure trente plus tard.

JOSYANE SAVIGNEAU.

Incidents

De notre correspondant régional

Toulouse. — Lundi, on avait pu penser que le procès de Norbert Garceau allait se dérouler jusqu'à la fin dans la plus grande dignité. Quelques murmures avaient été, cependant, perçus dans la salle d'audience, lors de la description des détails sur la manière dont l'accusé avait tenté d'abuser, avant de les étrangler, de ses deux victimes : une adolescente de moins de quinze ans et une jeune mère de famille respectée de tous. Allant éviter les scènes pénibles du procès d'Albi, à l'issue duquel, en juin 1972, l'accusé avait été condamné à mort.

Mardi, on pouvait constater que le public, très nombreux, était divisé en trois groupes : des jeunes femmes anti-« machos », ennemies de la peine de mort, sauf pour les « voleurs » des adversaires de la peine capitale qui ne voient pas comment le guillotine peut être plus efficace que la réclusion à perpétuité ; des parents de la victime, son frère, son père, et ses deux sœurs, ainsi que des familles des trois jeunes femmes assassinées au moment des fêtes de fin d'année, en 1978, dans un magasin à grande surface de Béziers.

Ce n'est pas de ce dernier clan que sont partis les épouvolements. La plaidoirie de M. Robert Badinter ayant été bruyamment interrompue par les adversaires de la peine de mort, cela a fait déclencher une riposte des familles de Michèle Aussilous. Son frère, un jeune garçon harbu, parlant de l'accusé, lancé : « Je le buterai ! ».

A son côté, un homme brandissait la première page d'un journal du Midi montrant des photos du triple meurtre de Béziers et hurlait : « C'est ma femme ! Va-t'en laisser la vie à ceux qui tuent comme ça ? ».

Les débats, palais de justice, cette place du Parlement qui connaît pendant plus de deux siècles tant de scènes de violence, furent longtemps agités. Dans la salle, un jeune homme, que beaucoup n'avaient pas reconnu, avait essayé d'immoler à ces heurts passionnés : pour la première fois de sa vie, Julien Cuers, de 28 ans, originaire de la région, avait assisté à un procès d'assises.

L. P.

Dans l'Oise

UN PRINCIPAL DE COLLEGE BLESSE UN JEUNE CAMBRIOLEUR

(De notre correspondant.)

Beauvais. — Armé d'un fusil et d'un pistolet, 22 long rifle, M. Albert Mathiotte, cinquante-cinq ans, principal du collège Antoine-France à Montataire (Oise), a blessé mardi 11 mars, à 2 h. 30 du matin, un des deux cambrioleurs qu'il avait surpris dans son bureau. Les deux individus tentaient de prendre la fuite. Une heure plus tard, un jeune homme de la localité, âgé de dix-huit ans et ancien élève du collège, était admis à l'hôpital de Creil, blessé par balles au ventre et au dos. M. Mathiotte a donné une version confuse des faits qui, au stade actuel de l'enquête, ne semble pas corroborée par les constatations médico-légales.

Les médecins de l'hôpital de Creil ont recueilli leur blessé sur son lit de santé du jeune homme. De plus, M. Mathiotte, en outrepassant ses fonctions, a donné de ce qui s'était passé dans son bureau, un récit qui, dit-on, était armé. Le directeur, M. Spardacq, s'en rendant compte, a immédiatement informé le procureur de la République de Compiègne. Sans qu'il soit l'objet pour l'instant de sanctions officielles, M. Mathiotte a cependant été privé de sa fonction. Le collège Antoine-France avait, à plusieurs reprises, été l'objet de cambriolages, et de multiples bagarres s'étaient produites à l'intérieur et hors de l'établissement, les élèves n'hésitant pas à s'opposer aux professeurs. Aussi le directeur avait-il l'habitude d'être furieux chaque nuit des rondes armées à l'intérieur de l'établissement.

Une information a été ouverte par le parquet de Compiègne. — M. L.

SPORTS

AUTOMOBILISME

Talbot veut faire de sa nouvelle formule 1 une vraie Talbot

Le constructeur français Talbot a présenté, à Paris, mardi 11 mars, les grandes lignes de son programme de formule 1. Son projet est de s'engager, au printemps 1981, soit des débuts de la saison des courses européennes, dans les Grands Prix du championnat du monde, avec un type de voiture qui pourra être réellement identifiée comme une Talbot. Pour atteindre cet objectif, Talbot devra faire en sorte que l'on sache que le moteur utilisé sera un développement du BMW 14 litre « turbo-soupape » et construit par la marque. Le fait d'être un développement et d'être construit par la marque Talbot, c'est tout ce qu'il faut pour que Talbot soit reconnue.

La décision a été prise de créer un département « compétition » spécifique à la formule 1 comprenant quatre secteurs distincts : celui du développement des moteurs, à l'étude des châssis, à l'administration et à la gestion. Pour l'instant, l'effectif prévisionnel du département est de quinze personnes.

Dans un premier temps, une voiture dite de laboratoire permettra de procéder à toute une série d'essais, et plus particulièrement aux essais moteurs indispensables. Pour ce faire, il est probable que Talbot aura recours à un châssis construit en Grande-Bretagne chez March. On insiste chez le constructeur français pour bien distinguer cette phase initiale d'essais de l'engagement en compétition proprement dit.

« Dès lors qu'une Talbot de formule 1 prendra part à un Grand Prix du championnat du monde, il s'agira bel et bien d'une voiture originale », affirme le directeur du service compétition, M. Jochen Neerpasch, transfuge de B.M.W. et dont la prise d'ail-

ATHLÉTISME

GUY DRUT ET DWIGHT STONES « REQUALIFIÉS »

La Fédération internationale d'athlétisme a pris la décision mardi 11 mars, à Paris, de requalifier pour les compétitions dites amateurs les athlètes professionnels pour fait de professionnalisme. Cette mesure touche notamment le Français Guy Drut, champion olympique du 110 mètres haies en 1976, et les Américains Dwight Stones et Rod Milburn, respectivement détenteur du record du monde du 100 mètres haies en 1972. Cinq athlètes féminines des pays de l'Est, trois Roumaines et deux Bulgares, disqualifiées pour dopage, ont aussi été requalifiées. Si telle est leur intention, ces athlètes pourront prendre part aux Jeux de Moscou, sous réserve que le Comité international olympique emboîte le pas à la Fédération internationale d'athlétisme et prononce à son tour leur requalification.

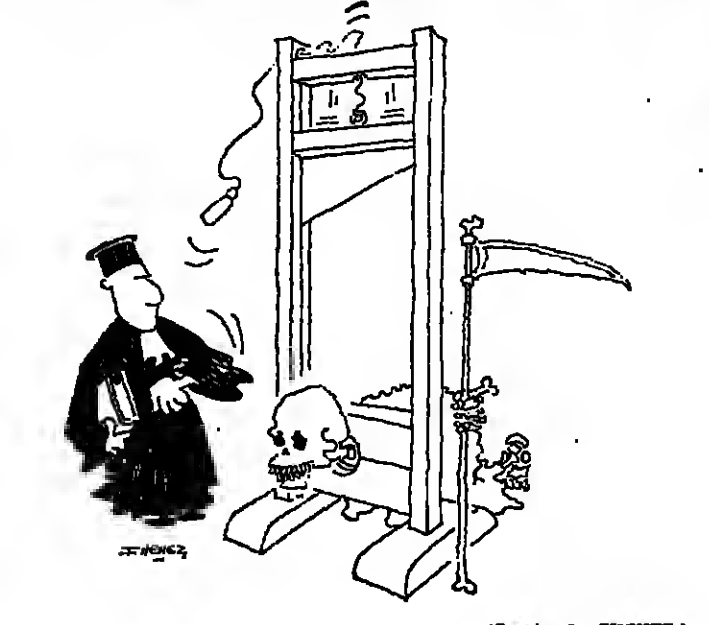
D'un sport à l'autre

CYCLISME. — Après le sixième et dernier, Digne-les-Bains, de la coupe de France, remportée par le Brige Jean-Luc Vandenbroeck, Gilbert Duclos-Lacaille conserve la première place du classement général.

PATINAGE ARTISTIQUE. — A Dortmund aux championnats du monde, l'Allemande de l'Est Holmanna (44,84 points) précède, après les figures imposées, les Américaines Sonja (46,60 points), Tishler (42,76 points) et le Français Simond (41,36 points).

SKI. — Le Suédois Stenmark a remporté, mardi 11 mars, le slalom géant de Cortina d'Ampezzo devant l'Autrichien Egon et le Suisse Gaspard. Classé quatrième, le Liechtensteinois Wenzel gagne la Coupe du monde.

L'Allemande de l'Ouest Irène Epple a remporté, le 12 mars, à Soledad (Autriche), le dernier slalom géant de la saison, complétant pour la coupe du monde, devant les deux Françaises Perrine Pelen et Fabienne Serrat. Perrine Pelen avait remporté la première manche.



(Dessin de CHENEZ.)

Faits et jugements

Plusieurs attentats et l'agression raciste de Chelles sont « revendiqués »

Dans un appel téléphonique à l'A.F.P., une organisation intitulée Parti fasciste d'action révolutionnaire, jusqu'alors inconnue, a revendiqué la tentative d'attentat par explosif commise, mardi matin 11 mars, au Palais de justice de Paris, ainsi que l'agression raciste commise le 6 mars aux portes du lycée de Chelles (Seine-et-Marne) contre des lycéens maghrébins (le Monde du 8 mars). Ce groupuscule, inconnu de la police, avait également revendiqué l'incendie criminel qui avait éclaté à la mairie de Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), le 10 mars.

L'attentat commis, lundi soir 10 mars au siège de la SEMIRP (Société mixte de rénovation du quartier Plaisance) (le Monde du 12 mars), ainsi que celui commis le 10 février contre les locaux de l'immobilière construction de Paris, entreprise de gestion d'immeubles (le Monde du 12 février), ont été revendiqués par un groupe intitulé Action directe.

Celui-ci avait déjà revendiqué les attentats perpétrés les 15 et 16 septembre 1979 contre le ministère du travail et de la participation, et le 24 septembre 1979 contre la caisse professionnelle de prévoyance des salariés et la délégation régionale pour l'emploi de l'Île-de-France (le Monde des 19 et 27 septembre 1979). Dans un communiqué, le groupe Action directe affirme avoir en fait « joué au racisme et à la violence des nerfs de la caste immobilière ».

FAITS DIVERS

EXPLOSION D'UN PÉTROLIER ESPAGNOL AU LARGE DE LA MAURITANIE Une trentaine de disparus

Un pétrolier espagnol de 172 500 t, le « Maria-Alejandra », a coulé après avoir explosé, le 11 mars, à environ 180 kilomètres au large de Nouadhibou, principal port de la Mauritanie. Construit en 1977 dans un chantier de Cadix, ce navire se dirigeait à vide vers le golfe Persique avec quarante-deux personnes à bord. Il appartenait à la société Marell. Cette société a confirmé que l'explosion du navire pourrait avoir été causée par l'accumulation de gaz dans les citernes, car le navire n'avait pas été dégazé. — (A.F.P.)

Une mère emprisonnée pour non-représentation d'enfant. Mme Christine Martin, trente et un ans, a été condamnée, le 6 mars, à la maison d'arrêt de Nice pour ne pas avoir présenté son enfant, Delphine, neuf ans, à la justice. Mme Martin avait été condamnée par le tribunal correctionnel de Chambéry (Savoie) parce qu'elle n'avait pas rendu à son mari, M. Valentin Martin, sa fille, alors que celui-ci en avait la garde. M. et Mme Martin sont en instance de divorce. M. Martin avait porté plainte pour reprendre sa fille, qui, à plusieurs reprises, avait manifesté le désir de rester auprès de sa mère.

Un malfaiteur incriminé par un journal de station-service. Un jeune malfaiteur a été tué par le canon d'une station-service qu'il venait d'attaquer et de blesser, dans la soirée du 11 mars, dans la banlieue d'Amiens (Somme). Son complice a été arrêté par la police. Les deux malfaiteurs, qui circulaient à moto, se sont présentés, vers 23 heures, à la station-service et, sous la menace d'un pistolet, ont voulu se faire remettre la caisse. M. Vilbert, trente-trois ans, s'est à son tour, armé d'un pistolet. L'un des malfaiteurs lui feu dans la direction, le blessant. M. Vilbert riposta aussitôt, tuant son agresseur.

PRECISION. — Après l'article publié dans le Monde du 8 mars et faisant état d'une décision de la Cour de cassation visant à centraliser à Paris les dossiers concernant Jacques Mesrine, M. Thierry Lévy, avocat de Charles Baur, nous prie de préciser que, si son client est, en effet, inculpé dans l'affaire de l'enlèvement de M. Henri Lénora, il n'est pas dans la tentative d'assassinat contre M. Jacques Tillier et que, d'autre part, il n'est, dans les deux cas, les faits qui lui sont reprochés.

هكذا من الأصل

AL

A P

CH

L

PROF

JEUN

FAI

PARIS BIARRITZ

225'

PARIS NICE

(à partir du 6 Avril 1980)

340'

PARIS TARBES LOURDES

245'

Demandez à Air Inter ou à votre Agence des nouveaux tarifs "L'avion moins cher". Et pour votre prochain voyage en France.

AIR INTER:

A PRIX ÉGAL, CHOISISSEZ L'AVION

**PROFITEZ DES NOUVEAUX TARIFS
JEUNES/ETUDIANTS/CONJOINT
FAMILLE/3^{ème} AGE/GROUPES
SUR VOLS BLEUS**



PARIS BIARRITZ 225^F	PARIS BORDEAUX 170^F	PARIS MARSEILLE 215^F	PARIS MONTPELLIER 195^F
PARIS NICE <small>(à partir du 6 Avril 1980)</small> 340^F	PARIS NIMES 195^F	PARIS PAU 245^F	PARIS PERPIGNAN 230^F
PARIS TARBES/ LOURDES 245^F	PARIS TOULON 240^F	PARIS TOULOUSE 195^F	<p>Prix aller simple applicables sur vols bleus au 1/1/1980:</p> <ul style="list-style-type: none"> • à tous les jeunes de moins de 25 ans et aux étudiants de moins de 27 ans. • au conjoint voyageant en couple. • aux familles de 3 personnes au moins (parents + enfants de moins de 25 ans ou de moins de 27 ans si étudiants). • aux personnes du 3^e âge dès 60 ans, Madame, dès 65 ans, Monsieur. • aux groupes d'au moins 10 personnes.

Demandez à Air Inter ou à votre Agence de voyages les nouveaux tarifs "L'avion moins cher". Et pour votre prochain voyage en France, choisissez l'avion.

Renseignements AIR INTER PARIS :
12, rue de Castiglione 75001 Paris.
Tél. 539.25.25
et toutes Agences de voyages.

AIR INTER
L'AVION MOINS CHER

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Entretien à propos de « Rhapsodie hongroise »

Miklos Jancso et une idée d'espoir

L'écrit hongrois Miklos Jancso a cinquante-neuf ans. *Rhapsodie hongroise* est son deuxième long métrage. Il s'agit en fait de deux films présentés ensemble, et il espère tourner bientôt la troisième partie — c'est une question d'argent, cela coûte très cher. Il vit en Italie, et à Budapest. Il monte actuellement un opéra à Florence.

— Rhapsodie hongroise, c'est une vision ou une œuvre ?

— L'idée des trois films, pour mes amis et moi, ce n'était pas d'analyser, mais de donner une image de la Hongrie. J'ai vu un court métrage de Sontag, sur sa famille. C'est rien, sa mère parle, son père parle, parfois il utilise de vieilles actualités américaines, et c'est très émouvant. Les jeunes Américains ne connaissent pas ce passé-là, et nous, à notre manière, nous avons voulu faire la même chose, donner une image de la Hongrie, quand elle était le tiers-monde de l'Europe.

— Nous l'avons fait à travers un personnage honnête, très idéaliste. Cela tient du conte oriental, avec, disons, un héros, qui est peut-être un ange, malgré ses défauts. Cette méthode est-elle juste, ou non, je ne peux pas juger, mais je trouve que nous avons besoin de ça.

— Nous devons analyser chaque jour la vie, la société, l'histoire, mais pour surmonter les difficultés, parfois, nous avons besoin — je dis cela peut-être parce que je suis vieux — nous avons besoin d'une idée d'espoir. Une idée, peut-être rien d'autre. Pas d'une analyse des mécanismes. Par exemple, avec mes amis, nous avons analysé dans d'anciens films certains mécanismes de l'histoire, ce qui signifiait l'oppression, l'oppression psychologique. Malheureusement,

l'humanité désormais connaît assez bien ces mécanismes. Ce ne sont pas les films qui trouveront grand-chose de nouveau.

— On m'a souvent accusé de moralisme. Je ne sais pas. Il y a dans mes films, et en moi-même, le besoin d'humanité. Je répète toujours la même expression dans les entretiens : le besoin d'espoir. Je ne crois pas qu'on puisse se sauver avec les choses quotidiennes, la consommation. Cela ne suffit pas. Vraiment, si l'on n'est pas croyant, comme moi, malheureusement, on cherche toujours pourquoi on est venu sur terre, et que signifie l'origine, et la mort.

— La culture de l'homme blanc ne veut pas savoir que la mort existe. Un terrorisme intellectuel

fait que nous ne voulons voir que la beauté, les jeunes, les gens sains, la richesse. Et l'on sait bien qu'il existe une autre face de la vie. Mais depuis cent ans, passé, l'homme blanc refuse la confrontation.

— Quand je montre la mort, c'est une vision. Je ne dis pas que c'est la réalité, et qu'on voit deux minutes de nos films le sait. Dans la première partie de *Rhapsodie hongroise*, quand le protagoniste fait courir le cheval de son soldat, c'est un acte horrible, mais nous avons fait des images assez poétiques : pas parce que nous sommes d'accord, mais parce que, entre l'image et les faits, il y a toujours une contradiction sur laquelle nous devons travailler.

Le grand vice du stalinisme

— La vision que l'on a de vos films est parfois celle de grandes manœuvres.

— Pendant le tournage, nous employons souvent ce mot de « manœuvres ». C'est un travail de fou, deux cents personnes qui bougent autour de la caméra. Dans la deuxième partie (*Allegro barbaro*), il y a une séquence qui dure onze minutes, tournée sans coupure. Il y avait six personnes qui organisaient, avec une radio, l'arrivée des parachutistes, cinq autres qui s'occupaient de la voiture rouge, et ainsi de suite. C'est une immense organisation comme une armée, une armée de paix, et je suis un peu un chef d'état-major.

— On m'a parfois dit que je faisais des manœuvres d'armée formelles, mais on doit regarder, analyser. Une parade peut être belle, mais ce n'est pas la parade qui compte, c'est la préparation, la force, les efforts mis en œuvre. La signification d'une sé-

quence où les gens portent des drapeaux, ce n'est pas seulement qu'ils portent des drapeaux, c'est aussi qu'ils portent la fatigue. Il y a toujours ce double sens, cette dialectique, et qui voit uniquement une face se trompe et ne peut pas aimer le film.

— En ce moment, je monte un opéra, *Othello*, de Verdi. Le résultat, ce sera la première. Mais pour ce projet-là, j'aurais pu préparer les chanteurs se préparent. Le public reconnaît cet effort, c'est évident, il connaît les méthodes de l'opéra. Au cinéma, la critique n'aide pas le public à connaître les efforts.

— Vous n'avez pas envie maintenant de traiter un sujet contemporain ?

— C'est difficile de trouver un sujet contemporain. Par exemple, j'aimais bien mon maître, *Wajda*, le Polonais. Mais quand j'ai vu *l'Homme de marbre*, j'ai trouvé ça superficiel, publicitaire. Dans la contemporanéité,



DESSIN DE BONNAFFE

Il juge moins clairement qu'il aurait pu le faire dans d'autres films. Il a été stalinien, nous avons été stalinien ensemble. Et il n'explique pas pourquoi nous avons fait ça.

— Le grand vice du stalinisme a été que, pour des choses solidaires, pour faire adhérer (pas trop) les pauvres, on a utilisé des méthodes injustes, accepté des choses terribles. Je sais que le film de *Wajda* a servi, je suis d'accord avec les résultats, mais pas avec l'utilisation d'éléments contemporains. Contre l'injustice, l'autoritarisme, on doit peut-être utiliser son cerveau, et pas seulement l'indignation.

— Quand j'étais jeune, j'ai vu un film bien fait. C'était un film

nazi d'un grand réalisateur, Veit Harlan. C'était *le Juif Süss*. Après ce film, le mouvement nazi s'est encore renforcé.

— Je crois que l'on doit employer une méthode dialectique, que l'on doit donner la possibilité de réfléchir, et le style aide à ça. Avec le nôtre, nous révérons toujours qu'il ne s'agit pas de la réalité, mais d'une réflexion, d'une imagination. Puisque nos films ne sont jamais réalistes, alors le spectateur est libre d'accepter ou de refuser. Nous ne voulons pas conditionner, manipuler le public. Veit Harlan l'a fait, c'est vraiment contre la signification de l'art.

Propos recueillis par CLAIRE DEVARREUX.

Un déjeuner chez Le Corbusier

MICHEL D'ORNANO, ministre de l'environnement et du cadre de vie, annonçait, le vendredi 7 mars, entra les murs méthodiquement capricieux de la Fondation Le Corbusier, le premier et double grand prix de la critique architecturale qui devait être remis aux intéressés le même jour au soir (le Monde daté 9-10 mars). Entre ces deux instants s'est déroulé un colloque sur les rapports médiocres qu'entretenaient ordinairement la presse, écrite ou télévisée, et l'architecture. Cette journée était en fait l'occasion de lancer la première quinzaine du livre d'architecture, à laquelle participent trois cents libraires de Paris et de province. Un jour en somme à marquer d'une croix blanche parmi les mille symboliques, qui compte la croisée ministérielle.

Journée de la critique, de l'histoire et de la théorie, elle est intervenue à un moment où quelques maisons d'édition paraissent décidées après des années de silence relatif à réinvestir dans la pierre neuve ou vieille. Elle intervient à un moment où les architectes paraissent mieux tolérer — et dans certains cas demander — l'idée d'une critique, d'un œil extérieur sur leurs travaux.

La télévision, porteuse d'images, apparaît volontiers comme une panacée. Mais à supposer qu'elle prête son écran à l'architecture, il faudrait qu'elle ne sombre pas dans les complaisances monocordes et les clichés satisfaits qui ont fait tant de mal à l'architecture française. Comme il faut espérer que, dépassant le pessimisme du corps architectural, bridé par son Ordre, amoncelé comme un leucocèle, silencieux, besogneux, une critique contradictoire, poétique et subjective, prenne l'architecture sous les feux croisés d'une exigence (plurielle) de qualité.

Un tel déploiement critique, s'attaquant aux productions viciées, et se faisant l'écho des recherches, pourrait permettre d'échapper plus souvent à la médiocrité, et d'échapper surtout à ces modèles, à ces démarches, mythiques d'abord, banalisées ensuite, dont François Choisy fait magistralement l'histoire. C'est en cela que son dernier livre, la Régie et la Modeste, ouvrage d'histoire, était si bien venu pour le premier Grand Prix de la critique.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

UNE SÉLECTION

cinéma

LA RHAPSODIE HONGROISE DE MIKLOS JANCZO (Une notre entretien ci-dessus.)

LES EUROPÉENS

de James Ivory
Charme et délicatesse, malice et subtilité : une bonne adaptation pour Henry James. La triviale Europe débarque chez la jeune et puritaine Amérique.

BLACK JACK

de Kenneth Loach
Vallé un vrai film pour les enfants, dans un dix-huitième siècle de roman, avec un petit garçon qui sauve de la folie la petite fille qu'il aime, et un géant tour à tour ange et démon.

FILMING OTHELLO

d'Orson Welles
Orson Welles raconte l'aventure de son Othello, met en scène sa propre légende, mais aussi sa vérité de cinéaste. C'est passionnant et drôle.
Mon film, *Paré*, d'Ingmar Bergman : les travaux et les jours d'une petite patrie chosaise. Elle, de Blake Edwards : le comique de la séduction ou les illusions d'un quadragénaire. *Pleasantville*, de Marco Ferreri : des enfants et des utopies. *Alexandrie, pour quel ?*, de Youssef Chahine : une adolescence égyptienne, en des années 40 cosmopolites. *Payson*, de Gérard Guérin : voix de femmes, images d'une condition paysanne. Le point zéro, d'Edgar Reitz : un village suspendu entre guerre et paix. *Simone Barbès* ou la Vertu, de Marie-Claude Treilleux : trois séquences de la vie d'une ouvrière de cinéma porno.

théâtre

A CINQUANTE ANS, ELLE DECOUVRIAIT LA MER AU PETIT-ODÉON

Dans un décor où se mêlent les lieux et les jours, comme si les pleurs rentrés brouillaient les yeux, une fille se souvient de sa mère,

de leurs divergences, de leurs liens, et c'est l'histoire du temps qui passe, des alliances d'attente, des hasards, des échecs, une histoire touchante et qui sonne juste.

Attention au travail, à Saint-Denis : les comédiens de la Salamandre régalent leurs comptes avec une joviale vigueur. *Expédition Pôles*, salle Soreau : les dérivés d'un garçon de café alpin qui était Alexandre le Grand. Opéra paré, à Aubervilliers : les amours d'une fille sauvage, les émois d'un barbon nostalgique. Michel Hamon au Petit-Montparnasse : la violence d'être. Molière, à la Comédie-Française : pour le tricentenaire, un alternance, deux mises en scène de Jean-Paul Rousillon, Tartuffe et les Femmes savantes, une mise en scène de Jean-Luc Bouille, Don Juan. L'Alibi, au Gymnase : les ravages du rire de Jean-Claude Grumberg. *Mépliste*, à la Comédie-Française : à voir ou revoir.

expositions

LA DONATION MASUREL

AU MUSÉE DU LUXEMBOURG
Avant leur installation définitive dans le nouveau musée d'art moderne, actuellement en construction, de Villeneuve-d'Ascq, près de Lille, les tableaux de la donation Genièvre et Jean Masurel, au musée du Luxembourg à Paris. Le meilleur : des œuvres cubistes et post-cubistes avec Braque, Léger, Laurens, La Fresnaye, Picasso...

VIOLLET-LE-DUC

Une vaste rétrospective colorée, précise, exhaustive, qui retrace, à l'occasion du centenaire de cet architecte, restaurateur et théoricien, les étapes multiples de sa longue carrière.

CONSTRUIRE EN QUARTIER ANCIEN

On peut y rêver au milieu des exemples plus ou moins heureux, de tentatives plus ou moins réussies pour réconcilier la vieille

plaine et l'impérative des architectes.

MONET

L'ensemble du musée du Jeu de paume (une scénarisation d'œuvre) signifiant de la quasi-totalité des Monet conservés dans les musées de province (une trentaine), de prêts de collectionneurs français et d'œuvres capitales des musées étrangers.

ET MUCHA

AU GRAND PALAIS
En affiches, en dessins, en peintures, en livres, en bijoux, en meubles, un bel ensemble de galeries... des femmes-fleurs aux cheveux enroulés et des fleurs aux corps souples : l'art nouveau.

musique

L'OPERA EN PROVINCE

Brillantes soirées lyriques en perspective, avec, en part culier, le superbe Pelléas et Mélisande de Lyon, où Louis Eide reprend une mise en scène mémorable et retrouve Serge Baudo ; on suivra surtout les débuts de Collette Alliot-Lugaz dans *Mélisande* (Lyon, du 18 au 29 mars) ; ce même Pelléas, sera à l'affiche de Rouen, dans une mise en scène de Xavier Depraz (les 14 et 18). Un intéressant double également pour Béziers et Bénédict de Berlioz, un exquise chef-d'œuvre encore méconnu, monté à Granoble par des anciens de l'Opéra-Studio, Guy Coutance et Ch. Meret, sous la direction de St. Cardon (Maison de la culture, les 11, 13, 14, 16, et à Metz par André Batteux, dans des décors de Pace, sous la direction de M. Tabachnik (les 21 et 23). Et puis à Nice, le bouillonnant et touchant *Attila* de Verdi (les 14 et 16).

MUSIQUE CONTEMPORAINE

Quelques-uns des espoirs de la musique française seront représentés à la « Journée Grisey » de « Perspectives du vingtième siècle », Murrill, Levinas, Dufourt, Boussac, Grisey lui-même (Radio-France, le 15, à 14 h 30 et à 18 heures) ; à suivre de près, comme le concert du Groupe de recherche-INA qui présente deux créations de Lejane et Parmegiani (Radio-France, le 17), en compétition malheureusement avec un autre concert de Radio-France, où Gilbert Amy dirige la *Sinfonia*

baroque et émouvante de Berio, des fragments des Troyens et le Concerto Jeunehomme de Mozart, joué par une merveilleuse pianiste soviétique, E. Leonovska (Playel, le 17), et aussi avec un concert de l'ensemble orchestral de Paris qui réunit des œuvres de Schmitt, Milhaud, Leduc, Louvier, Poulenc (Gevau, le 17). Des choix difficiles.

M. Arroyo (Opéra, le 13, à 20 heures) ; Beethoven et Dvorak, par l'Orchestre de Paris, dir. K. Böhm (Congrès, le 13, à 20 h 30, et le 14, à 19 h 30) ; Debussy, Carter, Xenakis, Bartok, par l'ensemble Intercontemporain (Nanterre, le 14) ; Beethoven et Mahler, par l'Orchestre d'Irlande, avec M. O'Rourke (Playel, le 14) ; Passion selon saint Matthieu de Bach, avec instruments anciens, dir. Ph. Herreweghe (Saint-Etienne-du-Mont, le 15) ; Ch. Ludwig (Champs-Élysées, le 17) ; Luigi Alva (Athènes, le 17) ; Haydn, Brahms, Beethoven, par R. Buchbinder (Radio-France, le 18) ; Chopin, Scriabine, Rachmaninov, par V. Eresco (Gevau, le 18) ; Adagio K. 411 de Mozart et Quintette à cordes de Schubert (concerts bleus du Palais des Congrès, le 18, à 18 h 30) ; Création du Triomphe de la mort de Martinet, et œuvres de Prokofiev et Schmitt, par l'Orchestre national, dir. P. Dervaux, avec Tschichow (Playel, le 19).

danse

LE FANTÔME DE L'OPERA

AU PALAIS GARNIER
Amour, pointes et frissons (dernières).

DENYS WAYNE AND DANCERS

AU THÉÂTRE DE LA VILLE
Un chorégraphe éclectique.

La jeune danse à Paris et en banlieue. Au Théâtre Oblique. Jean-Claude Rammeier dans « Impertinence » (un titre qui se suffit) et le groupe Thénar d'Agnes Denis (prix de Bagnolet 1979). Au Théâtre de la Forge, International danses Connection : une création par jour du 15 au 31 mars avec les groupes Delta-Phi, Enlie Dubois, M4, le Four soleils, J. Pomarès... A Mandapra, Shiro Dizon (danse des Théâtres No et Kabuki). A Vity, une nouvelle création de Michel Casati, *Vierge de sable*.

variétés

TALILA AU CAFE D'EDGAR

Une voix qui fait revivre la Pologne de la fin du dix-neuvième, une voix espagnole qui fait monter les larmes aux yeux : Talila chante en yiddish la culture yiddish (22 h 30).

RENAUD

A BOBINO

Une voix traînante qui chenne en verlan, un ton juste, un style direct pour parler de l'Hexagone et du besoin d'espace.

Jacques Douai au Théâtre Fontaine : histoire et tradition de la chanson française. Hervé Caillet à la Cour des miracles : coulours et sensibilité de la nouvelle chanson française : Pierre


et Marc Jolivet au Théâtre de Dix-Heures : un tandem comique qui bouillonne d'idées et de gags ; Plume La Traversée ou Forum des Hélios : une nouvelle voix du Québec.

rock

EUROPE ROCK 80

AU PAVILLON DE BALTAR

Pour une fois, la lutte entre stations de radio périphériques profite au rock, singulièrement français. Au programme du prochain week-end : Diesel, Cure et Spéciale (le 14, à partir de 18 heures), Dogs, Beshing, Trust, Little Bob Story (le 15, à partir de 15 heures), Odeurs, Valérie Lagrange et Jacques Higelin (le 16, à partir de 15 heures).



la biennale des particuliers

meubles, tableaux et objets d'art

39, avenue Victor Hugo
Paris 16^e

tous les jours de 11 h à 19 h
nocturne le mercredi jusqu'à 22 h

du 3 au 30 mars 1980

Le vingt-cinquième anniversaire de la mort

A corps perdu

AVEC sa délicate empoignée, son allure empruntée on se demande bien à qui, et cette mine interminable qu'il tirait souvent (« j'étais ma gueule impossible — impossible d'en avoir une autre », comme dit Georges Perros), on l'avait surnommé *Yardbird*. Soit, en langage de caserne: le « bleu ». Cette impensable façon, peut-être, d'avoir l'air fagoté de blues.

Mais d'autres disent que non: que ce surnom de *Yardbird* lui était venu en prison, où il traînait, pour quelque affaire de drogue. Et qu'on désignait par là les détenus pas très débrouillards: ceux qui balayaient la cour (yard). Au fond, la différence n'est pas bien grande.

On s'étonnera plutôt que, en un étrange raccourci, le surnom de *Parker* soit passé de *Yardbird* à *Bird* (l'oiseau): de la maladresse rognée à l'envol qui nous saisisse encore. Oiseau dans le bleu du ciel comme tracé par Braque, ému, ému, par ses grâces infinies. *Charlie « Bird » Parker* nous manque, vingt-cinq ans après, comme il manquait parfois un concert, une séance, un rendez-vous.

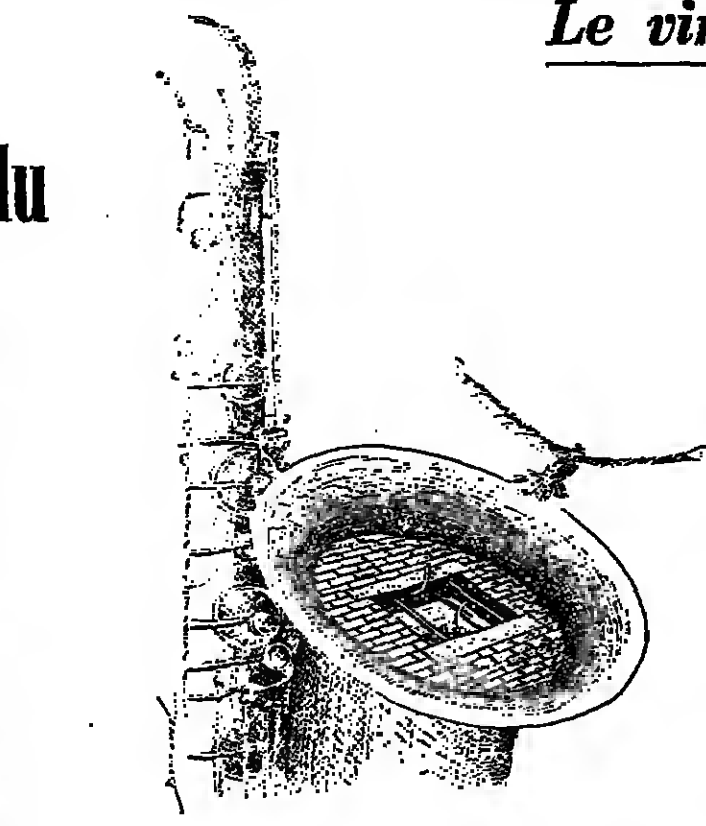
Même le free-jazz n'a pu ramener sa folie à la raison. Et pour cause: il s'inspirent profondément de son geste, et voulaient, au forceps, l'arracher à l'oubli. Vingt-cinq ans après sa mort, *Charlie Parker* est et demeure le musicien le plus bouleversant de l'histoire du jazz. Et ceci ne relève que d'un jugement collectif. On peut ne pas aimer la peinture moderne, pourquoi pas: mais si on l'aime, comment ne pas rendre à Cézanne ce qui est à Cézanne?

Incontestablement, l'amour du jazz passe aujourd'hui par le radical bouleversement de *Parker*. Après le geste imaginaire inaugural de Louis Armstrong, *Charlie Parker*, « *The Bird* », vint tout exprès pour définir, à grands battements de légende et de cœur tragiquement noir, ce qu'est le jazz même.

Pourtant, ce musicien légendaire est aujourd'hui aussi incontestable que mal connu. Et, comme toute, peu écouté du public.

Comme s'il lui avait suffi de faire du pied au malheur, et de surprendre sans vraiment le vouloir tous les musiciens de toutes les musiques, isolé dans une impénétrable gloire, l'ange de la modernité ne « vend » pas énormément (de disques): enfin, pas autant que d'autres.

Sa vie entière aura été ce mélange de notoriété et de méconnaissance: or que faisait-il d'au-



* Destin de BONNAFFE.

tre qu'incarner, à la lettre, dans un corps que l'on a dit balourd, l'exotisme du jazz? C'est qu'à travers ses modèles, ses tournures et ses tics, pour reprendre l'analyse de Jacques Rida (1), « le jeune *Parker* s'est rendu très vite à l'évidence: « autre », au point d'en avoir été sans doute profondément troublé lui-même, et d'assimiler ce parcours à une recherche d'identité ». C'est que chacun de ses solos soumettait la tradition du jazz à tant de questions, et les formulait de manière si neuve, qu'un instant tout le monde crut y perdre son latin. Autant dire que les choses n'allaient pas d'elles-mêmes.

En France où *Hughes Panassié* (la *Jazz-Hot*, 1934) et la revue *Jazz-Hot* (fondée en 1935) avaient, avec un bel enthousiasme, assuré la connaissance et la diffusion de la musique noire, l'irruption de *Charlie Parker* déclencha une bataille d'Herbert et de plusieurs années. Camps irréconciliables, schismes, excommunications assorties d'injures, rupture consommée entre *Jazz-Hot* et *Panassié*, polémiques sans merci entre *Panassié* et André Hodeir (l'un des premiers à avoir salué le « renouveau » dont les hommes du be-bop étaient les artisans), pendant les années d'immédiate après-guerre, le monde des critiques et des amateurs se fracture définitivement. Sous la plume de *Panassié*, le mot « progressiste » de-

(1) La *Coupure* de *Charlie Parker* par Jacques Rida (*Jazz-Musique*, n° 284, mars 1979).
(2) *Chroniques de Jazz* par Boris Vian (la Jeune Parque, 1967).

vient un chef d'accusation. Et *Parker*, pourtant célèbre pour ses idées et son swing, est sans appel condamné en 1949 pour s'être lancé à corps perdu dans le be-bop. A corps perdu, c'était bien l'expression: mais quelle idée de décrire le be-bop comme un épouvantable lieu de perdition, alors qu'il était bel et bien, pour les jeunes musiciens, une manière de vivre leur musique! « *Mais enfin, Hughes, mon gros minet*, répondait Boris Vian, c'est parce qu'ils ont joué comme ça qu'on a appelé ça du be-bop, et c'est pas parce qu'il y avait quelque part un germe de be-bop prêt à fondre sur eux. Ah! *Hughes*, si tu voulais être plus raisonnable, comme on s'entendrait bien tous ensemble (2). »

Pour les uns, et ils se cloîtrèrent à jamais dans leur refus, la cause du jazz était trahie. Pour les autres, elle était entendue. Et sur tous ses avatars — puisqu'on aime bien lire son histoire supposée par chapitres et métamorphoses — plane *Charlie « Bird » Parker*, oiseau de bon augure dont on observe infatigablement, pour en dire le secret, le vol.

« *Qu'est-ce que le be-bop* » demandait-on à *Dizzy Gillespie*? « *C'est juste la façon dont mes copains et moi sentons le jazz*. » C'est vrai: ce n'était que cela. Mais la face du jazz allait en être changée. Et dans cette « petite différence », il pulsera les conditions de son devenir. Ce n'est pas rien: c'est même ce qu'on appelle une révolution réussie.

FRANCIS MARMANDE.

UN 12 mars, voici un quart de siècle très exactement, *Charlie Parker* mourait dans un éclat de rire qu'une attaque cardiaque soudaine figea et pétrifia en rictus de douleur. *Parker*, malade, s'était réfugié chez la baronne *Nica de Koenigswarter*, « *Pannonica* », égarée des « boppers », et pour laquelle *Monk* écrivit son thème fameux. Alors que s'achevait sur l'écran de télévision un hilarant numéro de jongleur, « *l'ère la plus malheureuse que l'on puisse connaître sur terre* », au dire de *Sonny Criss*, « l'un des plus grands musiciens du siècle », si l'on en croit la plupart de ses confrères, « l'homme qui marchait déjà sur la Lune, trente ans avant les cosmonautes de la NASA », selon la formule de *Hampton Hawes*, venait de quitter un monde où il fut scandaleux.

Un livre, indispensable à tous ceux qui aiment le jazz ou, plus vastement, leur époque, tente de nous faire comprendre, en quelque quatre cents pages, comment, à trente-quatre ans, quand il cessa de vivre, *Charlie Parker*, exténué et raviné, parut, aux yeux du docteur *Freyman*, qui les derniers jours le soigna, avoir entre cinquante et soixante ans. Cinquante-trois, décida le coronar sur les certifiées de décès. Ce livre, écrit par le très compétent *Ross Russell*, bénéficie, dans sa version française, de la traduction de *Mimi Perrin*, qui fut professeur d'anglais, puis fondatrice des *Double-Six*.

Grâce à elle nous tenons un bouquin qui ne compte aucune de ces erreurs techniques qui agacent tant, d'ordinaire, les lecteurs avertis. L'œuvre, énorme et riche, éclaire, outre la vie de *Charlie Parker*, celle du jazz de plusieurs décennies, celle des États-Unis eux-mêmes, et incite le lecteur à poser, avec elle, les turpissantes questions des rapports qu'entretenaient l'art, le génie, la folie.

Le musée-hall ambulante, en Amérique, est mort dans les années 20 sous les coups que lui ont portés le phonogramme et la radio. Le père de *Charlie Parker*, chanteur et danseur de chapiteaux privé d'emploi, quitta le foyer familial d'Olive Street, à Kansas-City, en 1911, pour aller tenter sa chance dans le milieu des souteneurs et des joueurs de dés. *Addie Parker*, comme beaucoup de femmes noires, maintint la stabilité de la maison. C'est elle qui acheta le premier saxophone de *Charlie*, alors que celui-ci avait d'admiration pour les jazzmen de la ville. Un vieil alto Selmer, fabriqué à Paris en 1886, dans

par LUCIEN MALSON

l'atelier des successeurs de la famille *Sax*, un instrument archaïque, donc, rafistolé par élastiques, sparadrap et papier collant.

Charlie dissimula d'abord sa passion. *Maman* travaillait de nuit. *Piston* guettait son départ et s'en allait non pour bagauder mais s'instruire dans la cité qui — on l'ignorait longtemps — fut, à cette époque, la plus effervescente du jazz, très au-dessus de la *New-Orléans* moribonde, du *Chicago* détrôné, du *New-York* amoindri. A quatorze ans, *Charlie* jouait chez les *Deans of Swing* de *Lawrence Keyes*, un orchestre d'amateurs. Il eut très vite sa carte de musicien professionnel, au bluff, l'apparence: il marquait dix-huit ans. Il avait pris de l'avance. Déjà.

Charlie courait les rues de Kansas-City pour écouter les

maîtres et, d'abord, *Leslie Young*, *Tom Pendergast*, à la tête du syndicat du crime, maître de la ville, tenait en main les clubs de jazz — une trentaine, — qui s'animaient à minuit, et quelques-uns qui restaient ouverts vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Le gangster *Johnny Loria* faisait ses tournées nocturnes, disait un cabaret, arrêta sa Cadillac noire devant la porte, allumait ses cigares avec des billets de 10 dollars et alimentait, à la sortie, le « chaton », l'une des musiciens, leur tronc des pauvres, ouvert au dernier du culte. *Charlie* allait surtout au *Remo Club* écouter *Leslie Young*, qui jouait avec *Basie*. Il fréquentait aussi le *Sunset*, la boîte où le barman *Big Joe Turner* brûlait ses chansons rugueuses depuis le comptoir, tandis que *Pete Johnson*, avec ses doigts en régime de bananes, écrivait le boogie-woogie, qui venait du Texas, et qu'il appelait le « blues du chemin de fer ».

De Kansas-City à New-York

En 1936, arrive à Kansas-City *John Hammond*, l'orchestre *Rasle* l'avait enthousiasmé lors d'une émission de radio transmise à New-York depuis le *Sud-Queen*. C'est le début de la fin. Les vedettes vont s'en aller. En 1938, malgré les interventions du sénateur *Harry Truman*, *Pendergast* tombe sous le coup de la loi. *Big Carroll*, successeur de *Jimmy Loria*, est éliminé. C'en est fini des alcools trafiqués, des des pipées, des cabarets de jazz. Une époque se finit. *Charlie Parker* va chercher du travail à New-York.

Au *Jimmy's Sheek*, où joue *Tatum* devant *Joe Louis*, *Charlie* fait la plonge trois mois. Au club *Le Paragon*, où s'agitent les « taxi-girls », il apprend tout le répertoire des « songs ». Il absorbe quarante années de variété américaine. Kansas-City la rappelle. Il travaille avec *Harlan Leonard* et, surtout, avec *Jay McShann*. En novembre 1940 en tournée à Wichita, on l'enregistre à la radio du coin: *Lady be good* est une imitation respectueuse de *Leslie Young*. Il n'en va pas de même, l'année suivante, pour les disques *Decca*. *Parker* a changé. Il a trouvé des tournures qui seront les siennes toute sa vie. En janvier 1942, l'orchestre *Shanna* débarque au *Savoy Ballroom* de Harlem, 104 rue, *Parker* restera à New-York où le même est moins pesant.

Les « *hipsters* », les gens dans le coup, fréquentaient, depuis 1941, deux clubs new-yorkais: surtout, 118 rue, le *Playhouse*

de *Minton* où étaient en permanence *Kenny Clarke* et *Thelonious Monk* (que *Russell* appelle « l'ours polaire »), et 132 rue, le *Uptown House* de *Monroe*, que *Charlie Parker* préféra. En mai *Jerry Newman*, avec une platine portable, enregistre les soirées du *Minton's* et du *Monroe's*. En 1944, *Dean Benedetti*, qui suivra désormais, *Parker* comme son ombre, saisira, sur enregistreur, tous les concerts de *Bird*. Il paraît que ces témoignages se sont égarés en Italie.

La suite est plus connue. La 52 rue s'anime. Les anciens sont toujours là et les nouveaux occupent le *Three Deuces*, la Mecca des jeunes jazzmen en 1944 et 1945. Les disques du *Dizzy* et *Parker* sortent chez *Guild* (« *Grove's High*, *Salt Peanuts*, *Hot House* ») et chez *Savoy* (« *Ko-Ko* », paraphrase de *Cherokee*, « *Yardbird Suite* »). La police va mettre fin à la Rue, suspecte d'attirer les « *camés* ». *Diz* et *Bird* partiront en Californie, pour le *Billy Berg's* d'Hollywood. *Bird* jouera dans *J.A.T.P.* de *Granz*, puis au *Finale* — le *Minton's* de l'Ouest — où viendront *Stan Getz* et *Zoot Sims*.

En 1946, on enferme *Bird* à l'hôpital de *Camarillo*, un établissement à arcades dans le genre « mission espagnole » comme on en voit dans les bandes dessinées de *Zorro*. Il ne va pas bien. Il fait des histoires. On l'en sort. Il retourne à New-York tracer ses chefs-d'œuvre. En 1949, il vient au Festival de Paris. Au Club *Saint-Germain*, la légende raconte qu'il dit à

DES SPECTACLES de Charlie Parker des musiciens

reste par le non-Pee-Wee...
Surtout, il était à la radio...
Surtout, il était à la radio...
Surtout, il était à la radio...

l'oiseau et le paradis...
Il est possible que *Charlie Parker*...
Il est possible que *Charlie Parker*...
Il est possible que *Charlie Parker*...

GALERIE ANNE COLIN
56, rue d'Alger, PARIS-6^e
gouaches et aquarelles

CLAUDE ROPION
« Une œuvre poétique et sincère qui chante le charme secret de la Bretagne. »
Georges HENRI.

Bibliothèque Universitaire du MIRAIL TOULOUSE
PIET MOGET
12 mars-5 avril 1980

GALERIE SERGE GARNIER
12, boulevard de Concorde - 75017 PARIS - 753-06-86
DOMINIQUE LORSCH
Fusains - Gouaches
Du 12 au 29 mars 1980

Galerie Ellysée George V
47, av. George-V, 8^e, 720-29-94
ANDRÉ RAFFIN
Past - Impressionniste normand
12 mars - 5 avril

Galerie Nina Dausset
16, rue de Lille (7^e) - 271-41-07
PETLIN
4 mars - 5 avril

JEANNE BUCHER
53, rue de Seine-75006 Paris
MICHEL GÉRARD

TAPISSERIES
SIMON CHAYE
33-35, rue de Valenciennes (11^e)
296-29-10

Marguerite LOUPPE
PEINTURES
Du 12 mars au 5 avril
GALERIE YOSHII
8, avenue Joffre - Paris (8^e)
339-73-46

GALERIE JEAN CAMION
8, rue des Beaux-Arts (611-93-63)
BUHLER
Bronzes 1980
Du 10 h. 30 à 20 h.
4 au 22 mars 1980

GALERIE REGARDS
40, rue de l'Université
de 14 h à 19 h les mardi, 291-70-17
CHADWICK
Sculptures
Du 13 mars au 12 avril
Vernissage le 12 de 18 à 20 h.

GALERIE SUILLEROT
LABÉGORRE
Jusqu'en 28 Mars - 8, rue d'Argenson (VII^e) - 265-54-88

GALERIE ISY BRACHOT
13, rue Guénégaud - 75006 PARIS - Tél. : 254-22-40
GINA PANE
« TRAVAIL D'ACTION »
Du 12 mars au 26 avril

AMBASSADE D'AUSTRALIE
4, rue Jean-Rey - PARIS (10^e) - Métro Bir-Hakeim
CÉRAMIQUES CONTEMPORAINES
Du 4 au 28 MARS

GALERIE COARD
12, rue Jacques-Cœur, (6^e) - 326-99-73
BOLIN
Œuvres récentes
Jusqu'en 24 mars 1980

GALERIE CHARDIN
36, rue de Seine - 75006 PARIS - 225-92-33
JEAN ROSSET
AQUARELLES
Du 13 au 26 mars 1980

GALERIE CAILLEUX
136, foubourg Saint-Honoré - 75008 Paris
HUBERT ROBERT
Un choix de peintures et dessins
Du 26 février au 30 mars

14 MARS/26 AVRIL
MAÎTRES IMPRESSIONNISTES ET MODERNES
Galerie daniel malingue
26, avenue Maignan 75016 Paris - 266-60-31

112, Champs-Élysées - Paris (8^e) - 2^e étage - Métro Étoile
ARCHITECTURE PICTURALE DE RICHARD WINTHER
Création d'un environnement où s'intègrent des sculptures et des dessins dans l'espace, des idées concrètes et des sensations provoquées par des matériaux divers
Tous les jours de 12 h à 19 h, dimanche et fêtes de 15 h à 19 h.
DU 7 AU 30 MARS - Entrée libre

Gentilini
DU 6 MARS AU 28 AVRIL 1980
ARTCURIAL
Centre d'art plastique contemporain
9, avenue Daubigny - Paris 6 - 359-29-33

CAVERNE DES ARTS
10000 CHARENTAIS - 10-15-24-37
« 4 SAISONS » de J. ABADIE
Ouvr. samedi et dimanche
Fermé mardi, mercredi

GALERIE ARIEL
WYCKAERT
Hans Thoma - Paris 8^e

GALERIE VALMAY
J. VALMAY
Jusqu'au 30 mars 1980

GALERIE J. C. RIEDEL
31, rue Guénégaud - 75006 PARIS
Tél. : 630-25-73

MAURICE RAPIN
FIGURATION NUMÉRIQUE
Vernissage le 12, à 18 h.
Jusqu'au 2 avril

Colette Dubois
10, rue St-Honoré (8^e) - 280-12-44
STUPAR
Peintures et gouaches
Du 4 au 20 mars

THEATRE EN RON
SACRÉE FAMILLE
JACQUELINE GAUTH
HENRI POIRIER
JACQUES CANSE

10000 CHARENTAIS
DU DRAP D'OR
de REZIANE
mise en scène : Guy RICHOT

10000 CHARENTAIS
D'UNE PROSTITUÉE
avec son client
de GUY RICHOT
Mise en scène : E. BONFAM

JA THEA

de Charlie Parker

des musiciens

Sarite : « Je suis heureux de vous rencontrer, monsieur Sarite, j'aime beaucoup la façon dont vous jouez. » Anecdote, drôle mais fautive.

Sarite se souvient que Parker lui confia le rôle de venir étudier la composition au Conservatoire de Paris, ce que le texte de Russell confirme en rapportant deux conversations de Bird avec Varèse exprimant la même farfelue préoccupation. Parker est au sommet de sa course. On créera en son honneur un club de quatre cents places, 1878, Broadway, le « Birdland », avec des cages à oiseaux pendues partout au plafond. Le spectacle sera pré-

senté par le main Pee-Wee Marquette et diffusé à la radio par le présentateur Symphony Sid Tordin. La gloire ne durera que quelques temps, et la chute sera brusquée. En 1955, Charlie erre dans New-York comme un clochard. L'infirmité Bird Fowell — lui-même l'a mort — au « Birdland » les 4 et 5 mars 1955. Mingus s'adresse à l'assistance et se désolait de ce qui se passe ces jours-là. Parker n'en peut plus : « Mingus, dit-il, je vais aller très bientôt quelque part où je n'aurai plus personne. Plus jamais. » Le 13 mars, sans le vouloir ce jour-là même, il tint parole.

L'oiseau et le paradis

Il sera possible de gâcher, pendant mille ans peut-être, sur Parker. Nul ne saura jamais qu'il fut sinon, comme chaque homme, un être pétri de contradictions. Voilà un homme qui brandit un revolver sur la poitrine d'un autre homme à Cleveland, qui a peut-être tué quelqu'un, en sa jeunesse, à Kansas-City (il se laisse penser en des propos énigmatiques), qui se défonce à la muscade, à la marijuana, à la benzédrine d'abord, puis, vers 1941, aux drogues dures, chantant sa dose de poudre dans une cuiller au-dessus d'une petite flamme pour qu'elle devienne le liquide qu'il injecte quotidiennement dans son bras gauche en faisant de sa cravate un garrot.

Il s'est « shooté », Charlie. Toutes ses pages y passent. A Bruxelles, l'oiseau a même connu le paradis : la boutique de Raoul, un Belge digne, gardien de musée méticuleux qui présentait dans des vitrines tous les trésors éphémères de la drogue, de la plus rare variété de hasch, en demi-lunes d'encens noir, à la poudre d'héroïne pure la plus blanche, dormant dans une corolle de papier fin. La drogue-partie dura trente-six heures. Charlie ne fut pas du J.A.T.P. d'Amsterdam, il a fréquenté aussi à ses dépens, Emory Bird, un bégayillant de Californie, dit « Moose the Mooche », et qui l'a déposé d'une partie de ses droits d'auteur. Il a connu l'atroce souffrance du manque, comme ce jour où il quitta, en courant le train qui avait fait halte dans le désert de l'Arizona, il a vécu grelottant, crevant de faim dans un garage du ghetto de Little Tokyo près de Los Angeles. Il est descendu plusieurs fois tout nu chez le concubine du « Civic Hotel », en Californie ; on l'a bouclé dans sa chambre, et il y a mis le feu. Il a visité, en la présence de retrouver un ami truqué, la marque de Boston, en faisant ouvrir tous les compartiments réfrigérés, et il s'est réjoui de l'exploit, le soir.

Il a essayé, encore, de s'empoisonner à la teinture d'iode. Sans doute pour rejoindre le même univers.

Il y eut aussi un bon côté de Charlie Parker. Plus conventionnel. Remuant. Il avait acheté, dans le comté de Westchester, un caveau. Il passait y rejoindre un jour sa fille Free, dont la mort l'avait jeté en désarroi (il écrivit à Chan Parker, en apprenant la nouvelle : « Chan, farfouille », puis : « Chan, ou secours... »). Il pensa que l'argent dépensé pour le « cheval » aurait, peut-être, pu aider à mieux soigner l'enfant. Il écrivait en sanglots. Sarite dirait, comme de Flaubert père : « Il n'était pas moche. » Il pleurerait à cette époque, est-il plus loin sur ce versant. En 1950, il quitta la Cinquante-deuxième Rue pour un cinq-pièces dans l'East-Village, meublé de bon goût, puis pour un appartement plus luxueux encore, 151, avenue B. Il préparait des dîners dominicaux en famille, où il paraissait habillé impeccablement. L'été, il se passait chez belle-maman, à New-Hope. Il connaissait, à cette époque, est-il besoin de le rappeler, l'apogée de sa réussite financière.

Plus profondément, il eut conscience de ce qu'il eût fallu faire, différemment, avant, et en des circonstances plus dramatiques. Il dit à Red Rodney, son trompettiste : « Ne te drogues pas à l'héroïne, ou je te tue ! » Il fit des pique-niques en famille à Brewster, même en 1954, vers la fin. Vers la fin, encore, il accepta d'entrer à l'hôpital Bellevue pour un « check-up », et se promit de guérir. Consistent de l'échec, déambulant dans le village, il dit, quelque temps avant de disparaître : « Boute-moi le cul, Jackie McLean, je te pardonne. » McLean bécota, puis, obéit. Charlie ajouta simplement : « Fais en sorte que ma déchéance ne soit pas, plus tard, la tienne. »

Il faut savoir à la fois ce qui a fait le génie de Parker, ses

« Louis et Charlie », biographie poétique et imaginaire de Louis Armstrong (1890-1971) et Charlie Parker (1920-1955), est le récit tout à fait réel de leur impossible rencontre, écrit par Alain Gerber en 1978.

Critique de jazz depuis 1965, Alain Gerber est l'auteur de quatre romans : « Le Couleur orange », « Le Buffet de la gare », « Le Plaisir des sens » et « Le Faubourg des coups de trique ».

Quand Charlie nequit, Louis courtait déjà dans les rues. Quand Charlie courtait à son tour, Louis n'avait pas fini de courir. On dit que les deux couraient encore. Beaucoup d'hommes leur ont couru après, à ce qu'on dit. Beaucoup d'hommes qui sont lents tendent les bras derrière [ceux qui s'enfuyaient].

Louis n'eut pas de père. Charlie n'eut pas de père, mais sa mère s'agenouillait chaque [matin pour coiffer ses cheveux].

Louis n'eut pas de père. Charlie n'eut pas de père, mais sa mère s'agenouillait chaque [matin pour coiffer ses cheveux].

Louis n'eut pas de père. Charlie n'eut pas de père, mais sa mère s'agenouillait chaque [matin pour coiffer ses cheveux].

Louis n'eut pas de père. Charlie n'eut pas de père, mais sa mère s'agenouillait chaque [matin pour coiffer ses cheveux].

Louis n'eut pas de père. Charlie n'eut pas de père, mais sa mère s'agenouillait chaque [matin pour coiffer ses cheveux].

Louis n'eut pas de père. Charlie n'eut pas de père, mais sa mère s'agenouillait chaque [matin pour coiffer ses cheveux].

Louis n'eut pas de père. Charlie n'eut pas de père, mais sa mère s'agenouillait chaque [matin pour coiffer ses cheveux].

Louis n'eut pas de père. Charlie n'eut pas de père, mais sa mère s'agenouillait chaque [matin pour coiffer ses cheveux].

Louis n'eut pas de père. Charlie n'eut pas de père, mais sa mère s'agenouillait chaque [matin pour coiffer ses cheveux].

Louis n'eut pas de père. Charlie n'eut pas de père, mais sa mère s'agenouillait chaque [matin pour coiffer ses cheveux].

Louis n'eut pas de père. Charlie n'eut pas de père, mais sa mère s'agenouillait chaque [matin pour coiffer ses cheveux].

Louis n'eut pas de père. Charlie n'eut pas de père, mais sa mère s'agenouillait chaque [matin pour coiffer ses cheveux].

Louis n'eut pas de père. Charlie n'eut pas de père, mais sa mère s'agenouillait chaque [matin pour coiffer ses cheveux].

Louis n'eut pas de père. Charlie n'eut pas de père, mais sa mère s'agenouillait chaque [matin pour coiffer ses cheveux].

Louis n'eut pas de père. Charlie n'eut pas de père, mais sa mère s'agenouillait chaque [matin pour coiffer ses cheveux].

Louis n'eut pas de père. Charlie n'eut pas de père, mais sa mère s'agenouillait chaque [matin pour coiffer ses cheveux].

Louis n'eut pas de père. Charlie n'eut pas de père, mais sa mère s'agenouillait chaque [matin pour coiffer ses cheveux].

Louis n'eut pas de père. Charlie n'eut pas de père, mais sa mère s'agenouillait chaque [matin pour coiffer ses cheveux].

Louis n'eut pas de père. Charlie n'eut pas de père, mais sa mère s'agenouillait chaque [matin pour coiffer ses cheveux].

Louis n'eut pas de père. Charlie n'eut pas de père, mais sa mère s'agenouillait chaque [matin pour coiffer ses cheveux].

Louis n'eut pas de père. Charlie n'eut pas de père, mais sa mère s'agenouillait chaque [matin pour coiffer ses cheveux].

Louis n'eut pas de père. Charlie n'eut pas de père, mais sa mère s'agenouillait chaque [matin pour coiffer ses cheveux].

Louis n'eut pas de père. Charlie n'eut pas de père, mais sa mère s'agenouillait chaque [matin pour coiffer ses cheveux].

Louis n'eut pas de père. Charlie n'eut pas de père, mais sa mère s'agenouillait chaque [matin pour coiffer ses cheveux].

Louis n'eut pas de père. Charlie n'eut pas de père, mais sa mère s'agenouillait chaque [matin pour coiffer ses cheveux].

Louis n'eut pas de père. Charlie n'eut pas de père, mais sa mère s'agenouillait chaque [matin pour coiffer ses cheveux].

Louis n'eut pas de père. Charlie n'eut pas de père, mais sa mère s'agenouillait chaque [matin pour coiffer ses cheveux].

Louis n'eut pas de père. Charlie n'eut pas de père, mais sa mère s'agenouillait chaque [matin pour coiffer ses cheveux].

Louis n'eut pas de père. Charlie n'eut pas de père, mais sa mère s'agenouillait chaque [matin pour coiffer ses cheveux].

Louis n'eut pas de père. Charlie n'eut pas de père, mais sa mère s'agenouillait chaque [matin pour coiffer ses cheveux].

Louis n'eut pas de père. Charlie n'eut pas de père, mais sa mère s'agenouillait chaque [matin pour coiffer ses cheveux].

Louis n'eut pas de père. Charlie n'eut pas de père, mais sa mère s'agenouillait chaque [matin pour coiffer ses cheveux].

Louis n'eut pas de père. Charlie n'eut pas de père, mais sa mère s'agenouillait chaque [matin pour coiffer ses cheveux].

Louis n'eut pas de père. Charlie n'eut pas de père, mais sa mère s'agenouillait chaque [matin pour coiffer ses cheveux].

Louis et Charlie

Charlie n'enlevait pas son costume blanc. Il sonnait chez vous à [8 heures du matin, souriant timidement sur le palliasson, et n'osant pas entrer. Il pouvait s'asseoir par terre et regarder une brosse à dents pendant [trois jours sans bouger, sans manger ni boire. L'orchestre jouait en l'attendant. Quand Louis déplaçait le pavillon de sa trompette, le soleil se [déplaçait en même temps.

Louis voyageait partout. Charlie restait là et se croyait ailleurs. Il ne se sont jamais rencontrés. Le Vermont était beau. J'aurais voulu y vivre. Charlie pleurait parfois sur la scène, il pleurait et continuait à jouer. Il ne jouait pas ce qu'il voulait, il jouait ce qu'aucun homme [ne peut vouloir.

Louis savait ce qu'il est beau. Charlie ne savait plus, il avait peur de ce qu'il savait. Il frissonnait, il disait Nica, j'ai peur. Nica disait [Tu sais, Charlie, Dieu avait peur lorsqu'il a fait la monde. Je sais qu'il avait peur.

Louis n'a pas l'air d'avoir peur. Disait Charlie. Prétendais-tu qu'il a peur ? C'est un autre genre de peur, disait Nica. Ah ? Disait Charlie. Non ? disait-elle. Peut-être, disait Charlie.

Il se mit à sangloter. Dans toutes les villes, Louis jouait des airs radieux. Et des airs las, des airs maus — mais avec lui, ils devenaient radieux quand même. C'était cette lumière [Où ne quittait plus sa trompette. Charlie enveloppe son instrument dans du papier journal et partit [pour le jeter à l'eau.

Il regarda l'eau et renonça à son projet. Il lui fallut trois jours pour mourir, mais avant de mourir, [il eut le temps de redevenir. Petit enfant, là-bas. Petit enfant.

Ce soir-là, Louis était à Bâton-Rouge, avec Maria. Il dit soudain. Comme ça par hasard. Il n'y avait pas de raison. Vraiment aucune. C'était à la fin du concert et les gens étaient encore debout sur [leurs chaises pour l'acclamer.

Il dit. Tu sais, Maria, tu sais de Charlie ? Eh bien ? fit Maria. Si j'étais pu être lui !

ALAIN GERBER.

Paris, le 11-8-1979.

joies et sa misère. Le bain de musique de jazz, les racines populaires à Kansas-City, furent nécessaires. Pas suffisantes. La drogue non plus. Beaucoup se

sont fait flotter et aucun d'eux n'a été Parker. La folie n'a pas, du reste, été la conséquence de la drogue. Celle-ci ne fut qu'un symptôme.

L'horreur de ce monde

Parker a, dans le jazz, introduit le délire. Il l'a avoué lui-même à Jay McShann : « Si on est détendu, les idées viennent, et si on délire un peu, on joue encore mieux. » Barry Ulanov avait compris cela. En 1942, dans la revue Metronome, il écrivait de Parker : « Ses idées débridées sont toujours à l'heureux succès. » Mais lui, Parker, qui souffrait le délire « un peu » (comme on dit bêtement à la radio aujourd'hui, pour toute

chose), voulait aussi la rigueur. Il se souvenait d'avoir découvert les douze tonalités majeures par le travail et les conseils de Lawrence Keyes, d'avoir changé de doigté sous l'égide de Tommy Douglas, de Buster Smith, d'avoir appris par cœur les solos de Lester Young, d'avoir accepté des exercices fastidieux sous la pression de ses collègues, ebes George Lee. Et que fit-il ? Ce qui n'avait jamais été fait avant lui dans le jazz. Un exercice

général. Il eut l'idée « d'utiliser les notes supérieures des intervalles, au lieu de la fondamentale ou des intermédiaires, pour obtenir une ligne mélodique différente ». Personne n'avait pensé à ça auparavant. Coltrane reprendra le système et le mènera jusqu'à ses confins. Au terme de cet ascèse, « Bird » fut le plus libre des musiciens.

Après, il a tué la jeunesse. Il a joué dur, et follement. Un jour, il a tourné le dos au public au Finale Club et s'est tenu face au mur. Il voulait le percuter, ce mur, symbole terrible. Armstrong avait changé, dit Cootie Williams, le style des vents. Parker, lui, a tout bouleversé : les vents et la rythmique. Il fut, avec Coltrane

et Miles (nés tous deux en 1926), l'un des derniers grands hommes mythiques du jazz. Après eux, il n'y eut plus que des musiciens de talent, et le talent s'est éparpillé, les styles se sont multipliés. Le grand homme s'est fait entendre. On l'attend toujours. Le poète Kenneth Rexroth compare Parker à Dylan Thomas. Ils ont disparu à peu près au même moment : « Deux titans brisés, gardant l'entrée d'un des cercles d'enfer, tous deux submergés par l'horreur de ce monde, qu'ils ne parvenaient pas à dominer dans le mouvement de leur art. »

* Jean Russell : Bird, la vie de Charlie Parker (traduction de Michel Perrin). Editions Filipacchi, Collection « Jazz Magazine » dirigée par Michel Boujut. Paris, mars 1980.

CAVERNE DES ARTS
60500 CHANTILLY - 18-4-57-24-37
« 4 SAISONS » de
J. ABADIE
Ouvert samedi et dimanche
Fermé mardi, mercredi

GALERIE ARIEL
WYCKAERT
140, bd Haussmann - Paris 8^e

GALERIE VALMAY
22, rue de Seine - Paris 6^e
354-66-75
JEANNE WIERUSZ
Peintures
jusqu'au 16 avril 1980

GALERIE J. C. RIEDEL
11, rue Guénégaud - 75006 PARIS
TEL. : 633-36-73
MAURICE RAPIN
FIGURATION NUMÉRIQUE
Vernissage le 12, à 18 h.
Jusqu'au 2 avril

Colette Dubois
420, rue St-Honoré (8^e), 280-12-44
STUPAR
Peintures et gouaches
4 - 23 MARS

THEATRE EN ROND
SACRÉE FAMILLE
SANDRO KAY HEBERG
JACQUELINE GAUTHIER
HENRI POIRIER
JACQUES CANSELIER

TEP 797.96.06
17, rue Malherbe, 20^e
mairie Gambetta
du 19 février
au 30 mars
LE CAMP
DU DRAP D'OR
de HEZVANI
mise en scène : Guy RETORE

du 26 février
au 30 mars
DIALOGUE
D'UNE PROSTITUÉE
avec son client
de Bach MARAINI
Atelier Sainte-Anne de Bruxelles
Mise en scène : E. BONFANTI

COMPAGNIE DE LA SATIRE
THEATRE DE L'EST D'YONNAIS
11, rue de la République - 63100 YVERDON
0472 21 21 21 - 0472 21 21 21
LA NUIT ET LA RUE
DANS LA RUE DESERTE
de Bruno CARLUCCI
jusqu'au 22 Mars

BEAUSÉJOUR
MICHEL BERGER
Le nouvel Album de
MICHEL BERGER
ALBUM
WARNER BROS
56 785
Disponible en K7

JACQUES DOUAI
THEATRE FONTAINE
TOUS LES SOIRS à 21^h Relâche DIMANCHE
LOCATION AU THEATRE, 874 74 40

GOGOL & LE REVIZOR
Théâtre des quartiers d'Ivry - mise en scène d'Antoine Vitez
au Théâtre d'Ivry - 1 rue Simon-Denis, métro Mairie d'Ivry
renseignements et location : 672 37 43 et FNAC.

DU 12 AU 16 MARS
Un palmier
sur la banquise
Mise en scène de
Pierre Debauché
5 représentations
exceptionnelles
au Studio d'Ivry
672.37.43 et FNAC

J.-L. BOUTTÉ dans le rôle de
Tortuffe
En alternance, pendant tout le mois
de mars il n'y aura pas moins de
quinze représentations de « TAR-
TUFFE », de Molière, dans la mise
en scène de Jean-Paul ROUSSILLON
à la COMÉDIE-FRANÇAISE.

Les droits des communautés indigènes

مَكْذُوبٌ مِنَ الْأَصْلِ

ENTRETIEN AVEC LE PHOTOGRAPHE ÉDOUARD BOUBAT

Un cri plus silencieux

Le Musée d'Art moderne de la Ville de Paris accueille, jusqu'au 7 avril, la grande rétrospective d'Edouard Boubat qu'avait montée, en novembre dernier, la Fondation nationale de la photographie, à Lyon : cent trente et une photos, dont beaucoup d'inédites, une vision large et d'une acuité d'existence (« le Monde » du 5 décembre 1979). En même temps sort, aux Éditions Contrejour, un joli petit livre « Préfères », dont le choix n'est pas très bon, mais qui supplée à « Femmes », maintenant épuisé.

Il y a chez Edouard Boubat, dans son appartenance de la rue de Boudry, à Paris, des tapis persans, des plantes vertes, un piano, des livres, un théâtre d'ombres, un petit ours taillé dans le bois qui fait de la loge, un paravent chinois, un Christ tressé dans l'escalier, des souvenirs de voyages, des photos posées sur des chaises, un chat qui glisse sur les tapis, et cette lumière douce qui passe à travers un rideau de dentelle. Et Boubat se tient pas en place : il se lève, il glisse lui aussi, il fait des gestes amples, et surtout il rit, d'un rire si particulier, si glorieusement éclatant, plutôt d'un « sous-rire » juvénile qui ponctue presque chacune de ses phrases, même les plus graves...

« Il faut travailler, dit Boubat, et arracher quelque chose à cette vie qui est tellement plate, où tout doit être étale. La photo est un peu cet arrachement. Elle est complètement liée à la mort et au temps, c'est un fait, et c'est pourquoi elle est parfois si prenante. Il y a toujours pour chacun de nous cette idée de retenir un peu de ce sable qui nous fuit entre les doigts. Qu'est-ce qui nous reste, parfois, des gens qu'on a aimés pendant dix ans, de tous ces moments de vie si furtifs qu'on a vécus avec eux, si ce n'est une photo ? »

« La photo est aussi liée, son nom l'indique, à la chose la plus belle du monde, la lumière. Quand une photo nous touche, elle dépasse sa représentation. En même temps, il nous faut le sujet, et en même temps, il faut que le sujet soit dépassé. Il faut, qu'il y ait la lumière, il faut que le photographe soit ouvert. J'ai toujours aimé le mot ouverture. C'est étonnant comme le vocabulaire photographique emploie les beaux mots, « ouverture du diaphragme », « révéler ». Une des dernières fois que j'ai vu, Prévert m'a dit : « Comme c'est simple une fois que tout ce mystère est là ». On pourrait dire : « Comme c'est rare », puisque tout est compliqué. Le sujet complet, mais le sujet brut ne suffit pas. J'ai eu la chance de connaître, il y a vingt-cinq ans, un des photographes que j'admire le plus, Eugene Smith. Il disait : « Même les photos les plus horribles, les photos de guerre, doivent être bien composées, sinon elles ne tiennent pas. » Un jour, Cartier-

Bresson est venu chez moi et il a retourné une de mes photos dans un miroir pour voir si elle tenait.

« D'après Marguerite Duras et son court métrage *Les Mots négligés*, on peut dire qu'un des premiers photographes a été cet homme qui, il y a trente mille ans, mettait sa main sur des parois. Nous utilisons maintenant des appareils ultra-sophistiqués, mais chacun pousse son cri contre cette solitude, contre cette mort. Pour la photo ou pour un texte, c'est un cri plus silencieux. Nous sommes toujours en état de manque, mais je pense que pour l'artiste, pour celui qui travaille, cet état n'est pas négatif, c'est lui qui nous fait aller, et qui



Paris 1947

nous creuse, et qui nous ouvre, nous force et nous oblige à des rencontres.

« Depuis des années, j'ai rencontré les gens les plus extraordinaires, mais aussi les plus ordinaires. Avant, quand un pauvre arrivait, les gens le saluaient jusqu'à terre, parce qu'il portait quelque chose de spirituel. Que je travaille en Bretagne, en Auvergne, à Paris ou en Inde, c'est aussi nous-mêmes que nous montrons dans des instants de tous les jours. J'ai eu la chance de travailler pour une revue mensuelle, *Réalités*, et je n'étais pas accablé à l'actualité. A chaque fois, je partageais la vie et la nourriture des gens, en Auvergne le saucisson et le vin, en Inde un bol de riz. La photographie est une chose universelle de notre époque. En Chine, en Bretagne ou en Inde, j'importe toujours deux ou trois photos pour les montrer aux gens. C'est immédiat dans un certain silence. Il n'y a plus besoin de traduction.

« Le travail du photographe n'est pas régulier comme celui du

musicien. C'est un travail instinctif qui se fait par à-coups, par passion. Je n'ai jamais voulu travailler avec des idées, pour laisser plus de place, pour être plus libre vis-à-vis du sujet. Tout ce que nous faisons est une tentative de se construire soi-même : la photo est un moyen fabuleux de voir le monde, de rencontrer des gens, d'entrer dans d'autres intérieurs. On dit « prendre » une photo, mais ce que le photographe prend, il le redonne.

« J'ai pris une photo, à la première neige, des enfants qui jouaient au jardin du Luxembourg. L'éditeur qui a voulu en faire un poster m'a dit : « La photo de tes patineurs », alors

« Je ne voudrais pas conclure à une poussée de féminisme. C'est tout simplement le mouvement de l'histoire qui agit. La fonction de metteur en scène est de moins en moins interdite aux femmes, et elles ne se l'interdisent plus. Au fait, d'interrogerait-on si les deux mises en scène avaient été confiées à deux hommes ?

Mele Viviane Theophilides et Hélène Vincent ne sont les porte-paroles de personnes, elles parlent en leur nom propre, et il se trouve qu'elles sont des femmes.

« Quand je me promène dans un

qu'il n'y a pas de patin sur cette photo. Même les gens qui aiment votre travail parfois ne le voient pas. Il ne faudrait pas s'en fâcher. Aujourd'hui, on ne sait pas ce qu'est une fleur. Comme on dit dans l'évangile, « les lys des champs sont plus purs que les pourpres que Salomon dans toute sa gloire ». La photo, par son aspect magique, permet de saisir tout ce mystère. On peut dire que le photographe n'invente rien, mais il est l'inventeur de quelque chose qui est déjà là, comme l'a fait remarquer Michel Tournier, on dit bien « l'inventeur d'un trésor ». Il y a des milliers de cailloux sur la plage, mais au moment où le promeneur en ramasse un et où il le tient dans sa main, ce caillou devient un peu lui-même. »

Propos recueillis par HÉRY GUILBERT.

* A.R.O. Musée d'art moderne de la ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris-19.
* Préfères, d'Edouard Boubat, aux Éditions Contrejour. Environ 75 F.

THÉÂTRE OUVERT A BEAUBOURG

Deux comédiennes réalisent

THÉÂTRE Ouvert à Beaubourg multiplie et diversifie les approches des textes contemporains : un spectacle, *Les Traveurs* et *les Jours*, de Viviane Theophilides (le Monde du 13 mars 1979). Le Gueuloir, les écritures-lectures (les 15 et 22 mars) et le forum qui fut et reste à la base de tout, les mises en espace. Il y en a deux : Cartaya, de Philippe Mityana, par Viviane Theophilides, et *Scènes d'exposition*, de René Escudé, par Hélène Vincent.

« Elles ont envie de « se sentir dans leurs souliers » sur un terrain qu'elles reconnaissent d'emblée. Seulement les auteurs féminins négligent, semble-t-il, l'écriture dramatique. Reste leurs romans, leurs nouvelles et certains auteurs masculins avec qui on peut être en parfait accord : Kleist, Handke. Deux à cravate de langue allemande, simple coïncidence de conversation.

« Pourtant, dit Hélène Vincent, si je me suis décidée à franchir les limites de mon territoire d'écriture, c'est à la suite de ma rencontre avec le courant féministe, qui m'a entraînée à vouloir raconter d'autres choses, de façon différente. Je ne savais pas très bien quel est ce courant, j'ai commencé à chercher quelles questions je devais poser... »

Voir se former l'image

Sa première expérience était *Fränzi*, de Wedekind, au Théâtre national de Strasbourg. Il y eut ensuite *Le Star* des oubliés, d'Yvonne Danou, au Petit Odéon. L'expérience de Viviane Theophilides est plus complète : *Légers* en 1974, de Denise Bonal, les *Mémoires* de Bergère, d'Octave Mirbeau, Gaspar, d'après la comédie de Sagar (et en collaboration avec Anne-Marie Lazzarini), *Une fille à brûler*, tout récemment, en attendant un *Vitrage* d'Avignon...

Leurs positions sont parallèles : elles apprennent à se « passer de maître » tout en prenant soin de ne pas se conduire en maître, et ce, ce n'est déjà plus si simple. Hélène Vincent garde un souvenir horrifié de *Fränzi* : « Je m'étais construit un cadre, l'essayais d'y cocher les gens. J'avais peur de ne pas me montrer à la hauteur. Je jouais au metteur en scène, et

l'essentiel m'échappait, je me détestais.

« Il y a des gens qui vous poussent à prendre le pouvoir tant ils sont mécontents. Si vous vous appelez Streicher ou Chereau, ils admettent vos hésitations, sinon c'est l'angoisse... Mele je travaille beaucoup sur improvisations. J'arrive en sachant à peu près où je veux aller. En croyant le savoir. Heureusement, il y a toujours quelqu'un pour me demander des explications. Je dois donc aller plus loin. Le soir, seule, je mets mes idées au clair. Les comédiens en font autant, chacun arrive avec ses trouvailles. On est bien obligés de les confronter, de les mettre en chantier. L'avantage des mises en espace est que le temps presse. Je leur dis : ne me proposez pas ce que vous voulez faire, faites-le, on choisira. »

Refuser le pouvoir ne signifie pas refuser les responsabilités. Chacune

à sa manière, Hélène Vincent et Viviane Theophilides prennent plaisir à voir se former, se polir, s'unir et se développer des images concrètes et composites. En somme, le même plaisir émerveillé ressenti devant les enfants qui avalent des millions d'informations avec lesquelles ils se fabriquent eux-mêmes, à partir desquelles ils vous renvoient une image dans laquelle vous découvrez votre visage inconnu.

Le théâtre est un lieu artificiel. Tous ceux, hommes et femmes, qui le pratiquent viennent y « nourrir leurs délires ». « Là seulement je suis en accord avec moi », dit Hélène Vincent. Le théâtre canalise les insatisfactions, les subtilités, en crée aussi qui sont d'ordre économique et existentiel. Il y a toujours un moment dans la vie des acteurs — hommes ou femmes — où ils veulent franchir les limites de leur territoire : pour échapper à l'attente devant le téléphone, au vide intérieur creusé par le chômage, à la difficulté de faire exister son personnage pleinement, à sa manière propre, en face d'un metteur en scène qui, de toute évidence — quand on est une comédienne — n'a pas la même idée que vous de cette femme précise que vous êtes chargée de faire vivre.

Quoi que l'on tente pour l'éviter, la conversation ramène à ce problème essentiel. Les comédiens auront-ils un jour l'occasion de chercher à se définir en tant qu'hommes face à des metteurs en scène féminins qui, de toute évidence, n'auront pas la même idée qu'eux sur leurs personnages. A moins que la bascule des fonctions n'entraîne une évolution des rapports d'autorité. Le théâtre est le lieu des utopies.

COLETTE GODARD.

* Centre Georges Pompidou. « Cartaya », du 12 au 15. « Scènes d'exposition », du 19 au 22. Les mercredi et vendredi à 18 h. 30, les jeudi et samedi à 21 heures.

MAC-MAHON - LA CLEF - ESPACE GAITÉ

Un programme de Paul Dopff et Gabriel Colto

10 des meilleurs dessins animés d'auteurs du monde entier couronnés dans les grands festivals internationaux récents.

U.G.C. BIARRITZ v.o. - U.G.C. DANTON v.o. - BRETAGNE v.f. - U.G.C. OPÉRA v.f. CAMEO v.f. - PARAMOUNT MONTMARTRE v.f. - CONVENTION SAINT-CHARLES v.f. C 2 L Versailles - ARTEL Nogent - CARREFOUR Pontif

La Maladie de Hambourg

Un film de Peter Fleischmann

avec Helmut Griem, Corinne Belier, Fernando Arrabal, Tito Bruckner, Ulrich Wildgruber, Rainer Langhans.

Scénario : Peter Fleischmann, Roland Töpel, Otto Jägerberg

Caméra : Colin Mounier. Musique : Jean Michel Jarre.

UGC NORMANDIE 10 - A.B.C. QUINTETT 10 - MONTMARTRE 83 - CAMBROUNE RAUMONT SUD - RAUMONT GAMBETTA - RAUMONT LES HALLES - CLICLY PATHE

LA FUREUR DE VIVRE DES ANNÉES 80

Violences sur la ville

COPIE produite par GEORGE LUTTO

"OVER THE EDGE" de JOHN DAHL

réalisé par DAVID LANE et JOHN DAHL

avec MICHEL MARTEL, LAURENT DOLLE, PHILIPPE LALANDE, VINCENT D'ONOFRIO, TOPHER

7 films prestigieux réalisés de 1957 à nos jours par le plus inspiré des cinéastes polonais.

Tous à revoir. LE POINT

SAINT-GERMAIN VILLAGE 7 PARNASSIENS

WAJDA EN 7 FILMS

KANAL

CENDRES ET DIAMANTS

SAMSON

MELI MELO

LE BOIS DE BOULEAUX

L'HOMME DE MARBRE

LES DEVOISELLES DE WILKO

IMPORTANT : pour jours de passage voir lignes programmes

PARLY 2 - BELLE ÉPINE PATHE TRIAIS - GAUMONT EVRY - MULTISINE PATHE CHAMPIGNY - ARGENTEUIL - AVIATIG LE BOURGET

Théâtres

[illegible]

PALAIS-ROYAL (297-50-61) (D. soir, L. j.). 30 h. 30, mat. D. 15 h. et le 17 h. 30 : Jorjupes Fagras ; le 18 h. 30 : Les 12 ans d'Alfred.

Benoitons (Thallegrand la cynique).

PLAINES (842-39-52) (D. soir, L. j.). 20 h. 30, mat. D. 17 h. : le Cavalier.

FALAISANCE (320-00-06) (D.), 20 h. 30 : le Bleu du ciel (danz. le 15) ; 22 h. 30 : Rose.

POCHETTE (SARAGOLLA (548-03-97) (D.), 21 h. : sam., 20 h. 30 et 22 h. 15 : Une place au soleil.

POTINIERE (351-44-18) (D. soir, L. j.). 20 h. 30, mat. D. 15 h. : Contes et anecdotes.

PRESENT (203-02-35) (D. soir, L. j.). 20 h. 30, mat. D. 17 h. : l'Asile.

SALLES COMPLETES (L. j., S. 20 h. 30 ; D. 17 h.) : le Motif.

SALLE MAINE - MONTFARNES (548-06-07). V. 20 h. 30, S. et D. 15 h. et 20 h. 30 : le Fou sur le sable.

SALLE VALBERGHE (584-30-60). V. 18 h. 30, Mat., 21 h. D. 15 h. : Carmosine.

STUDIO DES CHAMPS-ELYSEES (722-55-10) (D. soir, L. j.). 20 h. 45 : Les Complices ; Le train qui s'arrache à terre ; un grand succès mouillé.

STUDIOS THEATRE 14 (537-13-38) (D., L.). 21 h. : l'Ecran.

T.A.T. THEATRE D'ORSAZZO (274-11-53) (J. v. j.). 20 h. 45 : Artaud Reconnu ; le 15 h. : le Journal d'un fou.

SPECTACLES NOUVEAUX

Lucernaire (222-28-50) (12),
22 h. 15 : Aréologie d'après
Thomas Mann, avec m'aout
Boulfrot.
Marie-Stuart (508-17-80) (13),
20 h. 30 : Marie Stuart, avec Daniel
vies appeis ? , de Franck Ber-
trand.
Pierrot et le forum des Halles
(297-43-77) (12), 20 h. 30 :
Negropostre express.
Studio privé (672-37-43) (14 au
16) 20 h. 30 : Les Indes sur la
haquille, par Pierre Debauche.
Tristana - Bernard (522-08-40)
(14), 20 h. 30 : Une chambre
pour enfants sages, de Didier
Decoin, avec Roger Hannin.
Espoirs du monde (537-28-09)
(14) 21 h. : Les Visages de
Lilith, de Belen, avec Uta
Tager.
Général (505-14-50) (14) : La Pas-
sion de Pacolini, de René Ka-
linsky.
Océan (322-70-32) (15), 20 h. 30 :
La Belle de Chaillois, avec
Anne Caron.
Plaisance (300-00-06) (15)
22 h. 30 : Rose, de Brigitte
Rouman.
Obitiques (325-02-94) (18), 20 h. 30 :
Le Ciel et la Bête, marion-
nettes.
Cité internationale, Ressac
(389-38-68) (18) : Yves Riou et
Renée Fritsch.
Faisant les glaces (507-49-83) (18)
20 h. 30 : Lill Calamboula, pa-
le Chapé-Noir.

THEATRE 18 (220-08-27) (D. s. 15)
L. Mar, 21 h. mat. D. 15 h. 15
Pierre Villamite; M. J. Val
19 h. : la Señorita (en espagnol)
THEATRE D'ORANGE (332-11)
(D. s. 15) : le Carrouel du
d'oe plus noitaire.
THEATRE EN ROND (387-75)
(L.). 30 h. 30, mat. D. 16 h. 15
Sacré famille.
THEATRE DE MINILMONT
(D. s. 15) : 15 h. 22 h. 30
15 & 15 h. : la Passion à M.
moutant.
THEATRE DU MARAIS (278-04)
(D. s. 20 h. 30 : les Amoureux
Du Perilpin; 22 h. 15 : Drea
W.
THEATRE MARIE-STUART
17-60) (D.). 22 h. 15 : le Es

M. Laurent : 20 h. 30 : Pourquoi
mavez-vous appelé ?
THEATRE NOUVEAU (79-45-44) (D. sol.
1 h.) 20 h. 30 : Les 18 ans de
l'enfance de Zola.
THEATRE SAINT-MEDARD (531-
44-66) 20 h. 30 : Les 18 ans de
D. 16 h. : Amour pour amour.
THEATRE 347 (532-26-08) (D. sol.
1 h.) 20 h. 30 : mat. 15 h. : Les
Fugues.
THEATRE DE LA VILLA (542-73-56).
les 14, 15 et 20 h. 45 : La Cagnote
et la Cagnotte.
TRISTAN BERNARD (532-06-40) (D.
sol. L.) 21 h. 15 : Les 18 ans de
D. 16 h. : Une flamme
pour enfant sage (à partir de 10
ans).
VARIETES (523-05-82) (D. sol. L.).
20 h. 30 : mat. D. 15 h. et 18 h. 30 :

Dans la région parisienne

ANTONY, Théâtre P.-Gémier, le 15,
à 20 h. 30 : la Grande Bourrie et la
Chambre du Roy.

AUBREY, Théâtre des 14,
Commune (823-18-15), les 12, 14,
15, à 20 h. 30 : les 18, 17, 18, A
19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28,
29, 30, 31, 1^{er} de l'année.

AULNAY-SOUS-BOIS, Espace Pré-
fectoral, le 16, à 20 h. 30 : L. Kontis
et J. C. Cederholm.

AUXERRE, Théâtre de la Ville,
à 15 h. : S. Grappelli, Trio Herson
et Neve Jane Quartet.

BEAULIEU, Théâtre (20-68), le 15
à 21 h. : Isabel et Angel Fara.

BOULOGNE-BILLANCOURT, T.S.B.
(20-68), le 15, à 20 h. 30 : Trio
mat. dim. 15 h. 30 : les Étaux de
Buissonville.

CHARENTAIS - MALAISE, C.A.C.M.
(34-97-97), le 15, à 21 h. : J.
Afonso. — Ecole Centrale, le 13,
à 20 h. 30 : R. C. Cederholm.
Besthoven, Magill, Chopin.

CERGY-POINTEAUX, C.C. A.-Malraux
(20-68), le 15, à 20 h. 30 :
Théâtre de chambre.

CROISY-LE-ROI, Théâtre P.-Saurin
(20-68), le 15, à 20 h. 30 :
J. A. Cederholm.

CLAMART, C.C. J.-A. (943-11-87),
le 15, à 20 h. 30 : 21 Grapch.
Trio ; le 18, à 20 h. 30 : les
général.

CLICHY, Théâtre Rubenbauer
(58-70), les 13, 14, 15, à 20 h. 45
les Fugitifs de la mare Carrar ; le
15, à 20 h. 30 : 21 Grapch.

COLOMBES, M.J.C. Théâtre, le 15
à 20 h. 30 : Michel Buhler
(20-68).

CRETEIL, Théâtre de la Ville,
à 20 h. 30 : Archie Shepp quartet
le 15, à 20 h. 30 : Virginia Joe
(20-68).

CRETEIL, M.J.C. Mont-Meury (30-
37-67), le 14, à 20 h. 30 : Marc R.
et J. C. Cederholm.

LA FERTÉ, — MAC A. Malraux
(89-94-94), le 13, à 20 h. 30 : T.
et J. C. Cederholm.

LA VILLE OULIANTINE et MUSICA.
le 15, à 20 h. 30, le 16, à 15 h. 30 :
J. A. Cederholm.

KRUMHOLTZ, théâtre P. Frémy (30-
06-48), le 15, à 21 h. : Mercet P.

EVERY, Agora (071-93-50), le 16,
18 h. : Ballets de l'Opéra de Lyon
à 20 h. 30 : Aragon
maison d'aimer.

L'ESPE-ADAM, AIA (469-21-38),
le 15, à 20 h. 30 : 21 Grapch.

IVRY, Théâtre des Quartiers (8-
37-48), (Dim. soir. lun.) 50 h. 30 :
le 15, à 20 h. 30 : 21 Grapch.
le 16, à 15 h. 14 et 15, à 20 h.
le 16, à 15 h. : Un palmier sur
les

LEVALLOIS, Auditorium P.-V. C.
tunier (370-83-94), le 14, à 21 h.
le 15, à 20 h. 30 : 21 Grapch.

MALAISE, P.V. C. (825-53-38),
les 12, 14, 15, 18, à 21 h. ; le 14,
le 15, à 18 h. 17 h. : L'échelle
le 16, à 15 h. 14 et 15, à 20 h.

MARLY-LE-ROI, M.J.C. (1936-74),
le 15, à 21 h. : Compagnie

MEDFORD, G.O., les 13 et 14, à 21 h.:
les Femmes savantes.

MONTREUIL, Auditorium du
Conservatoire, les 15 et 16, à 20
h. 30 : Barba, Schubert, Debussy,
Satie — Edith Saint-André, le
14, à 18 h. 45 ; S. Williams.

MONTROUGE, Théâtre des 13, à
20 h. 30 : François Béranger.

NOGENT-SUR-MARNE, Pavillon Bal-
con, les 13 et 14, à 19 h. 30 :
Le Cœur, spectacle, le 15, à 15 h. :
Dogs, André Bashung, O. Lormeau ;
le 16, à 19 h. 30 : Les Femmes
d'Alger, Frank, Little Red Story ;
le 14, à 15 h. : Odeurs, Lilli Drop, fair
Girl ; le 9, de V. Lagrange, The Sin-
ceres, Squares, Supral.

NANTERRE, Théâtre des Amateurs
(73-18-81), les 14, à 20 h. 30 : Solé-
na, la Fugitive, l'Amant d'un jour.

PALISAISAU, Ecole polytechnique
(1908-09), le 21 h. : Zouze.

POINTELOE, Théâtre de la Ville
(1906-40-01), le 16, à 21 h. : Le Naufrage.

RIBERGANGIS, salle R.-Desnos (906-70-50), le 15, à 30 h. 30 : Pauline Julien.

ROUVILLE, Palais des fêtes, le 14, à 20 h. 30 : les Frères Jacques.

SAINTE-DENIS, Théâtre Gérard-Philou
(1906-07), le 15, à 20 h. 30 :
20 h. 30, mat. dim. 17 h. mardi.
le 15, 20 h. : Attention au travail...
le 16, 20 h. 30, mat. dim. 17 h. : Expédition pole Est ; les 14, 15, à 23 h. : Les Fugitifs.

SAINTE-GHATRIEN, O.C. (988-54-42), le 15, à 21 h. : La Bombacha.

SAINTE-MARIE, Théâtre de la Ville
(1902-1-00), le 15, à 20 h. 30 : L'Amour, ruse.

SAINTE-OUENTIN, EN - SVELINES
(1906-07), pour tous, le 15, à 20 h. 30 : Chaud et Grin.

SCORRE, Salle d'Orléans (650-05-64) : le 15, à 17 h. 30. Concerto (M. M. Nordmann et R. Fontanarosa (Sachs).

SENIAS, Fondation Olympe (453-39-99), le 16, à 18 h. 30 : Les Femmes de l'Alger (Gauguin, Schamberg, Chopin, Mavet).

SURESNES, Théâtre de J.-Villar
(90-32-00), le 15, à 21 h. : L'Alibi.
Drop. Marquise du Sacre.

VERSAILLES, Théâtre Montmaurais
(950-71-15), le 14, à 21 h. : Midemere.
Revue. Cécile. Les Femmes de l'Alger.
les Frères Jacques : le 16 à 15 h. : le 16 à 21 h. : Ariquin, serviteur.

LE VESINET, CAL (976-32-75), le 21 h. : Orchestre de l'Ile-de-France.
Céline. Girard. L'Alibi. L'Alibi.
(Rossini, Paganini, Moussorgski).
le 18 à 21 h. : Ballet national de France. Opéra de ballet.

VILLAGEY, Théâtre de R.-Jodelle
(725-15-02), le 16, à 21 h. : Poèmes.

VITRY, Théâtre J.-Vilar (680-65-30), les 13, 14, 15 à 20 h. 30 : les 16 à 15 h. : Visage de sable,
L'Assommoir, le 14, à 21 h. A. Bouchain.

Les cafés-théâtre

AU 265 FIN (236-29-35) (D)
 19 h. 05 : B. Pinter et C.
 Menteur : 21 h. Pinter et C.
 22 h. 15 : La Revanche de Nani
 (D. L. Mar.), 23 h. 20 : les Vilain
 Bonhommes : Veraine, Rimbaud
 BISTROT OSS HALLS (233-33-35)
 (D.), 23 h. 8 : Dimey
 BLANS - MANTON (887-16-16)
 (D.), 20 h. 15 : Areuh = MC
 21 h. 30 : Raoul, je t'aime
 22 h. 20 : Couse à mon c.
 2616 est malade : (J. V. =
 23 h. 15 : P. Robert
 CAF' CONC' (372-75-15) (D.), 21
 S. 18 h. 30 et 21 h. : Phédre
 repasser : 22 h. 30 : Si être h
 reuse stait conté.

AUDIBERTI

opéra
parlé

mise en scène:
**Marcel
Maréchal**

**théâtre
de la
commune**

**NOUVEAU
THÉÂTRE
NATIONAL
MARSEILLE**

COMPAGNIE MARCEL MARÉCHAL

du 1^{er}
au 23 mars
1980

Carac Shakespeare National
Orchestre Grand Opéra

square Stalingrad,
coin de la République
metro: 4 Châteaueau
réservation: 833.36.75

le mardi à 19 h 20
les mercredi, vendredi
et samedi à 20 h 20
du dimanche à 19 h



LES 2 MEILLEURES SOIRÉES DE PARIS



NOUVELLE SUPER-REVUE
"Allez Lido"

LIDO

20 h 30 DÎNER DANSANT
1/2 Champ. dîner sugg. revue

255 F

22 h 30/O 10 h 30 LA REVUE
170 F

NORMANDIE, 155 bis, CHAMP-ÉLYSÉES



WATUSI

MOULIN ROUGE

Frédéric

20 h DÎNER CHAMP REVUE

255 F

22 h CHAMP REVUE
O h 2^e SPECTACLE **170 F**

PLACE BLANCHE
BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE

Kramer contre Kramer

**Robert Benton a fait un film sublime.
Dustin Hoffman est prodigieux.
FRANCE SOIR (Monique Pantel)**

Exact point de jonction du talent de l'auteur et de celui de ses interprètes (Dustin Hoffman, Meryl Streep).
L'EXPRESS (François Forestier)

●
**Une œuvre émouvante, pudique,
rigoureuse et sincère, admirablement
jouée par Dustin Hoffman.**

TÉLÉ 7 JOURS



Distributed by Warner-Columbia Film

456

“All”

elle

E EDWARDS.

100

Figure 1. Schematic representation of the experimental design. The subjects were divided into two groups: the control group (n = 10) and the experimental group (n = 10). The control group received a standard diet (SD) and the experimental group received a high-fat diet (HFD). The subjects were divided into two groups: the control group (n = 10) and the experimental group (n = 10). The control group received a standard diet (SD) and the experimental group received a high-fat diet (HFD). The subjects were divided into two groups: the control group (n = 10) and the experimental group (n = 10). The control group received a standard diet (SD) and the experimental group received a high-fat diet (HFD).

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

ILS SONT FOUS D' "elle"

120 000 PARISIENS ONT DÉJÀ VU LE FILM DE BLAKE EDWARDS.

Review

THEATRE D'ORNI

LE SOULIER DE SATIN

ZADIG

HAROLD ET MAUDE

ELLE EST LA

MERCREDI MUSIQUE

Cinéma

La Cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans

(**) sont réservés aux moins de dix ans

CHAILLOT (70-34-34)

MERCREDI 12 MARS

15 h. : Le Bossu de J. Delannoy

18 h. : Hommage à Ozu : Utagawa

21 h. : Hommage à A. Lamotte

23 h. : L'œuvre de M. Jancsó : Les

Cloches sont parties pour Rome

JEUDI 13 MARS

15 h. : Cinéma Italien : Le Chevalier

18 h. : Histoire d'un acteur

ambulant : 20 h. : Hommage à

D. Zanele : Le soleil est levé aussi

d'h. King : 22 h. : Hommage à

A. Lamotte : les Bûcherons de la

Manœuvre : le Traité du Labrador :

la Route du fer : la Chasse aux

Montagnes

VENREDI 14 MARS

15 h. : Hommage à D. Zanele :

The Road to Glory de J. Walsh

18 h. : Hommage à Ozu : Le Fil

noir : 21 h. : Le théâtre d'ombres

et le cinéma : Karagöz et Hacivat

musicien du 19. s. : Hommage à

A. Lamotte : le Mépris d'aura

musicien du 19. s. : Hommage à

D. Zanele : Quatre hommes et une

pièce, de J. Ford

SAMEDI 15 MARS

15 h. : Théâtre d'ombres et

cinéma : cours d'initiation de

Reiniger : 18 h. : Hommage à

A. Lamotte : On disait que c'était

notre terre : 21 h. : Hommage à

A. Lamotte : le Moulin du Pô, d'A.

Lattuada

DIMANCHE 16 MARS

15 h. : Le théâtre d'ombres et

le cinéma : Karagöz et Hacivat

musicien du 19. s. : Hommage à

A. Lamotte : le Mépris d'aura

musicien du 19. s. : Hommage à

D. Zanele : Quatre hommes et une

pièce, de J. Ford

JEUDI 13 MARS

15 h. : L'œuvre de Jancsó : Im-

mortalité : Grépuscules et anbes :

Une histoire d'indes de la Préface :

17 h. : Cinéma Italien : Les Week-

ends de Sesto : 18 h. : Cinéma

russe et soviétique : la Jeune-

sse de Maxine, de G. Kozintsev et

L. Z. Trauberg : 21 h. : Hommage

à Ozu : Printemps précoc.

VENREDI 14 MARS

15 h. : L'œuvre de Jancsó : Con-

tato : 17 h. : Hommage à A. Lam-

otte : le Passage des tentes aux mal-

sons : la Rivière sèche : 19 h. :

Cinéma russe et soviétique : le Re-

tour de Maxine, de G. Kozintsev et

L. Z. Trauberg : 21 h. : Hommage

à Ozu : Crépules et anbes

SAMEDI 15 MARS

15 h. et 21 h. : L'œuvre de Jancsó

(15 h. : Hommage à A. Lamotte :

le Passage des tentes aux mal-

sons : la Rivière sèche : 19 h. :

Cinéma russe et soviétique : le Re-

tour de Maxine, de G. Kozintsev et

L. Z. Trauberg : 21 h. : Hommage

à Ozu : Crépules et anbes

DIMANCHE 16 MARS

15 h. : L'œuvre de Jancsó : Rou-

ges : 17 h. : Hommage à A. Lamotte

à A. Lamotte : le Passage des tentes

aux malsons : la Rivière sèche : 19

h. : Cinéma russe et soviétique : le

Re tour de Maxine, de G. Kozintsev

et L. Z. Trauberg : 21 h. : Hommage

à Ozu : Crépules et anbes

JEUDI 13 MARS

15 h. : Cinéma Italien : Scuscia

de V. de Sica : 17 h. : Hommage à

A. Lamotte : le Passage des tentes

aux malsons : la Rivière sèche : 19

h. : Cinéma russe et soviétique : le

Re tour de Maxine, de G. Kozintsev

et L. Z. Trauberg : 21 h. : Hommage

à Ozu : Crépules et anbes

SAMEDI 15 MARS

15 h. : Cinéma Italien : Scuscia

de V. de Sica : 17 h. : Hommage à

A. Lamotte : le Passage des tentes

aux malsons : la Rivière sèche : 19

h. : Cinéma russe et soviétique : le

Re tour de Maxine, de G. Kozintsev

et L. Z. Trauberg : 21 h. : Hommage

à Ozu : Crépules et anbes

DIMANCHE 16 MARS

15 h. : Cinéma Italien : Scuscia

de V. de Sica : 17 h. : Hommage à

A. Lamotte : le Passage des tentes

aux malsons : la Rivière sèche : 19

h. : Cinéma russe et soviétique : le

Re tour de Maxine, de G. Kozintsev

et L. Z. Trauberg : 21 h. : Hommage

à Ozu : Crépules et anbes

JEUDI 13 MARS

15 h. : Cinéma Italien : Scuscia

de V. de Sica : 17 h. : Hommage à

A. Lamotte : le Passage des tentes

aux malsons : la Rivière sèche : 19

h. : Cinéma russe et soviétique : le

Re tour de Maxine, de G. Kozintsev

et L. Z. Trauberg : 21 h. : Hommage

à Ozu : Crépules et anbes

SAMEDI 15 MARS

15 h. : Cinéma Italien : Scuscia

de V. de Sica : 17 h. : Hommage à

A. Lamotte : le Passage des tentes

aux malsons : la Rivière sèche : 19

h. : Cinéma russe et soviétique : le

Re tour de Maxine, de G. Kozintsev

et L. Z. Trauberg : 21 h. : Hommage

à Ozu : Crépules et anbes

DIMANCHE 16 MARS

15 h. : Cinéma Italien : Scuscia

de V. de Sica : 17 h. : Hommage à

A. Lamotte : le Passage des tentes

aux malsons : la Rivière sèche : 19

h. : Cinéma russe et soviétique : le

Re tour de Maxine, de G. Kozintsev

et L. Z. Trauberg : 21 h. : Hommage

à Ozu : Crépules et anbes

JEUDI 13 MARS

15 h. : Cinéma Italien : Scuscia

de V. de Sica : 17 h. : Hommage à

A. Lamotte : le Passage des tentes

aux malsons : la Rivière sèche : 19

h. : Cinéma russe et soviétique : le

Re tour de Maxine, de G. Kozintsev

et L. Z. Trauberg : 21 h. : Hommage

à Ozu : Crépules et anbes

SAMEDI 15 MARS

15 h. : Cinéma Italien : Scuscia

de V. de Sica : 17 h. : Hommage à

A. Lamotte : le Passage des tentes

VENREDI 14 MARS

15 h. : L'œuvre de Jancsó : Con-

tato : 17 h. : Hommage à A. Lam-

otte : le Passage des tentes aux mal-

sons : la Rivière sèche : 19 h. :

Cinéma russe et soviétique : le Re-

tour de Maxine, de G. Kozintsev et

L. Z. Trauberg : 21 h. : Hommage

à Ozu : Crépules et anbes

SAMEDI 15 MARS

15 h. et 21 h. : L'œuvre de Jancsó

(15 h. : Hommage à A. Lamotte :

le Passage des tentes aux mal-

sons : la Rivière sèche : 19 h. :

Cinéma russe et soviétique : le Re-

tour de Maxine, de G. Kozintsev et

L. Z. Trauberg : 21 h. : Hommage

à Ozu : Crépules et anbes

DIMANCHE 16 MARS

15 h. : L'œuvre de Jancsó : Rou-

ges : 17 h. : Hommage à A. Lamotte

à A. Lamotte : le Passage des tentes

aux malsons : la Rivière sèche : 19

h. : Cinéma russe et soviétique : le

Re tour de Maxine, de G. Kozintsev

et L. Z. Trauberg : 21 h. : Hommage

à Ozu : Crépules et anbes

JEUDI 13 MARS

15 h. : Cinéma Italien : Scuscia

de V. de Sica : 17 h. : Hommage à

A. Lamotte : le Passage des tentes

aux malsons : la Rivière sèche : 19

h. : Cinéma russe et soviétique : le

Re tour de Maxine, de G. Kozintsev

et L. Z. Trauberg : 21 h. : Hommage

à Ozu : Crépules et anbes

SAMEDI 15 MARS

15 h. : Cinéma Italien : Scuscia

de V. de Sica : 17 h. : Hommage à

A. Lamotte : le Passage des tentes

aux malsons : la Rivière sèche : 19

h. : Cinéma russe et soviétique : le

Re tour de Maxine, de G. Kozintsev

et L. Z. Trauberg : 21 h. : Hommage

à Ozu : Crépules et anbes

DIMANCHE 16 MARS

15 h. : Cinéma Italien : Scuscia

de V. de Sica : 17 h. : Hommage à

A. Lamotte : le Passage des tentes

aux malsons : la Rivière sèche : 19

h. : Cinéma russe et soviétique : le

Re tour de Maxine, de G. Kozintsev

et L. Z. Trauberg : 21 h. : Hommage

à Ozu : Crépules et anbes

JEUDI 13 MARS

15 h. : Cinéma Italien : Scuscia

de V. de Sica : 17 h. : Hommage à

A. Lamotte : le Passage des tentes

aux malsons : la Rivière sèche : 19

h. : Cinéma russe et soviétique : le

Re tour de Maxine, de G. Kozintsev

et L. Z. Trauberg : 21 h. : Hommage

à Ozu : Crépules et anbes

SAMEDI 15 MARS

15 h. : Cinéma Italien : Scuscia

de V. de Sica : 17 h. : Hommage à

A. Lamotte : le Passage des tentes

aux malsons : la Rivière sèche : 19

h. : Cinéma russe et soviétique : le

Re tour de Maxine, de G. Kozintsev

et L. Z. Trauberg : 21 h. : Hommage

à Ozu : Crépules et anbes

DIMANCHE 16 MARS

15 h. : Cinéma Italien : Scuscia

de V. de Sica : 17 h. : Hommage à

A. Lamotte : le Passage des tentes

aux malsons : la Rivière sèche : 19

h. : Cinéma russe et soviétique : le

Re tour de Maxine, de G. Kozintsev

et L. Z. Trauberg : 21 h. : Hommage

à Ozu : Crépules et anbes

JEUDI 13 MARS

15 h. : Cinéma Italien : Scuscia

de V. de Sica : 17 h. : Hommage à

A. Lamotte : le Passage des tentes

aux malsons : la Rivière sèche : 19

h. : Cinéma russe et soviétique : le

Re tour de Maxine, de G. Kozintsev

et L. Z. Trauberg : 21 h. : Hommage

à Ozu : Crépules et anbes

SAMEDI 15 MARS

15 h. : Cinéma Italien : Scuscia

de V. de Sica : 17 h. : Hommage à

A. Lamotte : le Passage des tentes

VENREDI 14 MARS

15 h. : L'œuvre de Jancsó : Con-

tato : 17 h. : Hommage à A. Lam-

otte : le Passage des tentes aux mal-

sons : la Rivière sèche : 19 h. :

Cinéma russe et soviétique : le Re-

tour de Maxine, de G. Kozintsev et

L. Z. Trauberg : 21 h. : Hommage

à Ozu : Crépules et anbes

SAMEDI 15 MARS

15 h. et 21 h. : L'œuvre de Jancsó

(15 h. : Hommage à A. Lamotte :

le Passage des tentes aux mal-

sons : la Rivière sèche : 19 h. :

Cinéma russe et soviétique : le Re-

tour de Maxine, de G. Kozintsev et

L. Z. Trauberg : 21 h. : Hommage

à Ozu : Crépules et anbes

DIMANCHE 16 MARS

15 h. : L'œuvre de Jancsó : Rou-

ges : 17 h. : Hommage à A. Lamotte

à A. Lamotte : le Passage des tentes

aux malsons : la Rivière sèche : 19

h. : Cinéma russe et soviétique : le

Re tour de Maxine, de G. Kozintsev

et L. Z. Trauberg : 21 h. : Hommage

à Ozu : Crépules et anbes

JEUDI 13 MARS

15 h. : Cinéma Italien : Scuscia

de V. de Sica : 17 h. : Hommage à

A. Lamotte : le Passage des tentes

Cinéma

(V.I.) : Madeline, 8 (742-08-13), Nation, 12 (242-04-07), Richelieu, 12 (242-04-07), Clichy-Pascha, 12 (242-04-07), Gaumont-Convent, 12 (242-04-07).
LE PROCE (A. V.O.) : Broadway, 12 (242-04-07).
LES FRODOUCQUES (A. V.O.) : George-V, 8 (242-04-07).
QUIN VIVA MEXICO (Sov. V.O.) : Bonaparte, 8 (242-04-07).
LES RAINES DE LA COULEUR (A. V.O.) : Studio de l'Étoile, 17 (242-04-07).
FRANCAIS GESTURE (A. V.O.) : Lucerna, 8 (242-04-07).
SOLEIL ROUGE (Fr.) : Madorado, 10 (242-04-07).
TOMER LES FILLES ET TARE-TOI (A. V.O.) : Burlesque Point Show, 8 (242-04-07).
TOUS CE VOUS AVEZ TOUJOURS (A. V.O.) : Cinoche Saint-Germain, 8 (242-04-07).
L'ULTIME RAZZIA (A. V.O.) : Lucerna, 8 (242-04-07).
UN AMOUR DE COCCINELLE (A. V.O.) : Rex, 12 (242-04-07).
LES RAINES DE LA COULEUR (A. V.O.) : Rex, 12 (242-04-07).
LE TROISIEME HOMME (Ang. V.O.) : Action-Scoops, 8 (242-04-07).
VIVRE (Jap. V.O.) : 14 Juillet, Paris-Mag, 8 (242-04-07).
LES VALERIEUX (Fr.) : Balzac, 8 (242-04-07).
WOODSTOCK (A. V.O.) : Palace, George-V, 12 (242-04-07).

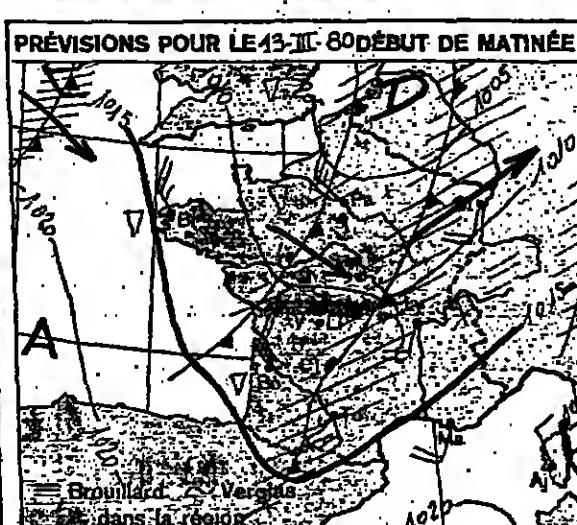
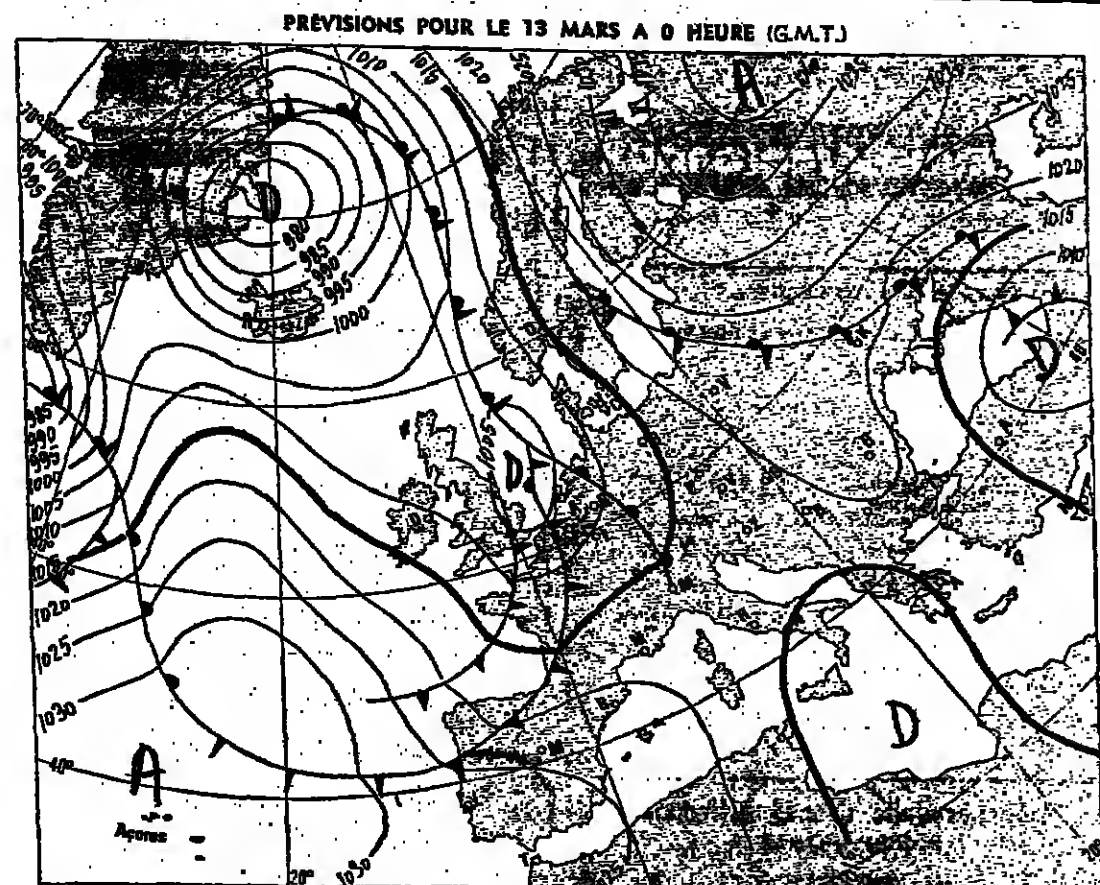
Les séances spéciales
AMERICAN GRAFFITI LA SUITE (A. V.O.) : Luxembourg, 8 (242-04-07).
LE CHASSEUR D'OMÈGAS (A. V.O.) : Olympia, 14 (242-04-07).
LES CYCLES (A. V.O.) : les Tourneurs, 14 (242-04-07).
LES DESAERD'S DE L'ESPEVE (A. V.O.) : Olympia, 14 (242-04-07).
DUEL D'ASTRES (A. V.O.) : Olympia, 14 (242-04-07).
L'AMOUR DES SEIGNEURS (Jap. V.O.) : Olympia, 14 (242-04-07).
FRITZ THE CAT (A. V.O.) : Saint-André-des-Arts, 8 (242-04-07).
HEUREUX COMME UN REBE DANS L'EAU (Fr.) : la Claf, 5 (242-04-07).
LES LARMES AMERES DE PETERA VON KANT (A. V.O.) : Olympia, 14 (242-04-07).
MACADAM COW-BOY (A. V.O.) : Luxembourg, 8 (242-04-07).
REGGAR SUNSLASH (A. V.O.) : la Seine, 8 (242-04-07).
SEIGNEURS DE SANG (A. V.O.) : Acadia, 17 (242-04-07).
YESS (Fr.-Brit. V. Ang.) : Olympia Saint-Germain, 8 (242-04-07).
UN TRAINWAY NORME DESIR (A. V.O.) : Olympia Saint-Germain, 8 (242-04-07).

Festival
A. HITCHCOCK, V.O., New-Yorker, 8 (242-04-07).
R. BRUNSON, Denfert, 14 (242-04-07).
MARGUERITE DURAS, Le Seine, 8 (242-04-07).
FILM P.S.U., Palais des Arts, 8 (242-04-07).
ALBERT LAMORISSE, Palace, Orléans, 12 (242-04-07).
FRANÇOIS TRUFFAUT, Olympia, 14 (242-04-07).
J. TATI, Grand - Paris, 12 (242-04-07).

LES VACANCES DE M. HUILOT, mar. dim. : 12 h. 30 : 14 h. 30 : 16 h. 30 : 18 h. 30 : 20 h. 30 : 22 h. 30 : 24 h. 30 : 26 h. 30 : 28 h. 30 : 30 h. 30 : 32 h. 30 : 34 h. 30 : 36 h. 30 : 38 h. 30 : 40 h. 30 : 42 h. 30 : 44 h. 30 : 46 h. 30 : 48 h. 30 : 50 h. 30 : 52 h. 30 : 54 h. 30 : 56 h. 30 : 58 h. 30 : 60 h. 30 : 62 h. 30 : 64 h. 30 : 66 h. 30 : 68 h. 30 : 70 h. 30 : 72 h. 30 : 74 h. 30 : 76 h. 30 : 78 h. 30 : 80 h. 30 : 82 h. 30 : 84 h. 30 : 86 h. 30 : 88 h. 30 : 90 h. 30 : 92 h. 30 : 94 h. 30 : 96 h. 30 : 98 h. 30 : 100 h. 30 : 102 h. 30 : 104 h. 30 : 106 h. 30 : 108 h. 30 : 110 h. 30 : 112 h. 30 : 114 h. 30 : 116 h. 30 : 118 h. 30 : 120 h. 30 : 122 h. 30 : 124 h. 30 : 126 h. 30 : 128 h. 30 : 130 h. 30 : 132 h. 30 : 134 h. 30 : 136 h. 30 : 138 h. 30 : 140 h. 30 : 142 h. 30 : 144 h. 30 : 146 h. 30 : 148 h. 30 : 150 h. 30 : 152 h. 30 : 154 h. 30 : 156 h. 30 : 158 h. 30 : 160 h. 30 : 162 h. 30 : 164 h. 30 : 166 h. 30 : 168 h. 30 : 170 h. 30 : 172 h. 30 : 174 h. 30 : 176 h. 30 : 178 h. 30 : 180 h. 30 : 182 h. 30 : 184 h. 30 : 186 h. 30 : 188 h. 30 : 190 h. 30 : 192 h. 30 : 194 h. 30 : 196 h. 30 : 198 h. 30 : 200 h. 30 : 202 h. 30 : 204 h. 30 : 206 h. 30 : 208 h. 30 : 210 h. 30 : 212 h. 30 : 214 h. 30 : 216 h. 30 : 218 h. 30 : 220 h. 30 : 222 h. 30 : 224 h. 30 : 226 h. 30 : 228 h. 30 : 230 h. 30 : 232 h. 30 : 234 h. 30 : 236 h. 30 : 238 h. 30 : 240 h. 30 : 242 h. 30 : 244 h. 30 : 246 h. 30 : 248 h. 30 : 250 h. 30 : 252 h. 30 : 254 h. 30 : 256 h. 30 : 258 h. 30 : 260 h. 30 : 262 h. 30 : 264 h. 30 : 266 h. 30 : 268 h. 30 : 270 h. 30 : 272 h. 30 : 274 h. 30 : 276 h. 30 : 278 h. 30 : 280 h. 30 : 282 h. 30 : 284 h. 30 : 286 h. 30 : 288 h. 30 : 290 h. 30 : 292 h. 30 : 294 h. 30 : 296 h. 30 : 298 h. 30 : 300 h. 30 : 302 h. 30 : 304 h. 30 : 306 h. 30 : 308 h. 30 : 310 h. 30 : 312 h. 30 : 314 h. 30 : 316 h. 30 : 318 h. 30 : 320 h. 30 : 322 h. 30 : 324 h. 30 : 326 h. 30 : 328 h. 30 : 330 h. 30 : 332 h. 30 : 334 h. 30 : 336 h. 30 : 338 h. 30 : 340 h. 30 : 342 h. 30 : 344 h. 30 : 346 h. 30 : 348 h. 30 : 350 h. 30 : 352 h. 30 : 354 h. 30 : 356 h. 30 : 358 h. 30 : 360 h. 30 : 362 h. 30 : 364 h. 30 : 366 h. 30 : 368 h. 30 : 370 h. 30 : 372 h. 30 : 374 h. 30 : 376 h. 30 : 378 h. 30 : 380 h. 30 : 382 h. 30 : 384 h. 30 : 386 h. 30 : 388 h. 30 : 390 h. 30 : 392 h. 30 : 394 h. 30 : 396 h. 30 : 398 h. 30 : 400 h. 30 : 402 h. 30 : 404 h. 30 : 406 h. 30 : 408 h. 30 : 410 h. 30 : 412 h. 30 : 414 h. 30 : 416 h. 30 : 418 h. 30 : 420 h. 30 : 422 h. 30 : 424 h. 30 : 426 h. 30 : 428 h. 30 : 430 h. 30 : 432 h. 30 : 434 h. 30 : 436 h. 30 : 438 h. 30 : 440 h. 30 : 442 h. 30 : 444 h. 30 : 446 h. 30 : 448 h. 30 : 450 h. 30 : 452 h. 30 : 454 h. 30 : 456 h. 30 : 458 h. 30 : 460 h. 30 : 462 h. 30 : 464 h. 30 : 466 h. 30 : 468 h. 30 : 470 h. 30 : 472 h. 30 : 474 h. 30 : 476 h. 30 : 478 h. 30 : 480 h. 30 : 482 h. 30 : 484 h. 30 : 486 h. 30 : 488 h. 30 : 490 h. 30 : 492 h. 30 : 494 h. 30 : 496 h. 30 : 498 h. 30 : 500 h. 30 : 502 h. 30 : 504 h. 30 : 506 h. 30 : 508 h. 30 : 510 h. 30 : 512 h. 30 : 514 h. 30 : 516 h. 30 : 518 h. 30 : 520 h. 30 : 522 h. 30 : 524 h. 30 : 526 h. 30 : 528 h. 30 : 530 h. 30 : 532 h. 30 : 534 h. 30 : 536 h. 30 : 538 h. 30 : 540 h. 30 : 542 h. 30 : 544 h. 30 : 546 h. 30 : 548 h. 30 : 550 h. 30 : 552 h. 30 : 554 h. 30 : 556 h. 30 : 558 h. 30 : 560 h. 30 : 562 h. 30 : 564 h. 30 : 566 h. 30 : 568 h. 30 : 570 h. 30 : 572 h. 30 : 574 h. 30 : 576 h. 30 : 578 h. 30 : 580 h. 30 : 582 h. 30 : 584 h. 30 : 586 h. 30 : 588 h. 30 : 590 h. 30 : 592 h. 30 : 594 h. 30 : 596 h. 30 : 598 h. 30 : 600 h. 30 : 602 h. 30 : 604 h. 30 : 606 h. 30 : 608 h. 30 : 610 h. 30 : 612 h. 30 : 614 h. 30 : 616 h. 30 : 618 h. 30 : 620 h. 30 : 622 h. 30 : 624 h. 30 : 626 h. 30 : 628 h. 30 : 630 h. 30 : 632 h. 30 : 634 h. 30 : 636 h. 30 : 638 h. 30 : 640 h. 30 : 642 h. 30 : 644 h. 30 : 646 h. 30 : 648 h. 30 : 650 h. 30 : 652 h. 30 : 654 h. 30 : 656 h. 30 : 658 h. 30 : 660 h. 30 : 662 h. 30 : 664 h. 30 : 666 h. 30 : 668 h. 30 : 670 h. 30 : 672 h. 30 : 674 h. 30 : 676 h. 30 : 678 h. 30 : 680 h. 30 : 682 h. 30 : 684 h. 30 : 686 h. 30 : 688 h. 30 : 690 h. 30 : 692 h. 30 : 694 h. 30 : 696 h. 30 : 698 h. 30 : 700 h. 30 : 702 h. 30 : 704 h. 30 : 706 h. 30 : 708 h. 30 : 710 h. 30 : 712 h. 30 : 714 h. 30 : 716 h. 30 : 718 h. 30 : 720 h. 30 : 722 h. 30 : 724 h. 30 : 726 h. 30 : 728 h. 30 : 730 h. 30 : 732 h. 30 : 734 h. 30 : 736 h. 30 : 738 h. 30 : 740 h. 30 : 742 h. 30 : 744 h. 30 : 746 h. 30 : 748 h. 30 : 750 h. 30 : 752 h. 30 : 754 h. 30 : 756 h. 30 : 758 h. 30 : 760 h. 30 : 762 h. 30 : 764 h. 30 : 766 h. 30 : 768 h. 30 : 770 h. 30 : 772 h. 30 : 774 h. 30 : 776 h. 30 : 778 h. 30 : 780 h. 30 : 782 h. 30 : 784 h. 30 : 786 h. 30 : 788 h. 30 : 790 h. 30 : 792 h. 30 : 794 h. 30 : 796 h. 30 : 798 h. 30 : 800 h. 30 : 802 h. 30 : 804 h. 30 : 806 h. 30 : 808 h. 30 : 810 h. 30 : 812 h. 30 : 814 h. 30 : 816 h. 30 : 818 h. 30 : 820 h. 30 : 822 h. 30 : 824 h. 30 : 826 h. 30 : 828 h. 30 : 830 h. 30 : 832 h. 30 : 834 h. 30 : 836 h. 30 : 838 h. 30 : 840 h. 30 : 842 h. 30 : 844 h. 30 : 846 h. 30 : 848 h. 30 : 850 h. 30 : 852 h. 30 : 854 h. 30 : 856 h. 30 : 858 h. 30 : 860 h. 30 : 862 h. 30 : 864 h. 30 : 866 h. 30 : 868 h. 30 : 870 h. 30 : 872 h. 30 : 874 h. 30 : 876 h. 30 : 878 h. 30 : 880 h. 30 : 882 h. 30 : 884 h. 30 : 886 h. 30 : 888 h. 30 : 890 h. 30 : 892 h. 30 : 894 h. 30 : 896 h. 30 : 898 h. 30 : 900 h. 30 : 902 h. 30 : 904 h. 30 : 906 h. 30 : 908 h. 30 : 910 h. 30 : 912 h. 30 : 914 h. 30 : 916 h. 30 : 918 h. 30 : 920 h. 30 : 922 h. 30 : 924 h. 30 : 926 h. 30 : 928 h. 30 : 930 h. 30 : 932 h. 30 : 934 h. 30 : 936 h. 30 : 938 h. 30 : 940 h. 30 : 942 h. 30 : 944 h. 30 : 946 h. 30 : 948 h. 30 : 950 h. 30 : 952 h. 30 : 954 h. 30 : 956 h. 30 : 958 h. 30 : 960 h. 30 : 962 h. 30 : 964 h. 30 : 966 h. 30 : 968 h. 30 : 970 h. 30 : 972 h. 30 : 974 h. 30 : 976 h. 30 : 978 h. 30 : 980 h. 30 : 982 h. 30 : 984 h. 30 : 986 h. 30 : 988 h. 30 : 990 h. 30 : 992 h. 30 : 994 h. 30 : 996 h. 30 : 998 h. 30 : 1000 h. 30 : 1002 h. 30 : 1004 h. 30 : 1006 h. 30 : 1008 h. 30 : 1010 h. 30 : 1012 h. 30 : 1014 h. 30 : 1016 h. 30 : 1018 h. 30 : 1020 h. 30 : 1022 h. 30 : 1024 h. 30 : 1026 h. 30 : 1028 h. 30 : 1030 h. 30 : 1032 h. 30 : 1034 h. 30 : 1036 h. 30 : 1038 h. 30 : 1040 h. 30 : 1042 h. 30 : 1044 h. 30 : 1046 h. 30 : 1048 h. 30 : 1050 h. 30 : 1052 h. 30 : 1054 h. 30 : 1056 h. 30 : 1058 h. 30 : 1060 h. 30 : 1062 h. 30 : 1064 h. 30 : 1066 h. 30 : 1068 h. 30 : 1070 h. 30 : 1072 h. 30 : 1074 h. 30 : 1076 h. 30 : 1078 h. 30 : 1080 h. 30 : 1082 h. 30 : 1084 h. 30 : 1086 h. 30 : 1088 h. 30 : 1090 h. 30 : 1092 h. 30 : 1094 h. 30 : 1096 h. 30 : 1098 h. 30 : 1100 h. 30 : 1102 h. 30 : 1104 h. 30 : 1106 h. 30 : 1108 h. 30 : 1110 h. 30 : 1112 h. 30 : 1114 h. 30 : 1116 h. 30 : 1118 h. 30 : 1120 h. 30 : 1122 h. 30 : 1124 h. 30 : 1126 h. 30 : 1128 h. 30 : 1130 h. 30 : 1132 h. 30 : 1134 h. 30 : 1136 h. 30 : 1138 h. 30 : 1140 h. 30 : 1142 h. 30 : 1144 h. 30 : 1146 h. 30 : 1148 h. 30 : 1150 h. 30 : 1152 h. 30 : 1154 h. 30 : 1156 h. 30 : 1158 h. 30 : 1160 h. 30 : 1162 h. 30 : 1164 h. 30 : 1166 h. 30 : 1168 h. 30 : 1170 h. 30 : 1172 h. 30 : 1174 h. 30 : 1176 h. 30 : 1178 h. 30 : 1180 h. 30 : 1182 h. 30 : 1184 h. 30 : 1186 h. 30 : 1188 h. 30 : 1190 h. 30 : 1192 h. 30 : 1194 h. 30 : 1196 h. 30 : 1198 h. 30 : 1200 h. 30 : 1202 h. 30 : 1204 h. 30 : 1206 h. 30 : 1208 h. 30 : 1210 h. 30 : 1212 h. 30 : 1214 h. 30 : 1216 h. 30 : 1218 h. 30 : 1220 h. 30 : 1222 h. 30 : 1224 h. 30 : 1226 h. 30 : 1228 h. 30 : 1230 h. 30 : 1232 h. 30 : 1234 h. 30 : 1236 h. 30 : 1238 h. 30 : 1240 h. 30 : 1242 h. 30 : 1244 h. 30 : 1246 h. 30 : 1248 h. 30 : 1250 h. 30 : 1252 h. 30 : 1254 h. 30 : 1256 h. 30 : 1258 h. 30 : 1260 h. 30 : 1262 h. 30 : 1264 h. 30 : 1266 h. 30 : 1268 h. 30 : 1270 h. 30 : 1272 h. 30 : 1274 h. 30 : 1276 h. 30 : 1278 h. 30 : 1280 h. 30 : 1282 h. 30 : 1284 h. 30 : 1286 h. 30 : 1288 h. 30 : 1290 h. 30 : 1292 h. 30 : 1294 h. 30 : 1296 h. 30 : 1298 h. 30 : 1300 h. 30 : 1302 h. 30 : 1304 h. 30 : 1306 h. 30 : 1308 h. 30 : 1310 h. 30 : 1312 h. 30 : 1314 h. 30 : 1316 h. 30 : 1318 h. 30 : 1320 h. 30 : 1322 h. 30 : 1324 h. 30 : 1326 h. 30 : 1328 h. 30 : 1330 h. 30 : 1332 h. 30 : 1334 h. 30 : 1336 h. 30 : 1338 h. 30 : 1340 h. 30 : 1342 h. 30 : 1344 h. 30 : 1346 h. 30 : 1348 h. 30 : 1350 h. 30 : 1352 h. 30 : 1354 h. 30 : 1356 h. 30 : 1358 h. 30 : 1360 h. 30 : 1362 h. 30 : 1364 h. 30 : 1366 h. 30 : 1368 h. 30 : 1370 h. 30 : 1372 h. 30 : 1374 h. 30 : 1376 h. 30 : 1378 h. 30 : 1380 h. 30 : 1382 h. 30 : 1384 h. 30 : 1386 h. 30 : 1388 h. 30 : 1390 h. 30 : 1392 h. 30 : 1394 h. 30 : 1396 h. 30 : 1398 h. 30 : 1400 h. 30 : 1402 h. 30 : 1404 h. 30 : 1406 h. 30 : 1408 h. 30 : 1410 h. 30 : 1412 h. 30 : 1414 h. 30 : 1416 h. 30 : 1418 h. 30 : 1420 h. 30 : 1422 h. 30 : 1424 h. 30 : 1426 h. 30 : 1428 h. 30 : 1430 h. 30 : 1432 h. 30 : 1434 h. 30 : 1436 h. 30 : 1438 h. 30 : 1440 h. 30 : 1442 h. 30 : 1444 h. 30 : 1446 h. 30 : 1448 h. 30 : 1450 h. 30 : 1452 h. 30 : 1454 h. 30 : 1456 h. 30 : 1458 h. 30 : 1460 h. 30 : 1462 h. 30 : 1464 h. 30 : 1466 h. 30 : 1468 h. 30 : 1470 h. 30 : 1472 h. 30 : 1474 h. 30 : 1476 h. 30 : 1478 h. 30 : 1480 h. 30 : 1482 h. 30 : 1484 h. 30 : 1486 h. 30 : 1488 h. 30 : 1490 h. 30 : 1492 h. 30 : 1494 h. 30 : 1496 h. 30 : 1498 h. 30 : 1500 h. 30 : 1502 h. 30 : 1504 h. 30 : 1506 h. 30 : 1508 h. 30 : 1510 h. 30 : 1512 h. 30 : 1514 h. 30 : 1516 h. 30 : 1518 h. 30 : 1520 h. 30 : 1522 h. 30 : 1524 h. 30 : 1526 h. 30 : 1528 h. 30 : 1530 h. 30 : 1532 h. 30 : 1534 h. 30 : 1536 h. 30 : 1538 h. 30 : 1540 h. 30 : 1542 h. 30 : 1544 h. 30 : 1546 h. 30 : 1548 h. 30 : 1550 h. 30 : 1552 h. 30 : 1554 h. 30 : 1556 h. 30 : 1558 h. 30 : 1560 h. 30 : 1562 h. 30 : 1564 h. 30 : 1566 h. 30 : 1568 h. 30 : 1570 h. 30 : 1572 h. 30 : 1574 h. 30 : 1576 h. 30 : 1578 h. 30 : 1580 h. 30 : 1582 h. 30 : 1584 h. 30 : 1586 h. 30 : 1588 h. 30 : 1590 h. 30 : 1592 h. 30 : 1594 h. 30 : 1596 h. 30 : 1598 h. 30 : 1600 h. 30 : 1602 h. 30 : 1604 h. 30 : 1606 h. 30 : 1608 h. 30 : 1610 h. 30 : 1612 h. 30 : 1614 h. 30 : 1616 h. 30 : 1618 h. 30 : 1620 h. 30 : 1622 h. 30 : 1624 h. 30 : 1626 h. 30 : 1628 h. 30 : 1630 h. 30 : 1632 h. 30 : 1634 h. 30 : 1636 h. 30 : 1638 h. 30 : 1640 h. 30 : 1642 h. 30 : 1644 h. 30 : 1646 h. 30 : 1648 h. 30 : 1650 h. 30 : 1652 h. 30 : 1654 h. 30 : 1656 h. 30 : 1658 h. 30 : 1660 h. 30 : 1662 h. 30 : 1664 h. 30 : 1666 h. 30 : 1668 h. 30 : 1670 h. 30 : 1672 h. 30 : 1674 h. 30 : 1676 h. 30 : 1678 h. 30 : 1680 h. 30 : 1682 h. 30 : 1684 h. 30 : 1686 h. 30 : 1688 h. 30 : 1690 h. 30 : 1692 h. 30 : 1694 h. 30 : 1696 h. 30 : 1698 h. 30 : 1700 h. 30 : 1702 h. 30 : 1704 h. 30 : 1706 h. 30 : 1708 h. 30 : 1710 h. 30 : 1712 h. 30 : 1714 h. 30 : 1716 h. 30 : 1718 h. 30 : 1720 h. 30 : 1722 h. 30 : 1724 h. 30 : 1726 h. 30 : 1728 h. 30 : 1730 h. 30 : 1732 h. 30 : 1734 h. 30 : 1736 h. 30 : 1738 h. 30 : 1740 h. 30 : 1742 h. 30 : 1744 h. 30 : 1746 h. 30 : 1748 h. 30 : 1750 h. 30 : 1752 h. 30 : 1754 h. 30 : 1756 h. 30 : 1758 h. 30 : 1760 h. 30 : 1762 h. 30 : 1764 h. 30 : 1766 h. 30 : 1768 h. 30 : 1770 h. 30 : 1772 h. 30 : 1774 h. 30 : 1776 h. 30 : 1778 h. 30 : 1780 h. 30 : 1782 h. 30 : 1784 h. 30 : 1786 h. 30 : 1788 h. 30 : 1790 h. 30 : 1792 h. 30 : 1794 h. 30 : 1796 h. 30 : 1798 h. 30 : 1800 h. 30 : 1802 h. 30 : 1804 h. 30 : 1806 h. 30 : 1808 h. 30 : 1810 h. 30 : 1812 h. 30 : 1814 h. 30 : 1816 h. 30 : 1818 h. 30 : 1820 h. 30 : 1822 h. 30 : 1824 h. 30 : 1826 h. 30 : 1828 h. 30 : 1830 h. 30 : 1832 h. 30 : 1834 h. 30 : 1836 h. 30 : 1838 h. 30 : 1840 h. 30 : 1842 h. 30 : 1844 h. 30 : 1846 h. 30 : 1848 h. 30 : 1850 h. 30 : 1852 h. 30 : 1854 h. 30 : 1856 h. 30 : 1858 h. 30 : 1860 h. 30 : 1862 h. 30 : 1864 h. 30 : 1866 h. 30 : 1868 h. 30 : 1870 h. 30 : 1872 h. 30 : 1874 h. 30 : 1876 h. 30 : 1878 h. 30 : 1880 h. 30 : 1882 h. 30 : 1884 h. 30 : 1886 h. 30 : 1888 h. 30 : 1890 h. 30 : 1892 h. 30 : 1894 h. 30 : 1896 h. 30 : 1898 h. 30 : 1900 h. 30 : 1902 h. 30 : 1904 h. 30 : 1906 h. 30 : 1908 h. 30 : 1910 h. 30 : 1912 h. 30 : 1914 h. 30 : 1916 h. 30 : 1918 h. 30 : 1920 h. 30 : 1922 h. 30 : 1924 h. 30 : 1926 h. 30 : 1928 h. 30 : 1930 h. 30 : 1932 h. 30 : 1934 h. 30 : 1936 h. 30 : 1938 h. 30 : 1940 h. 30 : 1942 h. 30 : 1944 h. 30 : 1946 h. 30 : 1948 h. 30 : 1950 h. 30 : 1952 h. 30 : 1954 h. 30 : 1956 h. 30 : 1958 h. 30 : 1960 h. 30 : 1962 h. 30 : 1964 h. 30 : 1966 h. 30 : 1968 h. 30 : 1970 h. 30 : 1972 h. 30 : 1974 h. 30 : 1976 h. 30 : 1978 h. 30 : 1980 h. 30 : 1982 h. 30 : 1984 h. 30 : 1986 h. 30 : 1988 h. 30 : 1990 h. 30 : 1992 h. 30 : 1994 h. 30 : 1996 h. 30 : 1998 h. 30 : 2000 h. 30 : 2002 h. 30 : 2004 h. 30 : 2006 h. 30 : 2008 h. 30 : 2010 h. 30 : 2012 h. 30 : 2014 h. 30 : 2016 h. 30 : 2018 h. 30 : 2020 h. 30 : 2022 h. 30 : 2024 h. 30 : 2

«SERVICES»

MÉTÉOROLOGIE



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)
 — Zones de pluie ou neige — Averse — Orage — Brouillard — Verges
 — Flèche indiquant la direction d'où vient le vent Force du vent : 5 nœuds / 10 nœuds / 50 nœuds
 — Sens de la marche des fronts — Front chaud — Front froid — Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 12 mars à 8 heures et le jeudi 13 mars à 24 heures :
 La perturbation venue de l'Atlantique, qui atteindra mercredi matin l'ouest de la France et les îles Britanniques, sera freinée dans sa partie septentrionale par les hautes pressions de Russie. Sa partie méridionale continuera à progresser vers la Méditerranée ; elle sera suivie

par la zone-ouest de masses d'air nettement plus froid et instable. Jeudi matin, la zone pluvieuse, soulevée à cette perturbation sera située des Ardennes et des Vosges aux Pyrénées et au golfe du Lion (haute vers 1200-1500 mètres). Le soir, cette zone de temps nuageux s'étant lentement déplacée vers l'est, affectera encore les régions comprises entre les Vosges-Alpes et la péninsule méditerranéenne. Plus à l'ouest, le temps sera un peu plus variable.

Les vents, de sud-ouest avant le passage de la perturbation, tourneront ensuite au nord-ouest ; ils se renforceraient pour devenir assez forts sur les côtes.
 Les températures minimales seront en hausse des Pyrénées centrales et de la Méditerranée aux frontières du Nord et du Nord-Est ; les températures diurnes baisseront assez sensiblement sur la moitié nord-ouest du pays.
 Mercredi 13 mars, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris de 1029,2 millibars, soit 753,5 millimètres de mercure.

Températures : Ce premier chapitre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 12 mars ; le second, le minimum de la nuit du 12 au 13 :
 Albi, 12 et 8 ; Bordeaux, 10 et 6 ; Bourges, 8 et 1 ; Brétigny, 10 et 6 ; Clermont-Ferrand, 8 et 1 ; Dijon, 8 et 0 ; Grenoble, 9 et 0 ; Lille, 8 et 3 ; Lyon, 8 et 0 ; Marseille, 13 et 1 ; Nancy, 8 et 1 ; Nantes, 8 et 7 ; Nice, 18 et 6 ; Paris-Le Bourget, 8 et 3 ; Pau, 11 et 5 ; Perpignan, 12 et 7 ; Rennes, 8 et 7 ; Strasbourg, 10 et 2 ; Tours, 8 et 0 ; Toulouse, 10 et 8 ; Valence-Air, 10 et 2.
 Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 9 degrés ; Amsterdam, 8 et 3 ; Athènes, 12 et 8 ; Berlin, 3 et 1 ; Bonn, 8 et 3 ; Bruxelles, 10 et 3 ; Le Caire, 22 et 18 ; Casablanca, 20 et 16 ; Copenhague, 1 et 1 ; Genève, 8 et 1 ; Lisbonne, 21 et 10 ; Londres, 10 et 1 ; Madrid, 18 et 7 ; Moscou, 8 et 1 ; New-York, 12 et 10 ; Paris-Le Bourget, 12 et 8 ; Rome, 18 et 7 ; Stockholm, 1 et 1 ; Téhéran, 15 et 2.
 (Documents établis avec le rapport technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 12 mars 1980 :
DES DECRETS
 • Unifiant les modalités de paiement des arrérages de la retraite du combattant.
 • Modifiant le décret du 25 janvier 1979 portant codification et modification des textes réglementaires concernant les forêts.
 • Modifiant le décret du 21 juillet 1961 relatif aux dispositions statutaires applicables au personnel navigant de la formation aéronautique, du travail aérien et des transports.
DES ARRÊTES
 • Fixant le taux d'intérêt des obligations cautionnées ;

• Portant mise en œuvre de la procédure d'information prévue à l'article L. 421, alinéa 6, du code de la Sécurité sociale (Dispositions générales étendues de prévention contre les accidents du travail et les maladies professionnelles dans les activités relevant des industries des cuirs et peaux).
 D'autre part, le Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses du 12 mars publie des arrêtés accordant des récompenses pour actes de courage et de dévouement, portant attribution et radiation de la médaille d'honneur de la police française et de la médaille d'honneur des douanes.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2627

1	2	3	4	5	6	7	8	9
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT
 I. On n'y a rien à louer.
 II. Permet de garder des arêtes saines.
 III.endroit où il vaut mieux ne pas mettre les pieds ; utile pour calculer un quotient.
 IV. Bourvins loqué.
 V. Les adjoints, par exemple : Mts en marche.
 VI. Peut qualifier un certain point.
 VII. Bais du Japon ; d'un verbe qui évoque une exigence.
 VIII. Peut être assimilé à tout ce qui est comode.
 IX. Echange de timbres ;

VERTICALEMENT
 1. Sont très utiles pour ceux qui veulent glisser.
 2. Peut être au service d'une rose : Comme un méchant, selon Diderot.
 3. En évitant de se mouiller.
 4. Comme du velours, parfois ; d'un auxiliaire.
 5. Vient de rbe : Nom donné à un degré.
 6. Grand quand il y a de la pette ; Possessif ; Deuxième d'une série.
 7. Peut être souverain ; Donné quand il n'y a rien à reprendre.
 8. Article ; Enverra ailleurs.
 9. Est aussi utile que le bec ; Economiste français.

Solution du problème n° 2626
Horizontalement
 I. Décapodes. — II. Etages. — III. Gare. — IV. Upas. — V. Sec. — VI. Anis. — VII. Anis. — VIII. Tare. — IX. Epices. — X. Or. — XI. Masse. — XII. Masse.
Verticalement
 1. Dégustation. — 2. Etape. — 3. RA. — 4. Caractère. — 5. Pé. — 6. Ages. — 7. Déclat. — 8. Est. — 9. Réussite. — 10. Sère. — 11. La.

VAL D'ISERE
 Office de Tourisme
 Tél. : (79) 06.10.83

Écrits par le S.A.T.T. le Monde.
 Gérance : Jacques Fauriol, directeur de la publication, Jacques Fauriol.
 Impression : du « Monde » 3, r. des Italiens PARIS-IX.
 Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
 Commission paritaire n° 3742.

FORMATION

MILLE STAGES POUR LES CADRES DES HAUTS-DE-SEINE

Les Hauts-de-Seine ont un taux de chômage particulièrement bas : de 4,6 %. Pourtant c'est le premier département à financer des stages de formation professionnelle pour demandeurs d'emploi.

L'Etat, en 1980, dans le cadre du troisième pacte pour l'emploi, va payer mille stages pour les jeunes et les femmes. Le département va, lui, en prendre en charge cinq cents. Il lui en coûtera 10 millions de francs.

Sur les quelque trente-et-une mille habitants des Hauts-de-Seine qui recherchent vainement du travail, 10 % environ sont des cadres. Le conseil général a donc décidé de proposer à ces derniers deux cent soixante-huit places dans les stages qu'il organise et finance. Formule originale puisque les cadres ne peuvent normalement participer à la formation prévue dans le cadre du troisième pacte pour l'emploi.

20 ANS D'ENQUETE SUR MAHLER

Mahler au jour le jour, vu par ses proches, sa discographie passée à la loupe : un très grand dossier. Egalement dans ce numéro un entretien exclusif et explosif avec Solomon VOLKOV, l'élève à qui Chostakovitch dicta en secret ses mémoires. Et aussi Charlie Parker, le Ska, Cherubini, le guide Hi-Fi, Jean Wiener... Les actualités, les disques et tous les concerts.



PASSEZ VOS VACANCES DE PAQUES CHEZ BERLITZ ET VOUS PASSEREZ VOS EXAMENS PLUS FACILEMENT

Pendant les vacances de Pâques, du 31 Mars au 11 Avril, Berlitz organise des cours intensifs pour préparer les examens du mois de Juin ou améliorer ses connaissances en langues. Du lundi au vendredi sauf le lundi de Pâques.

BERLITZ

Langues vivantes. Organisme privé.
 Ch.-Byzès : 720.41.60 - Nîmes : 371.11.34 - Orléans : 742.13.39 - Paris : 633.98.77 - St-Augustin : 522.22.23 - V-Hugo : 500.34.38
 Boulogne : 609.15.10 - La Défense : 773.66.16 - St-Germain-en-Laye : 773.75.00 - Versailles : 930.08.70

Dans les 9 BHV.

Alarmez-vous avant.

Le nombre de cambriolages en France en 1979 est de 200.000 soit 1 toutes les 2 minutes.
 Il faut réagir pour protéger votre maison des visiteurs inopportuns, les 9 BHV vous donnent à choisir parmi tous les systèmes d'alarme existants, qu'il s'agisse de la protection ponctuelle, périphérique, volumétrique, ou par infra-rouge, l'efficacité de ces différents systèmes n'est plus à démontrer.
 Avec les conseils de nos spécialistes, vous pouvez vous charger vous-même de

l'installation de certains de ces appareils. Mais si vous préférez faire appel à nos techniciens, ceux-ci viendront chez vous, étudieront les lieux à protéger et vous établiront un devis avant toute installation.

Trois exemples de prix :
 Centrale électronique SFT BC 120 pour protection périphérique, alimentation batterie avec rechargeur, 4 zones de détection, 2 sirènes, 2.850 F
 (sauf transport et BHV Rivoli)

Centrale électronique SON VOL TEXS pour protection périphérique, alimentation batterie avec rechargeur, 5 sirènes, 2.600 F
 Centrale électronique NOXALARM A 32 pour protection périphérique, alimentation batterie avec rechargeur, 4 zones de détection, 2 sirènes, 3.200 F
 En option : Détecteur infra-rouge, ultrason-hybride, fréquence, télex contact.
 Les prix s'entendent pour nos clients.



Le grand magasin spécialiste de la maison et des loisirs.
 LES 9 BHV : RIVOLI - PARLY 2 - MONTLUERY - GARGES - FLANDRE - BELLE EPINE - ROSNY 2 - CRETEL - VILLENEUVE-LA-GARENNE

INFORMATIONS
 BREF

HISTOIRE
 POUR LA SAUVETÉ
 DES SOUVENIRS DE VIE

Le Monde

DEBRAY
 LES HOMMES
 GRANDS
 MALESHERBES

	La ligne	La ligne T.R.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,48
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	T.S.
ANNONCES ENCADREES	33,00	38,80
OFFRES D'EMPLOI	8,00	9,40
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

SOCIETE NATIONALE ELF AQUITAINE

(PRODUCTION)
recherche

UN INGENIEUR

SPECIALISTE EN HYDROMETALLURGIE DE L'URANIUM,
pour travailler au développement de projets (laboratoire, pilote,
construction usines).

- FORMATION : ENSG Nancy (valorisations), ENSIC ou écoles
génie chimique.
- Grade docteur ingénieur et expérience de quelques années souhaitée.
- Lieu de travail : PAU. Expatriation à prévoir dans le cadre du
développement de carrière.

Ecrire avec C.V. photo et prêt. N° 49694, à S.N.E.A.P. - D.C.
Recrutement 28, avenue des Lilas (Taur 12.04) - 64000 PAU.

GROUPE BANCAIRE EN PLEINE EXPANSION

recherche pour ses Agences en NORMANDIE, notamment CAEN et OUEPPE

DIRECTEURS

- Age minimum : 35 ans.
- Formation universitaire de préférence.
- Solide expérience professionnelle (dans la banque).
- Capable de diriger et d'animer une équipe.
- Acceptant une mobilité régionale.
- Il sera responsable du développement commercial.
- Supervisera l'ensemble des opérations bancaires.
- Bénéficiera de l'appui du Siège tout en agissant de façon autonome.
- Rémunération en fonction des compétences.

FISCALISTE

- Titulaire du D.E.C.S.
- Expérience professionnelle indispensable.
- (dans Cabinet comptable de préférence).
- Rémunération en fonction des compétences.
- Ecrire avec curriculum vitae à : CREDIT MUTUEL, Service du Personnel,
21, rue de la République - 14300 CAEN.

offres d'emploi

Société à taille humaine,
d'activité tertiaire (logement)
recherche pour son siège parisien
un Responsable des Prévisions
et Budgets

pour son service financier
DECS nécessaire : expérience minimum
de 5 ans dans une fonction analogue
Envoyer CV, photo, avec rémunération
souhaitée sous le numéro 843.466 M.
REGIE - PRESSE
85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS,
qui transmettra.

INTERTECHNIQUE

pour sa Direction Organisation et Informatique :
(réf. DOL-15)
recherche

INGENIEURS ANALYSTES

(Ecoles d'ingénieurs, Maîtrise d'informatique,
MAGAGE, Instituts de programmation)
seront chargés de la réalisation d'applications
sur le mini-ordinateur Réalité pour la gestion
interne de l'entreprise.

Expérience dans le domaine des applications de
gestion en temps réel sur mini-ordinateur sera
très appréciée.

Nombreux avantages sociaux par accord d'entre-
prise, dont prime de fin d'année.
Restaurant d'entreprise.

Adresser C.V. avec prétentions et photo, en pré-
sant référ. annonce à Direction du Personnel.

INTERTECHNIQUE - 78370 - PLAISIR

ecopol

Nous sommes une des Premières Sociétés
d'Etudes, spécialisée dans la protection de
l'environnement et la lutte contre les nuisances.
ces filiales communales du Commissariat à
l'Energie Atomique et de Serres Ingénierie.

Nous recherchons
pour participer à notre développement, un

ingénieur études d'impact

(DVA PARIS, ENSA...
ou Formation Universitaire Equivalente).

A sein d'une équipe pluridisciplinaire, cet
ingénieur aura la responsabilité d'études et
de la rédaction de rapports dans les domaines
des infrastructures terrestres et maritimes.
Un complément de formation ou une
première expérience des problèmes de l'en-
vironnement marin sera apprécié.

Une bonne maîtrise de la langue anglaise
est nécessaire ainsi qu'une aptitude aux
contacts commerciaux.

Les candidatures sont à adresser en men-
tionnant la réf. 322 à Xavier AUGUSTIN
ECOPOL - 26, rue du Château des Rentiers
75013 PARIS.

LABORATOIRE CENTRAL DE TELECOMMUNICATIONS

recherche dans le cadre du développement
de ses activités radar

INGENIEURS ELECTRONICIENS

GRANDES ECOLES
(ENSAE - ENSI - ESR ou équivalent)
ayant quelques années d'expérience

Au sein d'équipes chargées de l'étude et de la
réalisation de systèmes radar faisant appel aux
techniques les plus avancées, ils participeront
à la définition et à la conception de ces systèmes.

Anglais indispensable - Allemand apprécié.
- Déplacements épisodiques à l'étranger possibles.
- Nationalité française exigée.

Ecr. avec C.V. sous la référence 49.104, à L.C.T.
B.P. 40 - 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

recherche

CADRE COMPTABLE

HEC - ESSEC - SCIENCES PO

Une première expérience de quelques années est
souhaitable, ainsi que la possession du DECS
complet.

Récupération d'évolution de carrière vers
des postes de

CONTROLE DE GESTION.

Adresser cur. vitae, photo et prêt, n° 49.362,
CONTEXTE Publ., 28, av. Opéra, Paris (1^{re}), qui tr.

Heineken

ALSACIENNE DE BRASSERIE,
cherche un

chef de produits

JUNIOR

- HEC - ESSEC - SUP de CO - Anglais
courant ayant 12 à 18 mois d'expérience
dans le Marketing des produits de grande
consommation.

Pour prendre en charge rapidement
une fonction produits complète, dans
une Direction de Marketing dynamique
basée à PARIS.

Adresser CV, photo, prétentions à
M. A. HAUS - Direction du Personnel
ALBRA - B.P. 449/R 9
67009 STRASBOURG CEDEX

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS

recherche pour ses établissements

des PAYS DE LOIRE

DES INGENIEURS
ELECTRONICIENS
DEBUTANTS

(Supélec, Enset, IDN ou équivalent)

UN INGENIEUR ELECTROMECANICIEN DEBUTANT

(ENT METZ, TARBES, CESTI, ISMCM...)

Adresser curriculum vitae et photo - N° 49.481,
CONTEXTE Publité, 28, av. de l'Opéra, 75004 PARIS Cedex 01, qui tr.

Usine Produits Grande Diffusion

RÉGION ÉPERNAY

JEUNE INGENIEUR ÉTUDES

Très bonne formation (A.M. ou équivalent),
1^{re} expérience 2 ans et connaissances électroniques
souhaitées.

Anglais courant (pour déplacements occasionnels).
Ce poste constitue une excellente préparation à
la promotion interne pour un homme qualifié.

Envoyer C.V. détaillé, photo (rétournée) et prêt
sous le 49613 à CONTEXTE Publité, 28, av. de l'Opéra, 75004 PARIS Cedex qui transmettra.

HOTEL GRAY D'ALBION

38, rue des Serres - 06400 CANNES

1) ASSISTANT CONTROLEUR FINANCIER 2) COST CONTROLEUR

Références chaîne Hôtelière et Anglois exigées.
Envoyer C.V., 6, rue Macé 06400 CANNES.

ORGANISME ECONOMIQUE renforce son Service de Promotion Industrielle d'un

CONSEILLER DE GESTION

de formation supérieure technique complétée
par un diplôme de gestion des entreprises.

Expérience de quelques années en gestion
de production indispensable pour interventions
concrètes en P.M.I.

Connaissances en informatique appréciées.
Disponibilité très rapidement.

Travail vivant et varié au sein d'une
équipe jeune et motivée.

C.V. photo et prétentions à
N° 7165, « LE MONDE » Publité,
5, rue des Italiens, 75017 Paris Cedex 02.

GROUPE FRANÇAIS s'appuyant à GREEK, UNE USINE à proximité immédiate de VERDUN

1) UN DIRECTEUR POUR CETTE UNITÉ

Il s'agit d'un INGENIEUR ayant déjà eu
LA RESPONSABILITÉ D'UNE USINE

2) TECHNICIENS

Ayant des connaissances effectives
en THERMOPLASTIQUE
et THERMOUDURCISSABLES

Première lettre avec C.V., photo et prétentions,
à M. G. LEBONNIEC, 1, av. Georges-Clemenceau,
53000 LANTIERRE.

Discret et réponse assurée.

OE FRANCIS COMTE

organisée et importante
le dans sa spécialité de
travaux sur mesure

INGENIEUR OPLÔME

Ce chef d'atelier d'environ 40
motivera 200 personnes.

Appointements : 120.000 F m/m.

Réponse par écrit à
SERGE BASTIEN PUBLITÉ
B.P. 1392, 55000 BÉZANCON Cedex

Recherchons INGENIEUR TRAVAUX NEUFS

Formation A.M. ou équivalent,
âge minimum 35 ans, domaine
produits chimiques, (ici Serres
Maritime, Minéro chimie)
120 000 F par an.

Env. C.V. et photo à SERGETS
50010 RM, 200, B.P. 264,
75004 PARIS Cedex 04.

Centre hospitalier régional et universitaire de CAEN

INGENIEUR ANALYSTE

pour application de gestion,
programmation sur IB 64.
Sens relations humaines, expér.
souhaitée. Ad. C.V. détaillé et
Direction du personnel,
Centre hospitalier universitaire,
Côte de Nacre, 14000 CAEN Ced.

ESSWEIN S.A.

LA ROCHE-SUR-YON

ELECTROMECANIQUE GRANDE SERIE
2300 personnes

ANALYSTE PROGRAMMEUR

Formation : soit ingénieur plus 2 années d'ex-
périence informatique,
soit D.U.T. ou 3 à 5 années
d'expérience informatique

et ayant une première expérience de la gestion
de production.

- Doit connaître : COBOL
TDS II sur CII H-B 64

Ad. C.V. manusc. photo et prétentions prêt, à :
P. B. Direction du Personnel - ESSWEIN S.A.
88 X - 85000 LA ROCHE-SUR-YON.

SOCIÉTÉ PRODUITS HYGIÈNES

notre poste
PROVINCE proche PARIS à

INGENIEUR CHEF SERVICE ÉTUDES et MÉTHODES

Diplômé A.M. ou équivalent, 5 ans d'expérience
minimum études et méthodes.

Parlant couramment anglais.
Acceptant déplacements occasionnels.

Animateur, formateur et gestionnaire confirmé.

Envoyer C.V. détaillé, photo (rétournée) et préten-
tions sous N° 49.453 CONTEXTE Publité, 28, av.
de l'Opéra, PARIS Cedex 01 qui transmettra.

emplois internationaux

Première société française de REVÊTEMENTS et SANITAIRES en CERAMIQUE.

siège social à Paris - plusieurs usines en
Europe,
recherche pour sa Direction Exportation

un cadre export

Zone MOYEN-ORIENT

- Anglais parfait indispensable.
- Deuxième langue appréciée.
- Déplacements à prévoir 1/3 du temps.

Pour ce poste, il est nécessaire d'avoir une
formation ESC, 28 ans minimum, une
bonne première expérience, l'habitude des
négociations à l'étranger.

Connaissance des produits du bâtiment
appréciée.

Veuillez écrire sous référence 7534 à

INTERCARRIÈRES

51, rue du Helder 75009 Paris

SECTEUR DE POINTE

cherche

INGENIEUR A.M. ou ÉQUIVALENT

Profil :
Ingénieur confirmé dans la conception et la
maintenance des engins T.P. et/ou forage.

Fonctions :
Mise au point de prototypes, suivi de fabrication.
Interventions sur ébauche.

Zone d'intervention : Monde entier

Siège social : Sud de la France

Anglais souhaitable.

Observation assurée.

Env. C.V. + photo à Agence HAVAS, 96231,
MARSEILLE, qui transmettra.

	LA LIGNE	LA LIGNE T.R.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,48
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

offres d'emploi

Nous sommes la filiale française d'un grand
européen à Paris.

Nos produits diagnostiques et thérapeutiques jouissent
réputation mondiale auprès des hôpitaux et cliniques
qualité et leur efficacité assurée.

Nous cherchons un

Directeur commercial PHARMA

Vous devrez en collaboration avec une petite équipe
dans la région parisienne, dans le Nord et sud de
France.

La forte croissance de notre marché s'adresse à
vous, le pionnier, qui trouverez la possibilité d'ac-
tivités de plus en plus importantes.

Vous aimez prendre des décisions, avez des connais-
sances et l'expérience de la vente et parlez anglais ou alle-
mand.

Nous désirons faire votre connaissance et nous entre-
tenir avec vous. Adressez votre dossier de candidature à

M^{re} ROGER STORP, 10, r. Quentin-Bauchard

Discret et réponse assurée. - Nous répondons



SOCIÉTÉ D'ÉTUDE ET DE DÉVELOPPEMENT DE MATÉRIEL DE HAUTE TECHNICITÉ

recherche

INGENIEUR GRANDE ECOLE

Après quelques années d'expérience dans les domaines OPTIQUE,
THERMIQUE et VIDE en vue de la faire participer à des activités
de conception et d'essais.

Adresser C.V. de photo au Service du Personnel, 1, Avenue Desbats,
94450 LIMIL BREVANNES.

LOGISTA

recherche

jeunes ingénieurs

spécialisation indifférente

désirant devenir informaticiens et apprenant vite et bien.

Après une période de formation assurée par nos ingénieurs
seront intégrés à des équipes de projets qui leur permettront
maîtriser rapidement les techniques de l'informatique.

Date d'entrée : 14 avril 1980.

Envoyer C.V. + photo + prétentions sous réf. M. 1203 à Mon-

A. GHERSON, LOGISTA, 30, quai National, 92806 PUTEAUX.

Ingénieur électronicien support technique à la vente

27 ANS MINIMUM - ANGLAIS PARLE

Ingénieur expérimenté dans le domaine des tests automatisés,
recherche pour renforcer son équipe technico-commerciale,
le support technique aux ingénieurs commerciaux ;
il participera aux études préliminaires et aux négociations et
pour des projets importants. Poste évolutif comportant une
fonction commerciale.

Pour informations complémentaires immédiates et rendez-vous
contact, appelez 783.11.15 Information Carrière aux heures
de bureau.

Référence 859
On peut aussi adresser
son dossier à : SVP
RESSOURCES HUMAINES,
7, rue de Lognon, 75017 Paris

SOCIÉTÉ INFORMATIQUE

recherche

INGENIEUR COMMERCIAL

45 ans d'expérience pour la vente de services et
de matériel informatique de gestion.

Adresser C.V., prétentions et photo au réf. ALIC
à ACSE 22, rue du St-Saint-Antoine, 75013 Paris.

مكتبة من الأصل

	La ligne	La ligne T.E.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,00
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,48
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.E.
ANNONCES ENCADREES	33,00	38,80
OFFRES D'EMPLOI	8,00	9,40
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Nous sommes la filiale française d'un grand groupe pharmaceutique européen à Paris.

Nos produits diagnostiques et thérapeutiques jouissent d'une excellente réputation mondiale auprès des hôpitaux et cliniques grâce à leur haute qualité et leur efficacité assurée.

Nous cherchons un

Directeur commercial France PHARMA

Vous devrez, en collaboration avec une petite équipe, développer le marché dans la région parisienne, dans le Nord et successivement dans toute la France.

La forte croissance de notre marché s'adresse tout particulièrement à vous, le « pionnier », qui trouverez la possibilité d'exercer des responsabilités de plus en plus importantes.

Vous aimez prendre des décisions, avez des connaissances de la branche et l'expérience de la vente et parlez anglais ou allemand.

Nous désirons faire votre connaissance et nous entretenons personnellement avec vous. Adressez votre dossier de candidature sous la réf. R.M.C. à :

M^r ROGER STORP, 10, r. Quentin-Bauchart, 75008 PARIS

Discrétion assurée. - Nous répondons sans attendre.

S.S.C.I. recherche
PROGRAMMEURS
ASSEMBLEUR
JCL - OS/VS 2
TEL : 307-1648

TPB

TRAVAIL TEMPORAIRE

recherche pour son département informatique

CHEF DE GROUPE

DEUX ANALYSTES

PROGRAMMEURS

Niveau DUT, familiarisés avec les langages de la programmation de la comptabilité ou l'exploitation de l'écrit.

COBOL DOS/VS2 connaissances souhaitées, CICS TOTAL ET PAC 7000

PROGRAMMEUR COBOL CONFIRME

DOS/VS

PARIS 15^e, 66, rue Ordener. TEL : 357-1138

IMPORTANT

DISTRIBUTEUR

PARISIEN

PAPIERS

recherche

JEUNE

CADRE COMMERCIAL

CONFIRME

pour animer réseau de vente PROVINCE

appelé à voyager. Sér. référ. et connaissances papier impression écrite. Libre rapidement.

Ecrire à M. 88.07 - M. BLEU, 17, rue Lebel, 92000 Vincennes.

GROUPE A VOCATION INTERNATIONALE spécialisé dans la réalisation DE GRANDES OPERATIONS D'AMENAGEMENT recherche un responsable d'opérations

MISSIONS :

- Assurer la responsabilité ou la coordination générale d'opérations immobilières et/ou d'aménagement, au mieux des intérêts financiers engagés et sous tous leurs aspects : architectural, technique, commercial, publicitaire, juridique, financier ;

- Recherche, initiation, négociation, montage d'affaires nouvelles.

PROFIL :

• Formation supérieure (ECP, ETP, HEC, SC PO...) • 30/35 ans

• Expérience confirmée des contacts et de la négociation • Réelle capacité d'organisation et de synthèse pour le suivi de nombreux dossiers • Grande volonté de réussite et goût de l'autorité.

Ce poste, qui offre de réelles perspectives d'avenir dans le groupe, convient à un candidat très ambitieux et désireux de faire une carrière importante.

Adresser lettre manuscrite, avec C.V. détaillé, photo et prétentions à Monsieur DUPAS - SGP - B.P. 88 - 75840 PARIS CEDEX 17.



SOCIETE D'ETUDE ET DE DEVELOPPEMENT DE MATERIELS DE HAUTE TECHNICITE

recherche

INGENIEUR GRANDE ECOLE

Avant quelques années d'expérience dans les domaines OPTIQUE, THERMIQUE et VIDE, en vue de le faire participer à des activités de conception et d'essai.

Adresser C.V. et photo au Service du Personnel, 1, Avenue Descartes 92450 LIMEIL-BREVINNES.

Importante entreprise de travaux publics recherche pour ses activités de construction d'usines d'engrais et d'unités pétrochimiques.

ingénieurs de chantiers AM, ENSEM, ENSAIS...

3 à 4 ans d'expérience similaire indispensables pour leur confier la responsabilité de travaux tout corps d'état sur des chantiers importants de mécanique et tuyauterie.

(Référence 7546 A)

cadres administratifs de chantiers

4 à 5 ans d'expérience, ils auront responsabilité du suivi de la comptabilité, de la gestion du personnel et des approvisionnements.

(Référence 7546 B)

Pour ces deux postes, l'ANGLAIS est indispensable.

Adresser CV et prétentions, en précisant la référence du poste choisi, à MEDIA SYSTEM 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

IMPORTANT MAISON D'EDITION

cherche

pour collaboration extérieure

JURISTES ou FISCALISTES

aimant rédiger pour rédaction d'ouvrages pratiques.

Ecrire avec curriculum vitae et références à : M. 84.312 M. 25 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.



BERNARD KRIEF CONSULTANTS recherche un CONSULTANT en recrutement dans le domaine de la grande consommation et de la distribution.

Nous sommes organisés par marchés.

Le développement de notre activité dans la DISTRIBUTION ET LA GRANDE CONSOMMATION nous conduit à rechercher un consultant capable, après formation complémentaire, par le chef de marché d'une grande autonomie (style profession libérale).

Il faut avoir au moins cinq ans d'expérience dans la branche, si possible au service du personnel.

Bien que nous ayons beaucoup d'appels spontanés de la clientèle, le goût pour l'action commerciale est nécessaire.

De grandes possibilités de développement personnel existent pour des collaborateurs stables et efficaces.

Formation : HEC, PSYCHO, SUP de CO...

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 8071 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06
MEMBRE DE SYNTHEC

MANAGEMENT : OPPORTUNITÉ POUR UN JEUNE CADRE SUPÉRIEUR

Notre Client est la filiale d'un très important Groupe de Presse et d'Édition. Son développement est ambitieux et constant : création d'exploitations ou de produits nouveaux, intégration et restructuration d'affaires, développement international.

Nous recherchons un cadre adjoint au Directeur Général. Dans la continuité de la politique et des orientations fixées par la Direction Générale, il est chargé du management de différentes activités du Groupe, de la définition des objectifs de rentabilité (budgets) et des centres de profit (produits, marchés). Plus particulièrement, il a en charge la gestion complète d'un Produit leader sur le marché national.

L'Homme que nous souhaitons rencontrer possède une formation supérieure, une expérience approfondie des affaires (5 à 10 ans) et une connaissance particulière du marché international ; il doit être capable de négocier ses objectifs quasi bien dans l'entreprise qu'il représente et de veiller à l'image de marque des Produits dont il a la responsabilité.

Voulez-vous bien nous confier votre dossier de carrière pour un premier contact et l'adresser à cet effet à : N° 5829 - PUBLICITES REUNIES 112, bd. Voltaire, 75011 PARIS, qui nous le transmettra confidentiellement. Merci.

LOGISTA

Filiale d'un grand groupe français d'ingénierie

recherche

jeunes ingénieurs

spécialisation indifférente.

désirant devenir informaticiens et apprenant vite et bien. Après une période de formation assurée par nos ingénieurs, ils seront intégrés à des équipes de projets qui leur permettront de maîtriser rapidement les techniques de l'informatique.

Date d'entrée : 14 avril 1980.

Envoyer C.V. + photo + prétentions sous réf. M. 1203 à Monsieur A. GHERSON, LOGISTA, 30, quai National, 92806 PUTEAUX.

ingénieur électronicien support technique à la vente

27 ANS MINIMUM - ANGLAIS PARLE

Importante société française développe des systèmes de technologie avancée dans le domaine des tests automatisés, recherche pour renforcer son équipe technico-commerciale au sein du support technique aux ingénieurs commerciaux : un ingénieur Electronicien, diplômé d'une grande école. Il participera aux études préliminaires et aux négociations et assurera l'interface technique entre les clients et l'équipe pour des projets importants. Poste évolutif comportant une dimension internationale.

Pour informations complémentaires immédiates et rendez-vous éventuels, appelez 763.11.15 Information Carrière aux heures de bureau.

INFORMATION CARRIERE SVP

On peut aussi adresser son dossier à : SVP RESSOURCES HUMAINES, 7, rue de Logelbach, 75017 Paris

SOCIETE INFORMATIQUE

recherche

INGENIEUR COMMERCIAL

4-5 ans d'expérience pour la vente de services et de matériel informatique de grande gamme.

Adresser C.V., prétentions et photo au réf. ALIC à ACSEI, 228, rue du Pg-Saint-Antoine, 75012 Paris.

SOCIÉTÉ DES TUYAUX BONNA

2.500 personnes - C.A. 500 millions de francs
Fabrication et pose canalisations en béton
Engineering, fourniture d'usines de préfabrication produits en main
Champ d'activité international
recherche

JEUNES INGENIEURS

PONTS ET CHAUSSÉES - MINES - CENTRALE

pour son Département Etudes et Projets à Paris

Ces postes conviennent à des ingénieurs formés en Génie civil - Hydraulique - Béton et désireux :

a) d'avoir dès le départ des responsabilités techniques sur des projets France et étranger ;

b) d'assurer les relations avec les services Production - Travaux - Commercial et les clients ;

c) d'évoluer vers d'autres fonctions pour déboucher sur des responsabilités plus étendues en France et à l'étranger.

Ces postes nécessitent :

- du caractère,

- le goût de la technique.

Ecr. avec C.V. et photo à Sté des Tuyaux Bonna, B.P. 271.08 75085 Paris Cedex 05.

IMPORTANTES SOCIÉTÉS NATIONALES

recherche

pour ses services techniques de

JEUNES INGENIEURS

Formation Grandes Ecoles dans la spécialité électrotechnique,

pour ses services administratifs et juridiques de

JEUNES CADRES

Formation supérieure (docteur en droit, H.E.O., B.S.S.E.C., Sciences Po, etc.).

Env. C.V. complet avec photo et prétentions sous n° 843.180 M à REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Société parisienne de promotion de logements recherche

un(e) chargé(e) d'études

économiques et marketing :

- préparation des choix de localisation des programmes

- orientation d'évolution des produits et services

Formation universitaire (Sciences Eco)

et méthodologie marketing

Envoyer CV, photo, avec rémunération souhaitée, sous le numéro 843.467, REGIE - PRESSE,

85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS, qui transmettra.

SOCIETE DE CONSEIL EN INFORMATIQUE

recherche

jeunes collaborateurs

2 à 3 années d'études supérieures

- calculatrices, dégages des obligations militaires

- libères rapidement

DESIREUX D'ENTREPRENDRE UNE CARRIERE dans

L'INFORMATIQUE

Formation de base assurée dans le cadre d'un contrat de travail avec stage rémunéré.

Adresser lettre de candidature avec C.V. détaillé + photo en précisant la date de disponibilité à n° 75088 CONTEXTE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE CONSEILS AUX ENTREPRISES

recherche

un directeur consultant de talent

Vous avez prouvé votre compétence dans une des branches du Conseil en Management par la promotion et le développement de services spécialisés appréciés d'une clientèle.

Ingénieur grande école ou de formation supérieure vous êtes durablement motivé par le conseil et souhaitez élargir vos compétences et vos responsabilités.

Notre Société d'ingénieurs conseil de solide renommée dans ses secteurs (développement des ressources humaines, amélioration des produits industriels, systèmes administratifs), à une clientèle diversifiée de grandes entreprises et d'administrations.

Nous sommes prêts à vous accueillir dans notre équipe de haut niveau, à vous confier la conduite d'actions de développement technique et commercial et à vous mettre en situation d'exercer rapidement des responsabilités importantes. Un accès ultérieur au capital est possible.

Adresser lettre manuscrite et photo a/réf. 4821 à Axial Publicité, 91, Pg-Saint-Honoré, 75008 Paris, qui transmettra et garantit rep. et totale discrét.

Impte Sté Immobilière rech. pour son service

INFORMATIQUE

ANALYSTE

PROGRAMMEUR

GAP II, CCP sur système 3

Module 15 D

Contrat à durée déterminée

Travail en équipe, libre de suite. Se présenter UNICOOP, 17, rue de Richelieu (1er) de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30

MINISTÈRE DE LA JUSTICE recrute

ANALYSTES

Licence ou équivalent. Ecrire au CTI, 5, rue Carnot, 78 Versailles

O.O.E. 92 recherche :

Géomètre expert diplômé

Responsable Bureau d'Etudes

Assainissement.

Envoyer C.V. : D.D.E.

Subdivision Assainissement

NORD

5, r. Nicot, 92130 SURESNES

Tél. 772-34-35 poste 314

Maison de Retraite

SAINT-EMILIE

81, avenue Schœdler, 92140 CLAMART

recherche d'urgence :

INFIRMIÈRE D.E.

(possibilité logement).

Prendre contact avec surveillants. - Téléphone : 66-50-01.

MONNAIES

Dollar en repli — Léger redressement de l'or

Mercredi matin 12 mars, les cours du dollar s'inscrivent en repli sur toutes les places avec la baisse d'environ un point sur le taux de l'eurodollar. Il valait à Paris 4,2170 F (contre 4,23 F la veille) ; à Francfort 1,8008 DM (contre 1,8080 DM) ; à Zurich 1,7210 SF (contre 1,7260 SF). De même la livre sterling était encore en hausse : elle était cotée 2,3350 dollars (contre 2,3270). Après la chute de la veille, le cours de l'or remonte un peu. Les premières transactions effectuées à Londres, sur la base de 380 dollars l'once, en conformité avec la tendance au redressement constatée mardi en fin de séance sur la place londonienne (compte tenu du décalage horaire) à New-York.

C'est dans un climat général d'inquiétude aggravée que se sont encore ouvertes mercredi les séances des marchés financiers. On a observé dans l'attente de mesures que doit annoncer le président Carter, peut-être d'ici à la fin de la semaine. Il serait maintenant question d'imposer une taxe sur les importations de pétrole, qui procurerait quelque 10 milliards de dollars. M. Carter voudrait, dit-on, annoncer un budget 1981 en léger excédent. La taxe sur le pétrole se heurterait à une forte opposition de nombreux milieux parlementaires.

Le marché financier de New-York a connu mardi une bonne séance, les opérateurs ayant favorablement accueilli la nouvelle du ralentissement des ventes au détail en février.

Au Japon, où la hausse des prix de gros a dépassé en février le rythme annuel de 30 %, le gouvernement envisageait aussi un plan anti-inflation (voir page 37).

En Europe, où la hausse des prix est également très forte, y compris le mois dernier en Allemagne (voir page 36), les taux d'intérêt restent à un niveau très élevé, ce qui atteste la persistance des tensions sur les marchés financiers et monétaires. Le président d'un grand établissement financier de la R.F.A. a déclaré que celle-ci devra s'endetter pour financer son déficit de balance des paiements estimé pour 1980 à 20 milliards de DM (contre 9 milliards en 1979). Certains taux viennent d'être relevés en Belgique, tandis qu'en Suède on a annoncé des mesures. M. Monory devrait présenter une communication sur le S.M.E. (Système monétaire européen) au conseil des ministres de mercredi.

AFFAIRES

REMIS AU SECRÉTAIRE D'ÉTAT CHARGÉ DES P.M.I.

Un rapport préconise des réformes juridiques et fiscales afin de faciliter la transmission des entreprises

Une défaillance d'entreprise sur deux est due au décès du titulaire de la direction. Cette statistique, ancienne déjà, de la Caisse nationale des marchés de l'Etat, illustre l'importance des difficultés rencontrées pour la cession ou la transmission des P.M.E. Un groupe de réflexion, présidé par M. Gornat, du groupe Saint-Gobain - Pont-A-Mousson, et constitué à l'initiative du secrétariat d'Etat à la petite et moyenne industrie, propose aux pouvoirs publics un certain nombre de mesures susceptibles de lever ces obstacles à la transmission des sociétés.

Parmi les obstacles relevés dans le rapport de cette commission, le plus important semble être celui de l'impréparation. Bloqué psychologiquement, le chef d'entreprise imagine mal sa succession, s'abandonne à une situation matérielle, propre, souvent prisonnière de la famille d'entreprise du capital. Dans plus de sept entreprises sur dix, celle-ci détient la majorité du capital, dans une sur deux, elle en possède la totalité. Le problème du chef d'entreprise qui cherche à transmettre son entreprise est double : il doit transmettre le pouvoir, pour l'exercice duquel il n'est pas obligatoirement compétent ; il doit transmettre la propriété qui est héréditaire de fait.

Le rachat des successions, les droits de mutation sont la plus souvent financée par les entreprises elles-mêmes, au détriment de leur santé économique. La commission note à cet égard que le cadre administratif et réglementaire n'est pas neutre, dans la mesure où il semble plus contraignant pour des opérations couramment pratiquées par les P.M.E.

Les intérêts divergents du fisc, des héritiers qui ne reprennent pas l'affaire et de celui ou ceux qui s'en chargent rendent difficile une adaptation des méthodes d'évaluation de la valeur des entreprises. Le rapport souligne à ce sujet que des pays qui ont la réputation de taxer lourdement les héritages, comme le Suède ou la Grande-Bretagne, ont mis en place dans la pratique des régimes de successions pour les entreprises qui allègent considérablement leur valeur.

Dernier obstacle, enfin, concernant les ventes de ces biens : « Les habitudes de ces biens ont été en France fort que le marché des entreprises à reprendre et des candidats potentiels est resté limité. L'ensemble de ces considérations conduisent à constater que l'entreprise « communauté de travail et de production », ne peut être considérée par le droit, ou même être qu'une terre, une maison ou un ensemble de biens meubles ». A cette spécificité devait donc correspondre la particularité de régimes juridiques et financiers propres à assurer la pérennité économique des activités concernées.

La commission propose trois séries de mesures, immédiates, à moyen et long terme, pour la cession d'une part et la succession de l'autre.

● **Transmission par cession :** dans l'immédiat, la commission recommande, outre des aménagements fiscaux, de faciliter le financement des opérations de reprises par l'assouplissement de la réglementation de sociétés de développement régional (S.D.R.), l'extension d'un quota de titres non cotés dans le portefeuille des investisseurs institu-

La situation des industries d'équipement (M.T.P.S.) s'est améliorée en 1979

La situation des industries françaises d'équipement M.T.P.S. (maintenance, travaux publics, préparation des matériaux, sidérurgie, fonderie) a été « un peu plus encourageante » en 1979. Le président de la branche, M. Perrault, a eu le « plaisir » d'annoncer non seulement un chiffre d'affaires en augmentation de 7,8 % à 27 milliards de francs (dont 63 % à l'exportation) mais surtout un taux de croissance positif du volume d'activité (+ 1,8 %). Pour l'essentiel, ce résultat provient des commandes de matériels pour le bâtiment et les travaux publics, qui ont bénéficié indirectement des mesures de soutien prises par le gouvernement à la fin d'août 1978. Cette reprise modérée résulte aussi du maintien des positions à l'exportation des entreprises du groupe des travaux publics et de quelques commandes importantes pour les constructeurs de tours et de matériel pour le sidérurgie.

Au début de 1980, un coup de tout à fait également a été enregistré sur le marché intérieur, en partie grâce au crédit d'impôt obtenu en cas d'une augmentation des investissements d'une année sur l'autre. Par ailleurs, et le parc de matériel des entreprises de travaux publics est suffisant quantitativement pour les commandes en carnet, il a sensiblement vieilli en quatre ans de crise et demande à être renouvelé, ce qui explique aussi les achats effectués tout récemment.

Si les perspectives sont meilleures sur le marché domestique, elles s'assombrissent à l'exportation, marché encore très porteur en 1979. La perte de notre monnaie, jugée élevée par les industries d'équipement M.T.P.S., la présence « de plus en plus pressante » des japonais et des américains sur les marchés mondiaux et l'apparition de nouveaux concurrents, brésiliens notamment, ren-

B.S.N. - GERVAIS - DANONE INVESTIRA 8 MILLIONS DE FRANCS AU JAPON

B.S.N. - Gervais - Danone va constituer une filiale commune avec le groupe japonais Ajinomoto Co pour produire et commercialiser des produits laitiers au Japon. L'information de source japonaise n'a pas été officiellement confirmée au siège du groupe français, du fait d'autorisations administratives qui n'auraient pas encore été accordées.

Le groupe Ajinomoto Co est le plus important fabricant de monosodium de glutamate, complément chimique entrant dans la fabrication de nombreuses préparations alimentaires. Ajinomoto est aussi un important producteur d'huile, de mayonnaise, de margarine, de potages, de café instantané, etc. La nouvelle société aurait un capital de 1 milliard de yens, soit environ 16 millions de francs, réparti à égalité entre les deux firmes.

Ainsi, après la vente de ses activités vétérinaires onse-allemandes au britannique Pilkington, le groupe B.S.N. - Gervais - Danone poursuit un programme d'investissements à l'étranger dans le secteur agro-alimentaire, conformément aux intentions annoncées par son P.D.G., M. Antoine Riboud.

LA SOCIÉTÉ TECHNIP OBTIENT EN IRAK UN CONTRAT DE 1 MILLIARD DE FRANCS

La société française d'ingénierie Technip a signé avec la compagnie nationale irakienne SOCP (State Organization for Oil Projects) un contrat « clé en main » de 1 milliard de francs.

Ce contrat, qui a fait l'objet d'une très sévère compétition internationale, porte sur la réalisation d'un complexe de dégazage et de production de gaz de pétrole à Zuhair, au sud-est de l'Irak. Ce complexe, qui devrait être réalisé en trente mois, pourra traiter 6 milliards de mètres cubes par an de gaz associé à 4 millions de tonnes par an de propane et butane, et 15 millions de tonnes par an de gazoline.

Le groupe Technip, implanté dans cinquante-huit pays et employant quatre mille huit cents personnes, sera le maître d'œuvre du projet, qui sera payé comptant par l'Irak, sans appel extérieur, sur la base d'un paiement de 1 milliard de francs. La société Technip de Lyon, la filiale du groupe qui a décroché le contrat, fera, pour certains types de matériaux, des appels d'offres internationaux et favorisera au maximum les industriels de la région lyonnaise.

ELECTIONS PROFESSIONNELLES

PROGRÈS DE LA C.F.D.T. ET DE F.O. A LA SNIAS (Châtillon et Marignane)

Les élections de délégués du personnel à la SNIAS (construction aéronautique), usine de Châtillon-sous-Bagneux (Heudreville), ont été marquées par un succès de la C.F.D.T. Sur 3 203 inscrits, 2 334 suffrages exprimés, elle arrive en tête avec 43,56 % des voix, soit 1 025 voix (contre 37,14 % en 1978). La C.G.T. obtient 27,26 % (745 voix) et la C.F.T.C. 23,5 % (639 voix).

A Marignane, sur 6 166 inscrits et 5 577 exprimés, la C.F.O.-C.G.C. confirme sa position majoritaire, avec 62,99 % (+ 2,09 % par rapport à 1979). La C.G.T. obtient 27,26 % (- 2,82 %), la C.F.D.T. 7,5 % (+ 1,19 %) et la C.F.T.C. 2,25 % (- 0,46 %).

Déjà, à Saint-Nazaire (le Monde du 4 mars), F.O., alliée à la C.F.T.C. dans le collège ouvrier, avait gagné 13 % avec 35,87 % des suffrages, au détriment de la C.G.T.

Syndicalisme

● Le Centre de recherche d'histoire du syndicalisme cadre vient d'être créé à l'initiative de militants syndicaux de l'UGICT (Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens C.G.T.), d'historiens et de chercheurs. Ce sera aussi, disent les fondateurs, un lieu de rencontre pour ceux qui se préoccupent de questions concernant les cadres. (221, rue Lafayette, 75010 Paris. Tél. : 303-65-94.)

FIN DE L'OCCUPATION DU CASINO DE TROUVILLE

De notre correspondant

C'est le personnel du casino de Trouville qui, le 12 mars, a officiellement mis fin à l'occupation du casino de Trouville. Un accord a été signé entre le groupe syndical des employés et le groupe syndical des patrons, mettant fin à la grève qui avait commencé le 12 février. Le syndicat des employés de casino a estimé que les conditions de travail de l'établissement étaient devenues insupportables.

Le maire de Trouville, M. Metard, a déclaré que le casino de Trouville, qui avait été occupé par les employés de casino, était maintenant de nouveau ouvert au public. Il a souligné que le personnel du casino avait travaillé pendant plusieurs jours pour remettre le casino en état de fonctionner.

Le groupe syndical des employés de casino a déclaré que la grève avait été motivée par des problèmes de salaire et de conditions de travail. Il a souligné que le personnel du casino avait travaillé pendant plusieurs jours pour remettre le casino en état de fonctionner.

LA SITUATION DE L'ÉCONOMIE

● 400.000 postes à pourvoir
● 53 % des chômeurs

La désindustrialisation de la région parisienne s'accroît. Selon un rapport paru récemment, le nombre des emplois industriels a baissé de 1977 à 1979, de 2,5 % contre 1,7 % pour l'ensemble du pays. Depuis 1970, quelque 400 000 emplois ont disparu de la région parisienne et, en 1979, 430 entreprises ont fermé leurs portes, entraînant la suppression d'environ 430 000 postes de travail.

Faillit de ces chiffres, l'Union régionale des industries de la région parisienne (URIF-C.G.T.-A.) a organisé une conférence de presse mardi 11 mars, à Paris, pour dénoncer la situation de l'économie industrielle de la région parisienne. Elle a souligné que la désindustrialisation de la région parisienne était une véritable catastrophe pour l'avenir de la région.

Des contrats d'installation-formation pour la première fois dans la région

De notre envoyé spécial

La fin de l'ère des contrats d'installation-formation pour la première fois dans la région parisienne. Une initiative qui a été prise par le conseil régional de la région parisienne, en collaboration avec le conseil régional de la région de la Seine-Saint-Denis. Cette initiative a pour but de créer des emplois de formation initiale et non pas de formation continue, comme c'était le cas jusqu'à présent.

Le conseil d'installation-formation dans les six départements de la région parisienne a décidé de créer des emplois de formation initiale et non pas de formation continue, comme c'était le cas jusqu'à présent. Cette initiative a pour but de créer des emplois de formation initiale et non pas de formation continue, comme c'était le cas jusqu'à présent.

La loi d'implantation et d'industrialisation de la région parisienne a été votée par le conseil régional de la région parisienne, en collaboration avec le conseil régional de la région de la Seine-Saint-Denis. Cette loi a pour but de créer des emplois de formation initiale et non pas de formation continue, comme c'était le cas jusqu'à présent.

LE CHOMAGE D'UNE HANDICAPÉE

Une seconde blessure

De notre correspondant

La Rouennaise, une femme de 45 ans, souffrant d'une maladie chronique, a été victime d'une seconde blessure. Elle a été victime d'une seconde blessure, ce qui a aggravé sa situation. Elle a été victime d'une seconde blessure, ce qui a aggravé sa situation.

Quarante-sept ouvriers et ouvrières, sur les cent cinquante employés de l'entreprise, étaient obligés de s'en aller. L'entreprise a été victime d'une seconde blessure, ce qui a aggravé sa situation. Elle a été victime d'une seconde blessure, ce qui a aggravé sa situation.

Elle mesure la précarité de sa situation et le peu de cas qui a été fait de son handicap. Elle a été victime d'une seconde blessure, ce qui a aggravé sa situation. Elle a été victime d'une seconde blessure, ce qui a aggravé sa situation.

Son patron appliquait l'abattement de 25 % prévu par la loi du 20 novembre 1957 sur le travail des handicapés. « Il applique un responsable » de la législation du travail.

(Publié)

ERGONOMIE

Étude des accidents du travail, amélioration des conditions de travail, personnel, médecine du travail, I.C. SPERANDIO (département de psychologie), Université de Paris VII, Service de la formation, Faculté de médecine, 75010 Paris. Tél. : 374-12-50 (poste 289).

les fruits de votre argent

LES BONS DU TRÉSOR

disponibles dès la fin de 3 mois

Intérêts progressifs de 3 ans à 5 ans jusqu'à **10,50%** (taux actuariel brut pour un placement à 5 ans)

LA MAIN ET SES LIGNES

La main et ses lignes. Un bel objet grave en métal argenté et un traité sur l'art de lire dans les lignes de la main.

Pavillon Christoffe

12, rue Royale Paris
31, boulevard des Italiens - 95, rue de Passy
Centre Commercial de Parly II
... et maintenant Rive gauche, 93, rue de Seine

مكتبة من الأصل

SOCIAL

ÉTRANGER

FIN DE L'OCCUPATION
DU CASINO DE TROUVILLE

(De notre correspondant)
Cas. — Le personnel du casino de Trouville a mis fin, mardi 11 mars, à l'occupation des locaux décidée le 15 novembre 1978. Lundi 10 mars, un accord est en effet intervenu entre les délégués du personnel et le groupe Guérin qui s'est porté candidat à la reprise de cet établissement (Le Monde du 29 février). Le syndicat F.O. seul représenté, a estimé que les garanties de reprise de l'ensemble des employés étaient satisfaisantes.

Le maire de Trouville, M. Médard de Hère, a signé, le lundi 10 mars, une convention avec la société anonyme qui assurera désormais la gestion de l'établissement dont l'avenir paraissait fort compromis après la mise en régie judiciaire, le 2 novembre, de la société Trouville Balnéaire présidée par René Kienast. Cette dernière avait obtenu une concession de trente ans. Le 25 octobre 1979, Mme Trouville avait été inculpée d'abus de biens sociaux.

Le groupe Guérin, dont le P.-G.G. est M. Pierre Guérin, ancien préfet de Rouen, a pour directeur général un producteur de caoutchouc international, M. Jean-Marie Boulanger, et compte parmi ses actionnaires M. Omar Soudi. Le casino pourrait ouvrir ses portes au mois de mai.

LA SITUATION DE L'EMPLOI EN ÎLE-DE-FRANCE DÉNONCÉE PAR LA C.G.T.

- 400.000 postes industriels ont été supprimés depuis 1970
- 53 % des chômeurs parisiens ne sont pas indemnisés

La désindustrialisation de la région parisienne s'accroît. Selon un rapport patronal, le nombre des emplois industriels a, de 1977 à 1978, baissé, en Île-de-France, de 2,3 % contre 1,7 % pour l'ensemble du pays. Depuis 1970, quelque 400.000 emplois du secteur secondaire, dont 77 % d'emplois industriels, ont disparu de la région parisienne et, en 1978, 4.330 entreprises ont cessé leur activité en Île-de-France entraînant la suppression d'environ 43.000 postes de travail.

Faisant état de ces chiffres, M. Edmond Amiable, secrétaire général de l'Union régionale de l'Île-de-France (URIF) C.G.T., a, au cours d'une conférence de presse, mardi 11 mars, accusé « le gouvernement et le patronat (d'avoir) mis au point un plan concerté pour éliminer encore plus profondément le potentiel industriel, économique,

societ et humain de l'Île-de-France, cela s'inscrivant dans une politique nationale caractérisée par la destruction de branches entières de nos industries, du fait de multiples décisions nationales. Contrairement à l'idée répandue, affirme M. Amiable, les créations d'emplois dans le secteur tertiaire n'ont pas compensé les pertes du secteur secondaire. Et même selon la C.G.T., « le gouvernement et le patronat veulent maintenant s'attaquer au secteur tertiaire, par DATAR interposée, et le ministre d'Ornano vient d'annoncer qu'il allait supprimer 700.000 emplois tertiaires » (sur près de 3 millions en Île-de-France).

Les établissements financiers et bancaires, l'administration et les ministères sont particulièrement visés, et pour le secrétaire général de l'URIF-C.G.T., la décentralisation n'est qu'un prétexte, de nombre des emplois transférés en province est toujours inférieur à celui qu'il était au départ de Paris et la preuve en est que le chômage augmente partout en France.

Selon les statistiques du ministère du travail et de la participation, il y avait, fin janvier 1980, 278.439 demandeurs d'emploi en Île-de-France (375.570 selon la C.O.T.), soit une augmentation de 7,4 % en un an. Une hausse moins importante que la moyenne nationale (+ 9,5 %), mais l'Île-de-France, en raison aussi de la densité de sa population, est la région qui compte de loin le plus grand nombre de chômeurs. Dans le même temps, l'Agence régionale pour l'emploi ne dispose que d'une offre pour treize demandeurs.

Tandis que le chômage s'accroît, en Île-de-France comme ailleurs, le nombre des chômeurs secourus diminue à cause, notamment, de la nouvelle législation supprimant l'aide publique. Fin janvier, 130.446 des 278.439 chômeurs de la région parisienne, soit 47 %, touchaient une allocation. Par conséquent, 53 % d'entre eux, dont une majorité de jeunes, ne percevaient rien (1). En un an, on a enregistré, en Île-de-France, une baisse de 18 % des chômeurs indemnisés.

Pour remédier, d'une façon générale, à cette situation de sous-emploi, l'URIF-C.G.T. demande la création de 300.000 emplois nouveaux d'ici à 1985. C'est possible, dit-elle, dans les secteurs liés à la consommation populaire (habillement, ameublement, électro-ménager, etc.), dans le bâtiment, la machine-outil, les transports, etc. Et aussi de la part du secteur public. « La population se plaint à juste raison », dit M. Amiable, de la dégradation du service dans les hôpitaux, aux P.T.T., à la S.N.C.F., à la Sécurité sociale, etc. L'union régionale a calculé, d'autre part, que l'abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans pour les hommes et cinquante ans pour les femmes libérerait quelque 240.000 postes de travail.

Entendant s'opposer « à toute suppression d'emploi, à toute fermeture d'entreprise », l'URIF-C.G.T. doit organiser, début juin, des « états généraux de l'emploi » à Paris.

(1) Ces statistiques émanent du G.A.I.P. (Groupe des ASSEJO de la région parisienne), mais on indique aussi qu'en raison de la réforme de l'indemnisation du chômage, de nombreux chômeurs n'ont pas encore été traités. Les services de Paris ayant en un an, en effet, enregistré les salaires d'assurance chômage, la publication du nombre des chômeurs secourus pour l'ensemble de la France, publication qu'elle avait interrompue depuis plusieurs mois.

Des contrats « installation-formation » sont instaurés pour la première fois dans la région Midi-Pyrénées

For. — L'exode des jeunes et des moins jeunes, qui a dévitalisé le milieu rural de la région Midi-Pyrénées, s'est traduit par le départ des agriculteurs puis des artisans, dont beaucoup aujourd'hui n'ont pas de successeurs. Ainsi se désagrège un tissu humain, économique et social. La situation est plus grave encore dans les zones de montagne.

La conférence de l'artisanat pyrénéen, qui regroupe les six chambres de métiers de la chaîne pyrénéenne, avec la participation des pouvoirs publics, a d'abord imaginé un dispositif susceptible de trouver des successeurs aux artisans âgés qui n'en avaient pas. Très rapidement, elle a pensé à élargir ce dispositif à tous ceux, et celles, originaires ou non de la région, qui souhaiteraient s'installer dans les six départements du massif pyrénéen (Aude, Ariège, Haute-Garonne, Pyrénées-Atlantiques, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales).

Des contrats « installation-formation » ont été instaurés, qui constituent une opération expérimentale, en France. Celle-ci a

De notre envoyé spécial

démarré à la fin de 1979 et se poursuivra tout au long de l'année 1980 pour quatre-vingt-dix stagiaires au maximum. Une trentaine sont déjà en formation ou en attente. Cette expérience est réservée aux personnes qui ont une formation initiale et non pas à des jeunes sortant des établissements scolaires.

Un « conseil d'installation » fonctionne dans les six départements, avec les services économiques de la chambre de métiers, de l'association pour la formation des adultes et, éventuellement, des représentants des artisans de la branche d'activité concernée. Les critères portent sur la stabilité du dossier et surtout sur la volonté réelle du candidat à s'installer, donc sur sa personnalité.

Le lieu d'implantation et l'activité choisie sont intimement liés, et il faut tenir compte à la fois de l'économie locale, de la formation du candidat et de ses désirs. Le candidat a le choix entre

plusieurs hypothèses. S'il a une idée précise du lieu où il veut vivre, il adresse sa demande à la chambre de métiers du lieu. Si son projet est bien adapté à l'économie locale, le candidat sera conforté dans son choix. Au contraire, s'il veut faire, par exemple, de la culture, dans une zone où il n'y a rien, il devra alors se procurer un terrain, le cadastrer, le faire valoir, le faire inscrire au cadastre, etc. Il lui demandera de changer de secteur. Lorsqu'il n'a pas d'idée précise quant au lieu d'installation, il s'adresse à la conférence de l'artisanat et le conseilera. En outre, le candidat peut avoir envie, ou besoin, de créer une entreprise, soit d'exploiter une exploitation agricole, soit d'exploiter une exploitation industrielle. Il lui demandera alors à bénéficier d'une formation complémentaire, laquelle constitue un élément déterminant de l'installation.

La formation n'existe que par rapport à un projet. C'est la une question de temps et d'effort. L'installation doit en être le résultat. Les résultats qu'en fin de programme. Cette formation, qui débute dans un délai assez court, se poursuivra pendant toute la durée du contrat. La mise en relation du candidat avec l'artisan formateur et les autres artisans de la région. Cette formation permet au candidat de connaître son propre projet, tant au plan technique qu'à celui de la gestion.

L'installation peut même, dans certains cas, connaître un début de réalisation au cours du cycle de formation. En outre, un appui technique est aussi fourni par les services économiques des chambres de métiers.

« Formation à la carte » chez l'artisan

Tout ce travail de formation et d'installation requiert une énergie que le candidat ne pourrait déployer au maximum s'il n'était pas dégagé de certaines contraintes financières. Aussi la formation est-elle totalement gratuite. Y compris le transport du lieu du stage à la chambre des métiers pour les cours théoriques et de gestion. Le candidat reçoit aussi, durant les mois de formation, 70 % du SMIC ou 70 % du salaire antérieur. Le candidat peut également présenter un dossier plus complet et plus complexe : recherche de marchés extérieurs, création d'emplois, montage financier plus délicat. Dans ce cas, il peut bénéficier de l'appui d'équipes d'experts et de conseillers spécialisés pour les petites entreprises, équipes qui sont en cours de constitution dans le massif pyrénéen.

HERVÉ LOUBOUTIN.

LE CHOMAGE D'UNE HANDICAPÉE

Une seconde blessure

De notre correspondant

La Roche-sur-Yon. — « Au début, je n'y croyais pas. » Françoise, vingt-huit ans, a du mal à cacher sa peine. Aveugle de naissance, elle a été licenciée le 1^{er} décembre de l'entreprise de linge dans laquelle elle travaillait depuis sept ans. L'usine déposait son bilan sans cessation d'activité.

Quarante-sept ouvriers et ouvrières, sur les cent cinquante que compte l'entreprise, étaient obligés de s'en aller. Licenciement économique. « Dans l'ensemble, ils ont gardé les plus rentables », ajoute Françoise. Rentabilité : un mot qui s'accorde mal à handicapé. « Mon licenciement m'a fait mal », et Françoise ajoute : « Je préfère travailler qu'être assistée. »

Elle mesure le précarité de sa situation et le peu de cas qui a été fait de son handicap. Titulaire d'un C.A.P. de tricoteuse, elle avait trouvé cette place en Vendée. Ce n'était pas l'idéal, mais tout de même une possibilité de vivre sans rien réclamer aux autres. Après sept années d'activité, elle gagnait 2100 francs par mois, à peine le SMIC.

Son patron appliquait l'abattement de salaire prévu par la loi du 23 novembre 1957 sur le travail des handicapés. « L'appliquait même un peu trop », note un responsable de la fédération

départementale des malades infirmes et paralytiques. Une chose est sûre : malgré sa qualification et son ancienneté, le patron ne le payait que comme une débutante.

Au chômage depuis trois mois maintenant, elle trouve le temps long. « Nous ne voulons pas être à la charge des autres. Ce que nous réclamons, ce n'est pas la charité, mais la dignité et, pour cela, nous voulons travailler. »

Il existe certes toute une série de mesures pour soulager peu ou prou la situation des handicapés : complément de ressources, garantie de ressources, allocations... Mais l'essentiel n'est pas résolu : les handicapés demeurent des marginaux, et qui, de temps en temps, on prodigue de belles promesses... M. Gérard d'Estaing avait promis, lors de sa campagne présidentielle, d'élever le droit aux allocations des ressources des handicapés au niveau du SMIC... « Je faisais remarquer un responsable de la Fédération des malades et handicapés. Cette allocation n'est encore qu'à la moitié du salaire minimum. »

Il y a aussi les problèmes de formation des handicapés et ceux posés par l'installation dans les usines de machines sophistiquées sur lesquelles les infirmes ne peuvent travailler.

HERVÉ LOUBOUTIN.

ERGONOMIE

(Etude des accidents du travail, amélioration des conditions de travail)
STAGE A l'insertion des techniciens, ingénieurs, responsables du personnel, médecins du travail.

Animateur : DU 9 AU 13 JUIN 1980.
J.-C. SPERANDIO (département de psychologie).
Inscription : Université de Paris VIII, Service de la Formation Permanente, Tour de Tourville, 75571 PARIS.
CHASSE 12. Tél. 374-12-50 (poste 389) - 374-52-35.

LEO PALACIO.

* Renseignements : Conférence de l'artisanat pyrénéen, Place du 8 mai 1945, à Foz (65) (tél. (18) 33 33 74), ainsi qu'au service technique des chambres de métiers des six départements concernés et au comité régional de l'artisanat des Pyrénées, 10, rue de la Plante, 31000 Toulouse.

LE GOUVERNEMENT
ÉTUDE DE NOUVELLES MESURES
POUR FREINER L'INFLATION

Les prix de gros au Japon ont augmenté de 2,6 % en février ; il s'agit de la plus forte hausse enregistrée depuis six ans (+ 3,9 % en février 1974). En un an — février 1979 — l'augmentation des prix de gros est de 21,4 %. Le très mauvais résultat de février s'explique en partie par la hausse des produits énergétiques (+ 6,6 % en un mois, + 27,8 % en un an) et des métaux non ferreux (+ 7,4 % en un mois, + 63,3 % en un an). Mais la baisse du yen, qui renchérit les importations, est un autre facteur de hausse.

Le résultat de février, s'il n'était pas complètement imprévisible, a tout de même, par son ampleur, alarmé les pouvoirs publics. Ceux-ci ont décidé de nouvelles mesures afin d'apaiser l'inflationnisme et immédiatement mis à l'étude des mesures de restriction — monétaires et budgétaires — renforçant celles qui ont déjà été prises, notamment les hausses successives du taux de l'escompte porté à 7,25 % fin décembre (4,25 % jusqu'en avril 1979). On connaît, probablement la semaine prochaine, les décisions du gouvernement japonais. Mais il semble bien que Tokyo, après Bonn, Paris et Washington, va diriger sa politique anti-inflation, ce qui risque — par contrecoup et dans un premier temps au moins — de freiner l'activité économique.

TEIJIN, LE N° 2 DU TEXTILE
PERD SON PRÉSIDENT

Tokyo. — M. Shizuo Oya, président de Teijin, le deuxième producteur de fibres synthétiques japonais, est mort dimanche 9 mars à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

[Ancien ministre, M. Oya était notamment le porte-parole du commerce dans le gouvernement Yoshida (1946), puis celui des finances et des transports. M. Oya quitta la vie politique en 1958 pour reprendre la tête de Teijin. Affirmant volontiers qu'il occupait cette fonction jusqu'à cent ans, M. Oya a battu tous les records de durée de présidence d'une société en conservant ce poste pendant vingt-cinq ans.]

C'est sous sa direction que Teijin, qui au début du siècle, était un fabricant de soie artificielle (sous le nom de Teikoku Jinsu Kenkyu), s'est lancé dans les fibres synthétiques et a reconquis ainsi sa position dans l'industrie textile japonaise. Le groupe compte aujourd'hui soixante-neuf sociétés et participe à vingt-sept « joint ventures », dont la chiffre d'affaires total approche les 1.000 milliards de yens (4 milliards de dollars). C'est l'un des plus diversifiés de l'industrie textile : ce plus des fibres synthétiques, il produit du plastique, des cosmétiques, des robes artificielles et des pellicules photographiques. Il s'est, en outre, lancé dans la production pharmaceutique et, depuis 1960, dans l'industrie pétrolière et l'immobilier (possédant notamment l'hôtel Queen Elizabeth à Paris). C'est l'un des vice-présidents de Teijin, M. Tokuro, qui succédera à M. Oya à la tête du groupe. — P. P.]

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ base + haut	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
\$ E.-U.	4,2540 4,2580	- 138 - 185	- 235 - 255	- 850 - 740
\$ can.	3,6235 3,6290	- 15 + 20	- 55 - 65	- 245 - 105
Yen (100)	1,7120 1,7140	+ 10 + 30	0 + 20	+ 20 + 70
DM	2,3350 2,3390	+ 90 + 115	+ 185 + 215	+ 450 + 500
Florin	2,1250 2,1310	+ 40 + 55	+ 75 + 95	+ 145 + 220
F.R. (100)	16,3890 16,4018	- 185 - 195	- 650 - 675	- 1210 - 1120
F.S.	2,4425 2,4485	+ 150 + 160	+ 310 + 320	+ 630 + 640
L. (1 000)	5,6250 5,6285	- 245 - 245	- 460 - 475	- 1425 - 1440
£	9,4310 9,4350	- 375 - 375	- 685 - 695	- 1910 - 1825

TAUX DES EURO-MONNAIES

	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4
\$ E.-U.	44 7/8	45 3/8	46 1/8	47 1/8	48 1/8	49 1/8	50 1/8	51 1/8
Florin	9 3/4	10 3/4	11 3/4	12 3/4	13 3/4	14 3/4	15 3/4	16 3/4
F.R. (100)	13	14	15	16	17	18	19	20
F.S.	5 1/8	5 3/8	5 5/8	5 7/8	6 1/8	6 3/8	6 5/8	6 7/8
L. (1 000)	15 3/4	16 1/4	16 3/4	17 1/4	17 3/4	18 1/4	18 3/4	19 1/4
£	16 1/4	17 1/4	17 3/4	18 1/4	18 3/4	19 1/4	19 3/4	20 1/4
Fr. franc.	13 1/4	13 3/4	14 1/4	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4	16 3/4

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises. Les qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

(Publicité)
ARGENTINE

CONFIEZ A UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE BUENOS-AIRES
VOS ÉTUDES - VOS MISSIONS - VOTRE REPRÉSENTATION
Notre Directeur - actuellement en France - est à votre disposition.
Ecrire au journal « Le Monde » n° 8.256



CHAMONIX-SUD
Un deux pièces 195 000 F
au lieu de 285 000 F.

Investissez 195 000 F seulement au lieu de 285 000 F* pour devenir propriétaire d'un appartement à Chamonix-Sud, le nouveau village des amoureux de Chamonix : de petits immeubles-chalets aux airs d'autrefois, une place piétonnière bordée de boutiques.

Cette diminution considérable de votre investissement : 90 000 F (soit environ 30 %), est rendue possible notamment par la location de votre appartement à une société de gestion qui le meublera, et par l'avance faite au moment de votre achat, de 9 ans de loyers. De plus, vous pouvez acheter sans aucun apport personnel.

Vous profitez de Chamonix le temps de vos vacances, 7 semaines par an. Exemple : avec vos enfants deux semaines à Pâques et trois semaines en été ; pour vous, une semaine en janvier, une semaine en mars.

Vous pouvez échanger vos semaines de vacances à Chamonix avec d'autres stations à la montagne ou à la mer : Avoriaz, la Corse, Cap d'Agde, Antibes...

Vous n'aurez aucune charge à payer pendant 9 ans et votre patrimoine sera bien géré.

* Prix d'un deux pièces meublé, 1^{er} étage, vue Brévent.



Merci de m'envoyer
des informations complémentaires.

MO 3 CH

Nom : _____ Tél. : _____
Profession : _____ Tél. bureau : _____
Adresse : _____

Pierre et Vacances, 105, bd Hausmann, 75008 Paris - Tél. : 285.19.64.

**Ne ratez pas
votre retraite,
vous ne la prendrez
qu'une fois.**

(Proverbe de retraité fort en calcul)

Tenez compte de la sagesse et consultez votre assureur-vie

**Assurance-Vie
Complément de retraite**

Votre avenir est entre vos mains

isa INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

78380 JOUY-EN-JOSAS - TEL. : LIGNE DIRECTE (7) 956.43.51
ou (7) 956.80.00, postes 430, 434, 484, 476, 462.
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS
CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

En vue de la rentrée de septembre 1980
date limite de dépôt des dossiers
de candidature pour la 2^e session:
lundi 31 mars 1980.

**le diamant,
placement refuge...**

les meilleurs économistes mondiaux en témoignent !

- plus-value record • anonyme et facilement négociable
- valeur internationale • ne nécessite aucune gestion
- avantages fiscaux

Nos diamants et pierres de couleur sont vendus avec
certificat d'authenticité délivré par des laboratoires
d'expertise internationaux. Nos services pour la revente
sont assurés par contrat.

Fandian

LES GEMMES
D'INVESTISSEMENT S.A.
Tour Maine-Montparnasse
75755 PARIS Cedex 15. Tél. 538.98.03

Veuillez m'indiquer, sans engagement, sur :
☐ l'investissement diamant ☐ les pierres de couleur

nom _____ prénom _____
n° _____ ville _____
code postal _____ tel. _____

**Il vaut mieux
vivre de ses rentes
au soleil
que sans le soleil
sous la pluie.**

(Proverbe de retraité heureuse)

Tenez compte de la sagesse et consultez votre assureur-vie

**Assurance-Vie
Complément de retraite**

Votre avenir est entre vos mains

ÉTRANGER

Le gouvernement canadien pourrait aider Chrysler en échange d'une participation au capital

De notre correspondant

Montréal. — Le gouvernement canadien a entamé des négociations avec les trois constructeurs automobiles américains qui possèdent des usines au Canada : Chrysler, General Motors et Ford. Les pourparlers pourraient déboucher sur une aide financière en faveur de la filiale canadienne de la société Chrysler et sur des modifications de l'accord canado-américain connu sous le nom de « pacte de l'auto-mobilité ».

Les très sérieuses difficultés que connaît Chrysler aux États-Unis ont des répercussions au Canada où le constructeur américain possède plusieurs usines. La filiale canadienne de Chrysler a annoncé qu'elle fermerait avant la fin de l'année son usine de moteurs à Windsor (Ontario) en raison de la baisse de la demande pour ce genre de moteurs. Plus de quatre cents personnes devraient être licenciées, mais l'usine pourrait ouvrir de nouveaux 6 cylindres qui consomment moins. De plus, Chrysler envisage de réduire substantiellement, peut-être d'un tiers, le personnel employé dans son usine de camions (deux mille cinq cents ouvriers).

Le nouveau ministre libéral de l'Industrie et du Commerce, M. Herb Gray, qui est lui-même député de Windsor, a indiqué que son gouvernement s'occuperait d'accorder une aide au constructeur américain. L'État pourrait, par exemple, garantir une partie des emprunts dont Chrysler a besoin pour moderniser ses usines et, selon la compagnie, dépasseraient le milliard de dollars. Le ministre a cependant précisé qu'il pourrait négocier une participation de l'État au capital social de l'entreprise en échange d'une aide financière.

M. Gray compte rencontrer aussi les dirigeants de General Motors et de Ford, dont les usines se trouvent également en Ontario. Les discussions porteront essentiellement sur deux aspects : la nécessité d'accroître la production des pièces détachées ainsi que le développement du secteur de la recherche et de l'innovation, qui est presque entièrement regroupé dans les usines situées aux États-Unis. Selon le ministre, ces contacts s'inscrivent dans une stratégie à plus long terme, qui vise à redonner au Canada une meilleure place dans le marché automobile à l'échelle nord-américaine, sans renégocier pour autant le pacte de l'automobile conclu en 1953 avec les États-Unis.

Ce pacte a permis de répartir la production entre les deux

pays, chacun se spécialisant dans certains types de véhicules. Au cours des dernières années, la position du Canada dans l'industrie automobile n'a cessé de se détériorer au profit de son partenaire. En 1978, le déficit global dans ce secteur s'élevait à 800 millions de dollars et l'année suivante il passait à plus de 3 milliards de dollars. Les experts s'attendent à un déficit de 3,8 milliards de dollars en 1980, ce qui inquiète au plus haut point le gouvernement et les syndicats.

L'essentiel de ce déficit vient du secteur des pièces détachées (4 milliards de dollars aux dépens du Canada). À l'inverse, le Canada vend plus de véhicules aux États-Unis qu'il n'en achète, mais l'excédent s'est très sensiblement réduit l'année dernière, passant de 2,8 milliards de dollars en 1978 à 855 millions de dollars en 1979.

Si les prévisions portant sur la production automobile aux États-Unis sont très sombres, puisqu'il est question d'une baisse de 25 % pour le premier trimestre par rapport à la période correspondante de 1979, l'avenir est encore plus incertain au Canada où on parle d'une baisse d'un tiers de la production pour la même période. Le Canada vendait 800 000 véhicules aux États-Unis en 1977, 590 000 en 1979, et on parle de 450 000 cette année. Cette baisse est attribuable au resserrement du marché américain, et surtout au fait que les usines canadiennes fabriquent les gros modèles pour lesquels la demande est moins forte depuis l'aggravation de la crise de l'énergie.

De plus, on prévoit que les ventes sur le marché intérieur canadien, qui se situent autour d'un million de véhicules au cours des trois dernières années, chuteront à 950 000 en 1980. Selon les spécialistes, la situation dans le secteur automobile ne s'améliorera pas avant la fin de 1981, date à laquelle le Canada commencera à produire des petits modèles.

BERTRAND DE LA GRANGE.

Nouvelle étape de la lutte contre l'inflation au Brésil

Les pouvoirs publics vont contrôler les prix et les bénéfices des entreprises

De notre correspondant

Brasilia. — La politique anti-inflationniste du ministre du plan, M. Netto, commence-t-elle à porter ses fruits ? C'est avec soulagement en tout cas que le gouvernement a pris connaissance de la hausse des prix en février (+ 4,2 %), qui indique pour le troisième mois consécutif une tendance à la baisse.

À Brasilia, on espère que la bonne récolte agricole annoncée pour les prochains mois permettra de renforcer cette tendance favorable, en faisant baisser les prix des produits alimentaires. Les facilités de crédit accordées aux cultivateurs et les prix plus rémunérateurs fixés pour les produits agricoles ont indéniablement stimulé la production, tant pour les cultures de subsistance que pour celles d'exportation, dont le soja, qui devrait rapporter au pays environ 2,5 milliards de dollars en 1980, soit près du double de l'an dernier.

Les réticences du patronat

Le gouvernement paraît maintenant décidé à faire passer sa lutte anti-inflationniste sur le contrôle des prix. En septembre, M. Netto avait obtenu la création d'un Secrétariat spécial à l'approvisionnement et aux prix (SEAP), qui lui permettait de contrôler directement cette action. Il avait décidé ensuite que les hausses de prix ne seraient dorénavant acceptées, tout comme celles des salaires, que tous les six mois, après approbation préalable du gouvernement. Celui-ci se baserait, pour déterminer les augmentations permises, sur l'indice de variation des obligations du Trésor (lui-même lié à l'inflation), qui déterminera dorénavant le rythme de croissance maximum des bénéfices des entreprises.

Cette politique a été créée, pour la

première fois, une certaine tension entre M. Netto et le patronat. Le directeur de la SEAP, M. Carlos Viacava, est devenu la cible d'une campagne du secteur privé. « Le gouvernement a mis fin par décret à la notion de bénéfice, qui était la base de la doctrine officielle en matière économique », affirmait-il y a peu, en éditorial O Estado de São Paulo, résumant ainsi le sentiment d'une grande partie d'un secteur privé peu habitué à se voir soumis à contrôle.

Le patronat ne paraît pourtant pas en mesure de tenir une épreuve de force. En janvier, la SEAP avait coupé les crédits publics de onze entreprises sidérurgiques, accusées de pratiquer des prix supérieurs à ceux autorisés. L'une d'elles appartenait au groupe Votorantim, le principal conglomérat privé du pays. Le président du groupe, M. Emílio de Moraes, tenta bien de résister en fermant l'usine. Après une brève rencontre avec M. Delfino Netto, il se rendit et rentra rapidement dans le rang.

Depuis, les patrons brésiliens paraissent plus prudents. Pour échapper de la convulsion, le ministre du plan leur fait valoir qu'un échec de sa politique conduirait le pays à une expérience déflationniste qui les entraverait bien plus encore en difficulté.

Avant gagné des points dans le secteur des prix, le gouvernement va affronter une autre épreuve difficile, sur le front des salaires, cette fois. Les syndicats des grands faubourgs industriels de São Paulo viennent d'entamer leurs négociations, qui doivent atteindre leur point culminant le 1^{er} avril. Un accord avec les employeurs paraît difficile, et une grève n'est pas exclue, semblable à celle qui, en 1979, avait mis en difficulté le président Figueiredo à peine arrivé au pouvoir. Le gouvernement a conscience qu'il s'agit là d'un test-clé pour la nouvelle législation salariale qu'il a promulguée à la fin de 1979 et qui prévoit des ajustements automatiques et différenciés suivant les catégories. Considérant qu'il s'agit de concessions maximales qui peuvent être faites en ce moment difficile, le gouvernement paraît déterminé à maintenir une attitude ferme. Reste à savoir si les syndicats de São Paulo, après dix ans d'une politique de stricte compression du pouvoir d'achat des salariés, acceptent de faire machine arrière.

THIERRY MALINIAK.

● La production intérieure brute du Brésil a enregistré une croissance de 6,2 % en 1979 (contre 8 % en 1978 et 4,7 % en 1977). Cela montre, affirme la Banque du Brésil dans son rapport annuel, que le pays a conservé une capacité d'expansion satisfaisante, malgré des conjonctures défavorables. Le rapport révéle d'autre part que le Brésil a dû verser en 1979 près de 10 milliards de dollars au titre des intérêts et amortissements de sa dette extérieure, soit 66 % de ses recettes à l'exportation. — (A.F.P.)

**SIGNEAIT
TRES
TRES
TRES
BON?**

Le Drugstonien

LE NOUVEAU RESTAURANT DE MATIGNON
OUVERT JUSQU'À 1 HEURE DU MATIN.
RESERVATION TEL. 359 38 70

Drugstore Publicis Matignon : 1, av Matignon 75008, Paris.

DRUGSTORES PUBLICIS
L'événement perpétuel.

**Apprendre
l'anglais
complètement
sans aller à l'école
sans aucune contrainte
sans aucune dépense**

(Diction écossais)

Tenez compte de la sagesse et consultez votre assureur-vie

**Assurance-Vie
Complément de retraite**

Votre avenir est entre vos mains

Le Monde

10 000 TONNES DE PÉTROLE AU FOND

Les autorités hésitent sur de récupérer l'épave du

La mer noire du « Tanio », a touché de nombreux sables de la Côte de Granit rose au cours de la nuit de mardi 11 à mercredi 12 mars. Pressées par le vent et les courants, de petites nappes de fuel lourd se sont échouées à Port-Bleuet, Hermagen et Pleubian, soit à 25 kilomètres à l'est de Perros-Guirec. Les rivages des Côtes-Nord sont donc atteints ici et là sur une longueur de 30 kilomètres. On craint que cette pollution ne dure jusqu'à la grande marée de la fin de cette semaine, car le pétrole échappé des sables du « Tanio » lors du naufrage, vendredi 7 mars, s'est fragmenté en de nombreuses petites taches qui échappent à l'observation aérienne.

Mais les autorités sont surtout préoccupées par le comportement de la partie avant du navire qui repose par 37 mètres de fond, à 10 kilomètres au nord de la pointe de Batz. Un hélicoptère de la marine nationale a repéré, mardi après-midi, à l'aplomb de l'épave, de légers remontées de pétrole. En revanche, l'exploration du fond entreprise à l'aide d'un sous-marin de poche télégué et équipé de caméras n'a pas fourni d'éléments diagnostiques précis. Les pouvoirs publics estiment qu'il faut attendre la fin de la semaine pour pouvoir décider s'il faut tenter de récupérer l'épave ou s'il faut attendre la marée de la semaine prochaine pour tenter de le faire remonter à la surface.

En revanche, le sort de la partie avant du navire, elle aussi, est incertain. Elle pourrait être remorquée à l'arrière du port de Batz, mais cela nécessiterait la mise en œuvre de la carène de la carène.

Une épée de Damoclès sur la saison

De notre envoyé spécial

« Tout au long de la saison, la lutte anti-inflationniste du ministre du plan, M. Netto, commence-t-elle à porter ses fruits ? C'est avec soulagement en tout cas que le gouvernement a pris connaissance de la hausse des prix en février (+ 4,2 %), qui indique pour le troisième mois consécutif une tendance à la baisse. »

À Brasilia, on espère que la bonne récolte agricole annoncée pour les prochains mois permettra de renforcer cette tendance favorable, en faisant baisser les prix des produits alimentaires. Les facilités de crédit accordées aux cultivateurs et les prix plus rémunérateurs fixés pour les produits agricoles ont indéniablement stimulé la production, tant pour les cultures de subsistance que pour celles d'exportation, dont le soja, qui devrait rapporter au pays environ 2,5 milliards de dollars en 1980, soit près du double de l'an dernier.

Le patronat ne paraît pourtant pas en mesure de tenir une épreuve de force. En janvier, la SEAP avait coupé les crédits publics de onze entreprises sidérurgiques, accusées de pratiquer des prix supérieurs à ceux autorisés. L'une d'elles appartenait au groupe Votorantim, le principal conglomérat privé du pays. Le président du groupe, M. Emílio de Moraes, tenta bien de résister en fermant l'usine. Après une brève rencontre avec M. Delfino Netto, il se rendit et rentra rapidement dans le rang.

Depuis, les patrons brésiliens paraissent plus prudents. Pour échapper de la convulsion, le ministre du plan leur fait valoir qu'un échec de sa politique conduirait le pays à une expérience déflationniste qui les entraverait bien plus encore en difficulté.

Avant gagné des points dans le secteur des prix, le gouvernement va affronter une autre épreuve difficile, sur le front des salaires, cette fois. Les syndicats des grands faubourgs industriels de São Paulo viennent d'entamer leurs négociations, qui doivent atteindre leur point culminant le 1^{er} avril. Un accord avec les employeurs paraît difficile, et une grève n'est pas exclue, semblable à celle qui, en 1979, avait mis en difficulté le président Figueiredo à peine arrivé au pouvoir. Le gouvernement a conscience qu'il s'agit là d'un test-clé pour la nouvelle législation salariale qu'il a promulguée à la fin de 1979 et qui prévoit des ajustements automatiques et différenciés suivant les catégories. Considérant qu'il s'agit de concessions maximales qui peuvent être faites en ce moment difficile, le gouvernement paraît déterminé à maintenir une attitude ferme. Reste à savoir si les syndicats de São Paulo, après dix ans d'une politique de stricte compression du pouvoir d'achat des salariés, acceptent de faire machine arrière.

THIERRY MALINIAK.

**SIGNEAIT
TRES
TRES
TRES
BON?**

Le Drugstonien

LE NOUVEAU RESTAURANT DE MATIGNON
OUVERT JUSQU'À 1 HEURE DU MATIN.
RESERVATION TEL. 359 38 70

Drugstore Publicis Matignon : 1, av Matignon 75008, Paris.

DRUGSTORES PUBLICIS
L'événement perpétuel.

Le Monde

équipement

ENVIRONNEMENT

10 000 TONNES DE PÉTROLE AU FOND DE LA MER

Les autorités hésitent sur la manière de récupérer l'épave du « Tanio »

La marée noire du « Tanio » a touché de nouveaux sites de la Côte de Granit rose au cours de la nuit de mardi 11 à mercredi 12 mars. Poussées par le vent et les courants, de petites nappes de fuel lourd se sont échouées à Port-Bianc, Kermagen et Pleubian, soit à 25 kilomètres à l'est de Perros-Guirec. Les rivages des Côtes-du-Nord sont donc atteints ici et là sur 35 kilomètres. On craint que cette pollution sporadique ne dure jusqu'à la grande marée de la fin de cette semaine, car le pétrole échappé des soutes du « Tanio » lors du naufrage, vendredi 7 mars, s'est fragmenté en de nombreuses petites tâches qui échappent à l'observation aérienne.

Mais les autorités sont surtout préoccupées par le comportement de la partie avant du tanker qui repose par 87 mètres de fond, à 50 kilomètres au nord de l'île de Batz. Un hélicoptère de la marine nationale a repéré, mardi après-midi, à l'aplomb de l'épave, de légères remontées de pétrole. En revanche, l'exploration du fond entreprise à l'aide d'un sous-marin de poche téléguidé et équipé de caméras n'a pas

fourni d'éléments très nouveaux pour établir un diagnostic précis.

Les pouvoirs publics sont dans l'embarras. Il est exclu d'envoyer des plongeurs, car l'opération est jugée trop dangereuse. Fera-t-on appel aux sous-marins plongeurs d'entreprises privées ? Il faudrait pour cela leur offrir des garanties financières. Les solutions imaginées consistent soit à renflouer la carcasse qui renferme encore quelque 10 000 tonnes de fuel, soit à pomper le pétrole au fond après réchauffement, comme on l'avait fait en 1976 pour le « Boeheim », un pétrolier allemand.

En revanche, les Bretons sont rassurés sur le sort de la seconde partie de l'épave contenant, elle aussi, quelque 10 000 tonnes de pétrole. Remorquée, depuis trois jours, par le puissant « Abeille-Languedoc », la poutre du « Tanio », a franchi, mercredi, à 5 h 45, les passes du port du Havre. Elle est à présent amarrée le long des quais pétroliers. On va remettre sa machine en marche pour réchauffer la cargaison et la transvaser dans des citernes à terre.

Une épée de Damoclès sur la saison touristique

Perros-Guirec. — Tout au long des échantillons de la Côte de Granit rose, la lutte anti-marée noire s'organise. Au fil des heures, elle « monte en puissance ». Réquisitionnés (au prix de 450 francs par jour et par personne), les agriculteurs arrivent de l'arrière-pays avec leurs tracteurs à lisier ; les militaires du 1^{er} RIMA de Saint-Lô débarquent ; des camions-pompes échelonnent, à présent sur les grèves, secondés par des pelleteuses. Déjà, à Ploumanach, les pompiers travaillent au jet des célèbres rochers roses que la marée a endommagés.

Il faut faire vite, car, lors du prochain week-end, la marée d'équinoxe va porter le fuel jusqu'au sommet des plages. Or la tâche est littéralement infernale. La cargaison du « Tanio » n'est ni assez liquide pour qu'on la pompe aisément, ni assez solide pour que les bulldozers la ramassent. Et c'est pitié de voir des centaines d'hommes maculés jusqu'aux yeux se battre avec cette mélasse insaisissable tandis que les engins les plus puissants patissent et s'émoussent.

Une consolation toutefois : le fuel du « Tanio » est insoluble et chimiquement non toxique. Sur les recommandations du CCRD de Brest, on ne l'a traité ni à la craie ni aux détergents. Mais il pèse étouffer la faune et la flore par sa masse visqueuse. On le voit bien avec les oiseaux qui l'on ramassé à présent en bon nombre. On craint, sans en être assuré, que la réserve des Sept-Îles (déjà dévastée deux fois) n'ait été atteinte par une nappe. Malgré les interventions pressantes des scientifiques, on a laissé aussi le mazout polluer le marais de l'île-Grande, à Trégastel. Un

De notre envoyé spécial

simple barrage flottant aurait pourtant suffi.

En vérité, la seule hantise des responsables, c'est de faire disparaître tout ce qui est voyant dans les meilleurs délais. En tout cas avant le mois de mai, début tant attendu de la saison touristique. Car les pêcheurs professionnels et les amateurs ne sont plus qu'une poignée. Tout le monde trouve son gain-pain auprès des vacanciers. Et tout le monde, sur ce point, garde un très mauvais souvenir des retombées de la marée noire de l'Amoco-Cadiz.

Deux mois après la catastrophe, plages et rochers étaient redevenus « normaux » sur cette portion de côte. On attendait de pied ferme les Belges, les Allemands, les Néerlandais et les Britanniques, qui sont d'excellents clients pour l'été. Leur contingent constituait 60 % des estivants en mai et juin, 50 % en juillet, 10 % en août à 30 % en septembre. C'est assez dire que, sans eux, les recettes ne sont plus que l'ombre d'elles-mêmes. Or, en 1979, les étrangers, effrayés par les images transmises par leurs propres chaînes de télévision, ne sont pas venus. Le manque à gagner a été chiffré à plusieurs centaines de millions.

Les répercussions psychologiques et commerciales de la marée noire se sont fait sentir encore en 1979. Les agences allemandes en particulier avaient estimé qu'il faudrait deux ans pour que les plages retrouvent leur propre d'antan. Et rien à faire pour les convaincre du contraire. On a eu beau monter l'opération « Juin en Bretagne » avec réduction de 40 % sur les billets S.N.C.F., tarifs

privilegiés chez les hôteliers et garanties d'animation dans les stations, les clients européens ont continué à bouder.

Bien sûr, les hôteliers, les professionnels de l'animation dans les stations, les clients européens ont continué à bouder. Bien sûr, les hôteliers, les professionnels de l'animation dans les stations, les clients européens ont continué à bouder. Bien sûr, les hôteliers, les professionnels de l'animation dans les stations, les clients européens ont continué à bouder.

Dynamitage de l'épave

Aussi tous les professionnels du tourisme se félicitaient-ils de ce que cette année les agences étrangères reprennent contact. Les années maigres semblaient finies. Voilà que le « Tanio » et sa maudite cargaison remet tout en question.

Et pas seulement celle qui vient d'aborder le rivage. On craint plus encore celle qui demeure dans la poutre du tanker, à 87 mètres de fond à 50 kilomètres au nord. Les Bretons sont assez marins pour savoir que tout ce qui est au fond des soutes céderont et que le pétrole, assésé de courants violents, leur apportera 10 000 tonnes de plus.

Réuni d'urgence, lundi 10 mars, le Comité de défense du littoral du Trégor, qui groupe tous les maires du secteur, a expédié un télégramme au ministre de l'Intérieur. Il ne demande rien moins que le dynamitage immédiat de l'épave. « Mieux vaut traîner tout de suite cette maudite carcasse que de vivre avec une épée de Damoclès sur la tête. Quel projet voulez-vous que nous fassions ? », dit M. Pierre Yvoncourt, président de l'office du tourisme de la Côte de Granit rose. Certains maires, comme celui de Trégastel, souhaitent plutôt que les techniciens parviennent très vite à pomper le pétrole qui dort au fond de l'épave. L'achille n'a fait pour le Boeheim. Cela soulagerait tout le monde.

Mais, ici et là, on commence aussi à réfléchir. On se fait à cette idée que les naufrages de pétrolier n'ont rien de nouveaux. Ils font même partie des risques de la mer. Les Bretons sont payés pour le savoir, eux qui, en la personne du capitaine Morvan, viennent de perdre un des leurs. « Il y aura d'autres marées noires », disait, en hochant la tête, un retraité de la marine, conseiller municipal de Perros-Guirec, qui surveillait, mardi, les travaux de nettoyage. Impossible de faire naviguer des centaines de millions de tonnes de pétrole sans qu'il y ait des naufrages. C'est même sûr qu'il n'y en ait pas davantage.

La pollution pétrolière est donc devenue le risque numéro un des communes littorales. Or Perros-Guirec, par exemple, s'est payé — fort cher — une grande échelle pour combattre les incendies dans les très rares buildings construits sur la commune. L'échelle n'a jamais servi, fort heureusement. Mais, comme le fait remarquer M. Yvoncourt, « une équipe de spécialistes, des pompes adéquates, quelques engins adaptés et des éléments de barrage nous auraient été d'un grand secours ». La leçon du « Tanio », c'est qu'en Bretagne au moins on n'élèvera pas les infrastructures de mer. Aussi les municipalités doivent-elles, d'une manière ou d'une autre, s'assurer contre les conséquences des marées noires. Il est, par exemple, impardonnable que le pétrole piégé le premier jour dans l'anse de Saint-Guirec n'y ait pas été bloqué tant de barrage. Celui-ci devait venir de Brest. Pour les marées noires comme pour le reste, « aide toi et l'Etat t'aidera ». Nombre d'élus bretons en ont à présent clairement conscience.

MARC AMBROISE-RENDU.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Le gouvernement va communiquer aux élus ses propositions pour préserver le Val de Loire

- Pas d'industries autres que nucléaires
- Travaux contre les inondations

Orléans. — Chargé, le 7 septembre dernier, d'une mission sur l'aménagement de la Loire par le ministre de l'environnement et du cadre de vie, M. Jean Chapon, vice-président du conseil général des ponts et chaussées, a remis son rapport à M. d'Ornano, qui viendra annoncer prochainement aux élus riverains du fleuve, réunis à Fontevraud (Maine-et-Loire), les mesures retenues par les pouvoirs publics.

Le plus grand des fleuves français est le dernier à ne pas avoir été encore aménagé. Même si elle ne joue plus, sauf à son estuaire, un rôle économique, la Loire porte les stigmates de notre siècle : eaux polluées, rives qui se dégradent, inondations — maux millénaires — non encore jugulés. La publication du rapport Chapon offre un double intérêt : les préoccupations d'ordre politique semblent aussi importantes que les considérations d'aménagement du territoire. L'Etat n'avait jamais montré jusque-là une réelle volonté de s'attaquer au dossier « Loire ».

La grogne, en effet, a fini par s'installer sur les rives du fleuve. Le maire de Tours, depuis deux ou trois ans, multipliant les réunions d'élus, presse l'Etat d'engager une politique d'équipement du fleuve. Sa protestation a trouvé un écho favorable jusqu'à Nantes et à Roanne. Le gouvernement se devait donc d'intervenir.

Tout d'abord le rapport Chapon exprime clairement deux refus : il faut mettre un terme au pillage des sables et des graviers, qui réduisent les berges, abaisse le lit, détruit les frayères. La situation est qualifiée de « grave ». Les extractions — 10 millions de tonnes/an, aujourd'hui — ne doivent pas dépasser 500 000 tonnes/an. Ce que charrie le fleuve naturellement. On ne pouvait pas ne pas tenir compte des multiples « accidents » survenus à des ponts, et notamment de l'effondrement de celui de Tours le 9 avril 1978 ; les spécialistes affirment qu'ils sont dus, pour une part, à des dépôts excessifs dans le fleuve.

Le rapport donne un avis défavorable pour ce qui concerne la navigation, car le fleuve est « dangereusement brisé » sans appel le vieux rêve de ceux qui veulent redonner à la Loire son lustre économique d'antan et doter Nantes « nouveau Rotterdam », « un hinterland », un arrière-pays. Tout en plus la voie d'eau actuelle, ouverte à un petit trafic jusqu'à Angers, sera-t-elle enterrée ? Pas question d'imiter le Rhin ou le Rhône.

• L'aménagement hydrologique. — Les risques d'inondations sont connus : si les crues du siècle passé déferlaient à nouveau, la note à payer serait de 3 milliards de francs, sans compter les vies humaines. Pour lutter contre les inondations et soutenir les étiages (des centrales nucléaires sont de grosses consommatrices d'eau), le rapport, s'inspirant du programme

De notre correspondant

de l'Agence de bassin, retient deux ouvrages nouveaux, l'un au Veudre-sur-Allier, l'autre à Chambonchard, sur le Haut-Cher, qui s'ajoutent aux barrages en cours de construction à Villers (Loire) et à Nausse (Lozère), et propose de poursuivre la réfection des digues. Programme à réaliser dans les quinze ans à venir, mais qui laissera sans doute sur leur faim les riverains qui réclament une bonne quinzaine d'ouvrages sur la bassin. La nécessité est reconnue dans le rapport de « prioriser des aménagements » sur la Vienne, et surtout en amont de Nantes, où les remontées de sel et les vagues menacent l'approvisionnement en eau de la ville. Le coût total de ces nouveaux ouvrages est estimé à 1400 millions de francs (valeur 1979), à répartir entre les collectivités, l'Agence de bassin et l'Etat, leur maîtrise d'ouvrage étant confiée à un organisme unique : l'institution interdépartementale pour la protection des vales de Loire contre les inondations, déjà maître d'ouvrage de Villers.

• Protection des richesses naturelles et aménagement de l'espace. — Toute zone à aménager ou à protéger devra englober non seulement le fleuve, mais ses rives, et ses îles jusqu'au coteau le surplombant. Il faudra également faire preuve de vigilance pour les terres arrachées aux risques d'inondations et qui vont exciter les convoitises. C'est pourquoi le rapport propose que l'on applique à l'ensemble du fleuve les dispositions d'un document d'urbanisme, quel que peu oublié aujourd'hui, le schéma de Loire moyenne, plus connu sous le nom de « la Loire, métropole-jardin », adopté en 1975, et qui, pour faire échec à l'urbanisation désordonnée le long du fleuve, recommandait de ménager des coupures vertes entre les agglomérations en maintenant l'agriculture. Sur la base de ce schéma, le rapport propose d'établir des « plans de val » dans les vingt ans à venir dans chaque département ensermant le fleuve et ses rives, dans des « directives » d'aménagement.

Mais comme le temps presse, que le « mitage » se poursuit, que certains sites demandent une intervention immédiate, le rapport préconise dès 1980 des « directives intermédiaires », qui permettront par exemple d'accroître le classement de monuments et de réserves naturelles (en Basse-Loire notamment). Il y a du travail depuis Langeais, où une inévitables déviation routière menace une réserve ornithologique, jusqu'à Saint-Benoît-sur-Loire, bien que cet exemple ne soit pas cité, où une entreprise projette de créer une ballastière à moins d'un kilomètre de la célèbre abbaye.

Enfin le rapport préconise des traitements spéciaux pour les poissons du fleuve. Les grands migrateurs, en premier lieu, qui ont besoin de quelques aménagements (échelles, ascenseurs à poissons, « déviations obligatoires » au voisinage des prises d'eau de centrales nucléaires). Il faut se pencher surtout sur l'estuaire de la Basse-Loire, malade, mais

où la nature a encore son mot à dire. Le remède peut s'appeler SAUM (schéma d'aptitude et d'utilisation de la mer). Concernant l'agrandissement de la centrale thermique de Cordemais, « la sagesse consista à proscrire le refroidissement en circuit ouvert », note en substance le rapporteur. Sagesse qui semble faire défaut au ministère de l'environnement lui-même : l'aide de l'Etat, puisque le feu vert vient d'être donné à une telle installation (le Monde des 6 et 8 mars).

Les problèmes de financement

Reste le financement de ce programme, et en particulier des barrages, sur lequel le rapporteur ne s'engage pas, « l'appréhension étant d'ordre essentiellement politique » et dépendant des « négociations » entre les parties prenantes. Les élus ne doivent pas se bercer d'illusions : l'aide exceptionnelle de l'Etat (70 % pour Villers) ne sera pas maintenue pour les ouvrages à venir, mais voisine des taux habituels de subvention (30 %) avec des variantes. L'Etat, par exemple, pouvant donner davantage pour les barrages « éternels de crues », venant ainsi en aide aux riverains qui acquittent déjà une taxe sur les inondations.

Les collectivités locales devront, surtout compter sur elles-mêmes, instaurer une réelle solidarité. « Les décisions à prendre étant facilitées par l'apport financier des centrales nucléaires ». En fait, la manne providentielle des centrales (taux de professionnelle et impôts fonciers), qui va grossir les recettes des communes et des départements, survient à point pour éponger le coût de ce programme. Le rapport suggère d'autre part, que les barrages, en tant qu'unités de production, devraient donner lieu à la perception d'une taxe professionnelle, ce qui ne serait que justice pour des communes de montagne aux moyens modestes et qui perdent leur capital foncier.

Cet appel au portefeuille des collectivités, ainsi que le contenu d'un rapport qui prétend conserver « un cadre de vie de haute qualité », bannissant, à jamais, toute idée d'industrialisation du fleuve, seront-ils bien reçus par les élus, surtout préoccupés par l'emploi, donc par des questions d'équipement, d'amélioration des axes routiers, de communication entre les deux rives du fleuve, dont le rapport ne dit mot ? S'agit-il de la même « dimension d'aménagement », ambitionnée, souhaitée par M. Boyer pour « rééquilibrer une partie du territoire français » (le Monde du 26 juillet 1979) ? Le tourisme lui-même, ressource importante des communes riveraines, se voit limité par l'interdiction de la navigation de plaisance.

Seules les fumées de l'atome seront autorisées, tâche indélébile au pays de Rouad et de Du Bellay. C'est là, sans doute, la contradiction d'un rapport au ton « environnementaliste », mais qui reste muet sur la prolifération des centrales nucléaires le long du grand fleuve : dans l'esprit des populations, le « Val de l'Atome » a pris le pas sur le « Val de Loire ».

RÉGIS GUYOTAT.

SI C'ETAIT
OUVERT
TARD, TARD,
TARD?

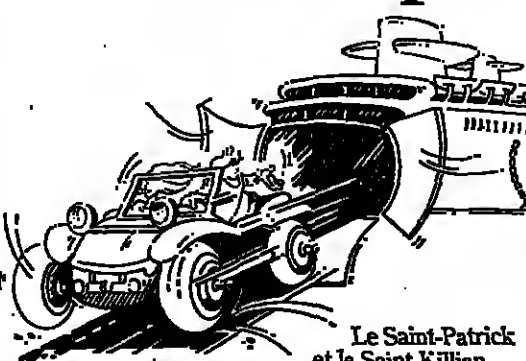
Le Drugstorien

LE NOUVEAU RESTAURANT DE MATIGNON
OUVERT JUSQU'A 1 HEURE DU MATIN.
RESERVATION TEL: 359 38 70

Drugstore Publicis Matignon: 1, av Matignon 75008, Paris.

DRUGSTORES PUBLICIS
L'événement perpétuel.

Jusqu'au 19 juin :
Offrez l'Irlande à votre voiture,
sans dépenser un sou.



Le Saint-Patrick
et le Saint-Kilian,
les deux bateaux qui relient la France à
l'Irlande tous les jours, de Cherbourg
ou du Havre, vous offrent des avantages
spéciaux :

Premier avantage spécial : au printemps (et à l'automne), si vous êtes quatre, le transport de votre voiture est gratuit

et celui de votre caravane est réduit de 40 %.

Si vous êtes deux ou trois passagers, le transport de votre voiture est réduit de moitié.

Deuxième avantage spécial : si vous partez au milieu de la semaine (lundi, mardi, mercredi, jeudi), en mai, juin* et septembre, vous bénéficiez d'une réduction d'environ 20% sur le tarif aller-retour.

Troisième avantage spécial : le Saint-Patrick et le Saint-Kilian étant des bateaux irlandais, l'Irlande commence à l'embarquement : bar garni à profusion, restaurants, boutiques hors taxes.

Rappelez-vous : votre voiture vous fait faire des économies. Alors ?

Irish Continental Line

Agent Général : Transports et Voyages : 8 rue Auber 75441 Paris Cedex 09 - Tél. 266.90.90

Nom
Adresse

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 12 MARS

Plus résistant Baisse de l'or

Contrairement à ce que l'on pouvait craindre, le marché parisien de valeurs mobilières n'a guère été impressionné par la nouvelle hausse du taux de base bancaire (voir d'autre part). Hausse et baisses se sont en effet, à peu de chose près, équilibrées ce mercredi au palais Brongniart, et l'indicateur instantané n'a pratiquement pas varié.

Les pétroles ont été particulièrement résistants, de même que les métaux, qui, eux aussi, ont tenu bon. Les pétroles ont été particulièrement résistants, de même que les métaux, qui, eux aussi, ont tenu bon. Les pétroles ont été particulièrement résistants, de même que les métaux, qui, eux aussi, ont tenu bon.

Sur le marché de l'or, la baisse de 2,5 à 3 %, a été compensée par la hausse de 1,5 à 2 %, de l'argent. La baisse de 2,5 à 3 %, a été compensée par la hausse de 1,5 à 2 %, de l'argent.

LONDRES

Le marché est resté très calme, les investisseurs se sont concentrés sur les valeurs étrangères, en particulier les actions américaines.

NEW-YORK

Après trois semaines de baisse, le marché new-yorkais a connu une légère reprise technique, mais les investisseurs restent prudents.

VALEURS	CLOTURE	COURS
Accelcom	123	121
Artisan Pétrole	382	382
Chemicals	79	78
De Beers	12	11 5/8
Imperial Chemical	276	282
Shell	284	282
Union Carbide	121	120
West	22 3/8	22 3/8
Westminster	81	81 1/2

VALEURS	CLOTURE	COURS
Alcoa	64 5/8	64 1/2
A.T.T.	47 1/2	48 3/4
Boeing	58 3/8	58 1/4
General Electric	35 1/4	35 1/4
IBM	168 1/4	168 1/4
Johnson & Johnson	44 1/4	44 1/4
Merck	38 1/4	38 1/4
Motorola	32 1/4	32 1/4
Rockwell	27 1/4	27 1/4
Spacelabs	11 1/4	11 1/4
Union Pacific	48 1/4	48 1/4
Walt Disney	11 1/4	11 1/4
Wendover	25 1/4	25 1/4
Wheat	11 1/4	11 1/4
Wheat	11 1/4	11 1/4

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

BANQUE HERVEY. — Les résultats nets consolidés de l'exercice 1979 ont été de 1,1 milliard de francs, contre 1,0 milliard en 1978. Le dividende global a été fixé à 1,1 milliard de francs, contre 1,0 milliard en 1978.

CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL. — Le dividende global a été fixé à 1,1 milliard de francs, contre 1,0 milliard en 1978.

COMPAGNIE MINÉRIE. — Le dividende global a été fixé à 1,1 milliard de francs, contre 1,0 milliard en 1978.

INDICES QUOTIDIENS

INDICES	11/3	10/3
Paris Cote	105,5	104,5
Paris 100	105,5	104,5
Paris 200	105,5	104,5
Paris 300	105,5	104,5
Paris 400	105,5	104,5
Paris 500	105,5	104,5
Paris 600	105,5	104,5
Paris 700	105,5	104,5
Paris 800	105,5	104,5
Paris 900	105,5	104,5
Paris 1000	105,5	104,5

BOURSE DE PARIS - 12 MARS - COMPTANT

VALEURS	%	% du	VALEURS	Cours	Dernier
Accelcom	31 7/8	1 3/4	Accelcom	123	121
Artisan Pétrole	47 1/8	1 3/4	Artisan Pétrole	382	382
Chemicals	47 1/8	1 3/4	Chemicals	79	78
De Beers	47 1/8	1 3/4	De Beers	12	11 5/8
Imperial Chemical	47 1/8	1 3/4	Imperial Chemical	276	282
Shell	47 1/8	1 3/4	Shell	284	282
Union Carbide	47 1/8	1 3/4	Union Carbide	121	120
West	47 1/8	1 3/4	West	22 3/8	22 3/8
Westminster	47 1/8	1 3/4	Westminster	81	81 1/2

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Accelcom	123	121
Artisan Pétrole	382	382
Chemicals	79	78
De Beers	12	11 5/8
Imperial Chemical	276	282
Shell	284	282
Union Carbide	121	120
West	22 3/8	22 3/8
Westminster	81	81 1/2

MARCHÉ A TERME

VALEURS	Précéd.	Premier	Dernier
Accelcom	123	121	121
Artisan Pétrole	382	382	382
Chemicals	79	78	78
De Beers	12	11 5/8	11 5/8
Imperial Chemical	276	282	282
Shell	284	282	282
Union Carbide	121	120	120
West	22 3/8	22 3/8	22 3/8
Westminster	81	81 1/2	81 1/2

MARCHÉ A TERME

VALEURS	Précéd.	Premier	Dernier
Accelcom	123	121	121
Artisan Pétrole	382	382	382
Chemicals	79	78	78
De Beers	12	11 5/8	11 5/8
Imperial Chemical	276	282	282
Shell	284	282	282
Union Carbide	121	120	120
West	22 3/8	22 3/8	22 3/8
Westminster	81	81 1/2	81 1/2

COTE DES CHANGES

VALEURS	Cours	Dernier
Accelcom	123	121
Artisan Pétrole	382	382
Chemicals	79	78
De Beers	12	11 5/8
Imperial Chemical	276	282
Shell	284	282
Union Carbide	121	120
West	22 3/8	22 3/8
Westminster	81	81 1/2

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

VALEURS	Cours	Dernier
Accelcom	123	121
Artisan Pétrole	382	382
Chemicals	79	78
De Beers	12	11 5/8
Imperial Chemical	276	282
Shell	284	282
Union Carbide	121	120
West	22 3/8	22 3/8
Westminster	81	81 1/2

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. SÉCURITÉ SOCIALE : « Mort de la convalescence ? », par le docteur Gérard Blass ; « Les grandes manœuvres », par les docteurs Jean-Marie Cohen-Solal et Claude Fréchet ; « Médicins au pluriel », par le docteur V. Weinberg.

ETRANGER

3. LA CAUSE AFRAINE
4. PROCHE-ORIENT
— Les Pays-Bas se prononcent en faveur d'une autodétermination des Palestiniens.
5-6. EUROPE
— Le puzzle espagnol (III), par Charles Vonckhe.
— U.R.S.S. : arrestation de Mme Land.
6-7. AMÉRIQUES
— EL SALVADOR : « Nous tentons d'instaurer la démocratie par la violence », déclare le général de la République, le général Carlos Alfonso Fournier.
8. DIPLOMATIE
9-10. DROITS DE L'HOMME
— RHODÉSIE : la formation de gouvernement Mugabe.
11-12. LA CONTROVERSE SUR LE PAYS DE M. Marchais.

SOCIÉTÉ

13. MÉDECINE : le rapport de CERC sur le financement des hôpitaux.
14. JUSTICE : aux ordres de la Haute-Couronne, Norbert Garçon a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité.
15. ÉDUCATION : le mobilisation contre les fermetures de classes.
16. SCIENCES
17. RELIGION

ARTS ET SPECTACLES

18. CINÉMA : exécution avec Miklos Jancso à propos de *Rhapsodie hongroise*, par Claire Devignier.
19-20. JAZZ : le 25^e anniversaire de la mort de Charlie Parker, par Francis Morand, Lucien Molson et Alcia Gerber.
21. PHOTO : entrevue avec Edouard Boubou, par Hervé Guibert.

INFORMATIONS « SERVICES »

30. VIE QUOTIDIENNE : les services de la Documentation française.

ECONOMIE

35. CONJONCTURE : le taux de base des banques françaises est porté à 13,25 %.
36. AFFAIRES
37. SOCIAL : la C.G.T. dénonce la situation de l'emploi en Ile-de-France.

EQUIPEMENT

39. Les conséquences du naufrage du pétrolier Tania en large de la Bretagne.

RADIO-TELEVISION (29)

Annouces classées (32 à 35) ; Carni (30) ; Journal officiel (31) ; Météorologie (31) ; Mots croisés (31) ; Programmes spectacles (32 à 35) ; Bourse (41).

ACHATS

TABLEAUX SUISSES
Vallotton - Gatti Bonardi - Anker - Giacometti - Calme - Boreaud - Buchet - Biondi - Rodier - Gubler, etc., ainsi que gravures, sculptures, vitraux anciens, livres et ABONNEMENTS XVII^e au XIX^e siècle.
An cas où vous désirez vendre aux enchères vos antiquités, tableaux, etc., en Suisse, notre service de vente aux enchères est à votre disposition.
Paiement comptant ou contre chèque du franc suisse.
Ouvres ARTS ANCIENS
2022 BEVALE, SUISSE.
Tél. : 1941/3646 133 ou 66-11-15.
Correspondant à PARIS
ARTS ANCIENS M.-A. Golemanoff,
1, rue Antoine-Arnauld, 75016 Paris
Tél. : 528-00-42.

AU CONSEIL DES MINISTRES

M. Giscard d'Estaing rappelle « les deux conditions de la paix au Proche-Orient »

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 12 mars 1980, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

Le président de la République a informé le conseil des ministres de la visite officielle qu'il effectuera, du 1^{er} au 3 mars, dans les États du Golfe et en Jordanie, ainsi que des entretiens qu'il eut, le 12 mars, en Arabie Saoudite.

Il a rappelé les objectifs qu'il s'était fixés :

- Donner une impulsion à la présence française dans des pays où celle-ci est récente, et renforcer avec eux notre coopération, dans un esprit de respect et d'intérêt mutuel ;
- Approfondir un dialogue politique avec les dirigeants de ces pays qui occupent une place croissante dans les relations internationales ;
- À un moment où celles-ci connaissent de graves tensions suscitées par la poursuite de la paix et la stabilité de leur région ;
- Renouveler le message de paix, de justice et de fraternité qui est celui de la France au Proche-Orient en invitant toutes les parties intéressées à reconnaître qu'un règlement global et durable doit être fondé sur les deux principes universels et complémentaires qui sont pour chaque État le droit à la sécurité et pour chaque peuple le droit à l'autodétermination ;
- Chaque État de la région, en particulier l'État d'Israël dont les préoccupations dans ce domaine sont légitimes, doit pouvoir vivre en paix dans des frontières sûres, reconnues et garanties, ce qui suppose le retrait israélien des territoires arabes occupés depuis 1967 ;
- Le peuple palestinien, qui aspire à exister et à s'organiser en tant que tel, doit pouvoir exercer son droit à l'autodétermination, dans le cadre du règlement de paix ;
- Telles sont les deux conditions de la paix au Proche-Orient. Leur mise en œuvre exige l'adhésion et le concours de toutes les parties intéressées. Sans l'un et sans l'autre, les tentatives de médiation, sur ces bases, à la négociation, et notamment le peuple palestinien, ce qui implique la participation de l'Organisation de libération de la Palestine.

La qualité de l'accueil dans chacun des pays ainsi que la confiance qui a marqué les entretiens ont montré que cette visite répondait à une attente et que sa signification était comprise et appréciée.

Le président a souligné la contribution que sa visite apporte au renforcement des liens entre l'Europe et le monde arabe dont elle

fait ressortir la solidarité. L'approfondissement du dialogue entre ces deux ensembles constitue un élément positif dans les relations internationales.

Il a également indiqué qu'il avait invité les chefs d'État des pays visités à se rendre en visite officielle en France, et que lui-même avait accepté avec plaisir l'invitation qui lui a été faite par le roi Khalid d'Arabie Saoudite.

Le président de la République a demandé que les partenaires de la France dans la Communauté européenne soient informés des résultats du voyage, en particulier le gouvernement italien qui assure la présidence du Conseil des ministres, ainsi que le président de la République va adresser un message personnel.

Le travail manuel

Le secrétaire d'État chargé du travail et de la participation, chargé des conditions des travailleurs manuels, a fait apparaître les premiers résultats acquis :

- L'introduction du travail manuel à l'école, de la sixième à la troisième, la revalorisation de l'enseignement technique et de l'apprentissage ont permis de faire progresser, depuis trois ans, de 15 % le nombre des bacheliers techniques alors que la moyenne de bacheliers de l'enseignement général n'a pas changé, et de 25 % le nombre d'apprentis ;
- Le plan de rattrapage salarial 1975-1985 a permis d'augmenter chaque année le pouvoir d'achat dans les branches prioritaires et de la chimie, certains secteurs professionnels du bois, le nettoyage, le textile et la restauration collective. Un effort particulier sera conduit pour la branche du nettoyage des locaux ;
- Les conditions de travail ont été améliorées pour 50 000 salariés par les aides du Fonds pour l'amélioration des conditions de travail des métiers pénibles ont bénéficié d'avantages particuliers (traitements, salaires, repos compensateur, travail posté), les jeunes ont obtenu, grâce au livret d'apprentissage, un réel accès à la formation ;
- Le conseil des ministres a décidé de poursuivre ces actions de longue haleine sous forme d'un programme d'action prioritaire pour le VIII^e Plan.

Il a retenu pour objectifs de 1980 : Une plus grande ouverture du marché du travail pour les ouvriers

avec la création d'échelons professionnels de maître ouvrier ;

- Le lancement d'actions collectives en faveur des très bas salaires ;
- La constitution d'un groupe national de lutte contre le travail noir ;
- La création d'une mission pour un nouveau statut de travail à domicile.

La formation des travailleurs sociaux

Le secrétaire d'État chargé du travail et de la participation a présenté les grandes lignes de la réforme des études d'assistant de service social.

Cette profession joue un rôle central dans l'aide et le soutien aux familles et aux personnes en difficulté. Ses effectifs ont été accrus de façon accélérée : ils sont passés de 20 000 en 1974 à près de 30 000 aujourd'hui et le nombre des élèves en formation de 5 000 à 6 500 dans le même temps.

Le secrétaire d'État a indiqué que cette réforme a été élaborée après consultation d'un groupe de travail créé à cet effet ainsi que de celui du conseil supérieur du service social qui a donné un avis favorable pour l'initiative.

La réforme a pour objectif de permettre, dès leur entrée en fonction, aux futurs assistants de service social de mieux faire face aux problèmes qu'ils auront à résoudre. Elle vise à leur donner une formation globale et à leur permettre d'acquiescer à l'ensemble des connaissances et des compétences nécessaires à l'exercice de leur fonction.

Le plan de rattrapage salarial 1975-1985 a permis d'augmenter chaque année le pouvoir d'achat dans les branches prioritaires et de la chimie, certains secteurs professionnels du bois, le nettoyage, le textile et la restauration collective. Un effort particulier sera conduit pour la branche du nettoyage des locaux ;

Le conseil des ministres a décidé de poursuivre ces actions de longue haleine sous forme d'un programme d'action prioritaire pour le VIII^e Plan.

Il a retenu pour objectifs de 1980 : Une plus grande ouverture du marché du travail pour les ouvriers

avec la création d'échelons professionnels de maître ouvrier ;

- Le lancement d'actions collectives en faveur des très bas salaires ;
- La constitution d'un groupe national de lutte contre le travail noir ;
- La création d'une mission pour un nouveau statut de travail à domicile.

La formation des travailleurs sociaux

Le secrétaire d'État chargé du travail et de la participation a présenté les grandes lignes de la réforme des études d'assistant de service social.

Cette profession joue un rôle central dans l'aide et le soutien aux familles et aux personnes en difficulté. Ses effectifs ont été accrus de façon accélérée : ils sont passés de 20 000 en 1974 à près de 30 000 aujourd'hui et le nombre des élèves en formation de 5 000 à 6 500 dans le même temps.

Le secrétaire d'État a indiqué que cette réforme a été élaborée après consultation d'un groupe de travail créé à cet effet ainsi que de celui du conseil supérieur du service social qui a donné un avis favorable pour l'initiative.

La réforme a pour objectif de permettre, dès leur entrée en fonction, aux futurs assistants de service social de mieux faire face aux problèmes qu'ils auront à résoudre. Elle vise à leur donner une formation globale et à leur permettre d'acquiescer à l'ensemble des connaissances et des compétences nécessaires à l'exercice de leur fonction.

Le plan de rattrapage salarial 1975-1985 a permis d'augmenter chaque année le pouvoir d'achat dans les branches prioritaires et de la chimie, certains secteurs professionnels du bois, le nettoyage, le textile et la restauration collective. Un effort particulier sera conduit pour la branche du nettoyage des locaux ;

Le conseil des ministres a décidé de poursuivre ces actions de longue haleine sous forme d'un programme d'action prioritaire pour le VIII^e Plan.

Il a retenu pour objectifs de 1980 : Une plus grande ouverture du marché du travail pour les ouvriers

avec la création d'échelons professionnels de maître ouvrier ;

- Le lancement d'actions collectives en faveur des très bas salaires ;
- La constitution d'un groupe national de lutte contre le travail noir ;
- La création d'une mission pour un nouveau statut de travail à domicile.

La formation des travailleurs sociaux

Le secrétaire d'État chargé du travail et de la participation a présenté les grandes lignes de la réforme des études d'assistant de service social.

Cette profession joue un rôle central dans l'aide et le soutien aux familles et aux personnes en difficulté. Ses effectifs ont été accrus de façon accélérée : ils sont passés de 20 000 en 1974 à près de 30 000 aujourd'hui et le nombre des élèves en formation de 5 000 à 6 500 dans le même temps.

Le secrétaire d'État a indiqué que cette réforme a été élaborée après consultation d'un groupe de travail créé à cet effet ainsi que de celui du conseil supérieur du service social qui a donné un avis favorable pour l'initiative.

La réforme a pour objectif de permettre, dès leur entrée en fonction, aux futurs assistants de service social de mieux faire face aux problèmes qu'ils auront à résoudre. Elle vise à leur donner une formation globale et à leur permettre d'acquiescer à l'ensemble des connaissances et des compétences nécessaires à l'exercice de leur fonction.

Le plan de rattrapage salarial 1975-1985 a permis d'augmenter chaque année le pouvoir d'achat dans les branches prioritaires et de la chimie, certains secteurs professionnels du bois, le nettoyage, le textile et la restauration collective. Un effort particulier sera conduit pour la branche du nettoyage des locaux ;

Le conseil des ministres a décidé de poursuivre ces actions de longue haleine sous forme d'un programme d'action prioritaire pour le VIII^e Plan.

Il a retenu pour objectifs de 1980 : Une plus grande ouverture du marché du travail pour les ouvriers

avec la création d'échelons professionnels de maître ouvrier ;

- Le lancement d'actions collectives en faveur des très bas salaires ;
- La constitution d'un groupe national de lutte contre le travail noir ;
- La création d'une mission pour un nouveau statut de travail à domicile.

La formation des travailleurs sociaux

Le secrétaire d'État chargé du travail et de la participation a présenté les grandes lignes de la réforme des études d'assistant de service social.

Cette profession joue un rôle central dans l'aide et le soutien aux familles et aux personnes en difficulté. Ses effectifs ont été accrus de façon accélérée : ils sont passés de 20 000 en 1974 à près de 30 000 aujourd'hui et le nombre des élèves en formation de 5 000 à 6 500 dans le même temps.

Le secrétaire d'État a indiqué que cette réforme a été élaborée après consultation d'un groupe de travail créé à cet effet ainsi que de celui du conseil supérieur du service social qui a donné un avis favorable pour l'initiative.

La réforme a pour objectif de permettre, dès leur entrée en fonction, aux futurs assistants de service social de mieux faire face aux problèmes qu'ils auront à résoudre. Elle vise à leur donner une formation globale et à leur permettre d'acquiescer à l'ensemble des connaissances et des compétences nécessaires à l'exercice de leur fonction.

Le plan de rattrapage salarial 1975-1985 a permis d'augmenter chaque année le pouvoir d'achat dans les branches prioritaires et de la chimie, certains secteurs professionnels du bois, le nettoyage, le textile et la restauration collective. Un effort particulier sera conduit pour la branche du nettoyage des locaux ;

Le conseil des ministres a décidé de poursuivre ces actions de longue haleine sous forme d'un programme d'action prioritaire pour le VIII^e Plan.

Il a retenu pour objectifs de 1980 : Une plus grande ouverture du marché du travail pour les ouvriers

avec la création d'échelons professionnels de maître ouvrier ;

- Le lancement d'actions collectives en faveur des très bas salaires ;
- La constitution d'un groupe national de lutte contre le travail noir ;
- La création d'une mission pour un nouveau statut de travail à domicile.

La formation des travailleurs sociaux

Le secrétaire d'État chargé du travail et de la participation a présenté les grandes lignes de la réforme des études d'assistant de service social.

Cette profession joue un rôle central dans l'aide et le soutien aux familles et aux personnes en difficulté. Ses effectifs ont été accrus de façon accélérée : ils sont passés de 20 000 en 1974 à près de 30 000 aujourd'hui et le nombre des élèves en formation de 5 000 à 6 500 dans le même temps.

Le secrétaire d'État a indiqué que cette réforme a été élaborée après consultation d'un groupe de travail créé à cet effet ainsi que de celui du conseil supérieur du service social qui a donné un avis favorable pour l'initiative.

La réforme a pour objectif de permettre, dès leur entrée en fonction, aux futurs assistants de service social de mieux faire face aux problèmes qu'ils auront à résoudre. Elle vise à leur donner une formation globale et à leur permettre d'acquiescer à l'ensemble des connaissances et des compétences nécessaires à l'exercice de leur fonction.

Le plan de rattrapage salarial 1975-1985 a permis d'augmenter chaque année le pouvoir d'achat dans les branches prioritaires et de la chimie, certains secteurs professionnels du bois, le nettoyage, le textile et la restauration collective. Un effort particulier sera conduit pour la branche du nettoyage des locaux ;

Le conseil des ministres a décidé de poursuivre ces actions de longue haleine sous forme d'un programme d'action prioritaire pour le VIII^e Plan.

Il a retenu pour objectifs de 1980 : Une plus grande ouverture du marché du travail pour les ouvriers

Le « Canard enchaîné » publie de nouveaux documents sur l'affaire des diamants

Sous le titre « D'autres documents de Berengo qui ont échappé aux barbaquages français », le Canard enchaîné, dans son édition du mercredi 12 mars, publie une série de cinq photographies relatives à l'affaire des diamants de Bakassa. Trois de ces documents reproduits avaient été remis le 5 mars, aux magistrats de la première chambre civile du tribunal de Paris appelés à juger l'action en diffamation intentée par MM. Jacques Giscard d'Estaing, directeur financier du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), et François Giscard d'Estaing, président-directeur général de la Banque française du commerce extérieur (B.F.C.E.), contre l'hebdomadaire satirique.

Ainsi que nous l'indiquons dans le compte rendu du procès (le Monde du 7 mars), deux de ces documents constituent des preuves présentées à l'audience par l'avocat du Canard enchaîné, M. Roland Dumas. C'est sur ces pièces notamment que l'hebdomadaire s'est appuyé pour mettre en cause, dans son numéro du 10 octobre 1979, les deux émissaires germaniques du président de la République, en les accusant d'avoir reçu des cadeaux, notamment des diamants, de l'ex-empereur centrafricain, Bokassa I^{er}. Selon ces documents, M. François Giscard d'Estaing se serait vu remettre des mains de l'ex-empereur, le recevant à l'occasion d'un séjour en France dans sa propriété de la Côte-d'Azur, en Saïgon, une série de « plaquettes de diamants taillées de première qualité ». Des plaquettes supportant quinze diamants et d'autres vingt diamants, précise le document avant de faire état d'un autre cadeau, « une paire de pinces à dentures d'éléphant ».

Le Canard enchaîné, à l'occasion d'un séjour de travail à Bangui, aurait reçu « en l'honneur de sa venue au pays et en sa qualité de proche parent du président de la République française (...) une plaquette de diamants ».

Selon le Canard enchaîné, ces deux documents, signés par Bokassa I^{er} le 31 août 1979, faisaient partie d'un « recensement des cadeaux offerts aux hommes d'État, aux ministres et aux personnalités françaises et étrangères » ordonné par l'ex-empereur, peu de temps avant sa chute, dans un but évident.

Le deuxième document, également remis au tribunal, est un fac-similé d'un décret impérial n° 78.307, du 15 juin 1978, signé par Bokassa I^{er}, accordant « à la suite d'une contribution à la République centrafricaine » à M. Giscard d'Estaing Jean-François, né le 17 septembre 1927, à Cergy (Seine-et-Oise, France), (il s'agit de M. François Giscard d'Estaing).

La nationalité de l'ex-empereur

Les deux autres photographies publiées par le Canard enchaîné sont, comme la précédente, des documents inédits. L'un est la reproduction d'un télégramme adressé le 8 octobre 1977 par M. Ange Patasse, premier ministre centrafricain, à l'empereur Bokassa I^{er}. M. Patasse, contrôleur général d'Etat Ce télégramme, destiné, selon le Canard enchaîné, à rassurer les entreprises françaises qui travaillaient dans le pays, fait référence aux démarches entreprises dans ce but auprès de M. François Giscard d'Estaing. Le télégramme dit : « Un Sommet en pourparlers avec François Giscard d'Estaing de la Banque de France du commerce extérieur. Pour l'hebdomadaire de la République centrafricaine demandant au Crédit

Le numéro du « Monde » daté 12 mars 1980 a été tiré à 585 028 exemplaires.

Church's
Famous English shoes
collection complète en plusieurs largeurs
J. CARTIER
chausseur pour homme
à 30 m de la rue Tronchet
23, rue des Mathurins - Tél. 265.25.85

Cours d'anglais et séjours
en Collèges anglais
DE VRAIES ECOLES DE LANGUES, 36 rue de Chézy 92200 Neuilly Tél. 637.35.88

MOULIN A VENT
la grâce d'un Beaujolais
le prestige d'un Bourgogne
J.S. communication

VENEZ LÉZARDER AU SOLÉIL
DE STROPEZ
AU BYBLOS
PHONE : (99) 97.00.04 / TELEX : 470.235

Le conseil des ministres a décidé de poursuivre ces actions de longue haleine sous forme d'un programme d'action prioritaire pour le VIII^e Plan.

Il a retenu pour objectifs de 1980 : Une plus grande ouverture du marché du travail pour les ouvriers

Sous le titre « D'autres documents de Berengo qui ont échappé aux barbaquages français », le Canard enchaîné, dans son édition du mercredi 12 mars, publie une série de cinq photographies relatives à l'affaire des diamants de Bakassa. Trois de ces documents reproduits avaient été remis le 5 mars, aux magistrats de la première chambre civile du tribunal de Paris appelés à juger l'action en diffamation intentée par MM. Jacques Giscard d'Estaing, directeur financier du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), et François Giscard d'Estaing, président-directeur général de la Banque française du commerce extérieur (B.F.C.E.), contre l'hebdomadaire satirique.

Ainsi que nous l'indiquons dans le compte rendu du procès (le Monde du 7 mars), deux de ces documents constituent des preuves présentées à l'audience par l'avocat du Canard enchaîné, M. Roland Dumas. C'est sur ces pièces notamment que l'hebdomadaire s'est appuyé pour mettre en cause, dans son numéro du 10 octobre 1979, les deux émissaires germaniques du président de la République, en les accusant d'avoir reçu des cadeaux, notamment des diamants, de l'ex-empereur centrafricain, Bokassa I^{er}. Selon ces documents, M. François Giscard d'Estaing se serait vu remettre des mains de l'ex-empereur, le recevant à l'occasion d'un séjour en France dans sa propriété de la Côte-d'Azur, en Saïgon, une série de « plaquettes de diamants taillées de première qualité ». Des plaquettes supportant quinze diamants et d'autres vingt diamants, précise le document avant de faire état d'un autre cadeau, « une paire de pinces à dentures d'éléphant ».

Le Canard enchaîné, à l'occasion d'un séjour de travail à Bangui, aurait reçu « en l'honneur de sa venue au pays et en sa qualité de proche parent du président de la République française (...) une plaquette de diamants ».

Selon le Canard enchaîné, ces deux documents, signés par Bokassa I^{er} le 31 août 1979, faisaient partie d'un « recensement des cadeaux offerts aux hommes d'État, aux ministres et aux personnalités françaises et étrangères » ordonné par l'ex-empereur, peu de temps avant sa chute, dans un but évident.

Le deuxième document, également remis au tribunal, est un fac-similé d'un décret impérial n° 78.307, du 15 juin 1978, signé par Bokassa I^{er}, accordant « à la suite d'une contribution à la République centrafricaine » à M. Giscard d'Estaing Jean-François, né le 17 septembre 1927, à Cergy (Seine-et-Oise, France), (il s'agit de M. François Giscard d'Estaing).

La nationalité de l'ex-empereur

Les deux autres photographies publiées par le Canard enchaîné sont, comme la précédente, des documents inédits. L'un est la reproduction d'un télégramme adressé le 8 octobre 1977 par M. Ange Patasse, premier ministre centrafricain, à l'empereur Bokassa I^{er}. M. Patasse, contrôleur général d'Etat Ce télégramme, destiné, selon le Canard enchaîné, à rassurer les entreprises françaises qui travaillaient dans le pays, fait référence aux démarches entreprises dans ce but auprès de M. François Giscard d'Estaing. Le télégramme dit : « Un Sommet en pourparlers avec François Giscard d'Estaing de la Banque de France du commerce extérieur. Pour l'hebdomadaire de la République centrafricaine demandant au Crédit

Le numéro du « Monde » daté 12 mars 1980 a été tiré à 585 028 exemplaires.

Church's
Famous English shoes
collection complète en plusieurs largeurs
J. CARTIER
chausseur pour homme
à 30 m de la rue Tronchet
23, rue des Mathurins - Tél. 265.25.85

Cours d'anglais et séjours
en Collèges anglais
DE VRAIES ECOLES DE LANGUES, 36 rue de Chézy 92200 Neuilly Tél. 637.35.88

MOULIN A VENT
la grâce d'un Beaujolais
le prestige d'un Bourgogne
J.S. communication

VENEZ LÉZARDER AU SOLÉIL
DE STROPEZ
AU BYBLOS
PHONE : (99) 97.00.04 / TELEX : 470.235

Le conseil des ministres a décidé de poursuivre ces actions de longue haleine sous forme d'un programme d'action prioritaire pour le VIII^e Plan.

Il a retenu pour objectifs de 1980 : Une plus grande ouverture du marché du travail pour les ouvriers

TRINTE-SEPTIÈME ANNÉE — N° 10922

L'hostilité à la normalisation avec Israël favorise le regroupement des opposants au régime égyptien

LIRE PAGE 4

LES RELATIONS ENTRE

AFGHANISTAN

Washington invite les Occidentaux « de façon » au défi so

Silence, on tire

Les relations entre Washington et l'Afghanistan sont de plus en plus tendues. Le régime soviétique, qui occupe le pays depuis 1979, a refusé de négocier avec les forces armées nationales libérées. Washington, de son côté, a appelé les pays occidentaux à soutenir les forces armées nationales libérées. Cette attitude a été interprétée par le régime soviétique comme une provocation. Le silence des médias occidentaux sur ces événements a été interprété par le régime soviétique comme une trahison.

Les relations entre Washington et l'Afghanistan sont de plus en plus tendues. Le régime soviétique, qui occupe le pays depuis 1979, a refusé de négocier avec les forces armées nationales libérées. Washington, de son côté, a appelé les pays occidentaux à soutenir les forces armées nationales libérées. Cette attitude a été interprétée par le régime soviétique comme une provocation. Le silence des médias occidentaux sur ces événements a été interprété par le régime soviétique comme une trahison.

Les relations entre Washington et l'Afghanistan sont de plus en plus tendues. Le régime soviétique, qui occupe le pays depuis 1979, a refusé de négocier avec les forces armées nationales libérées. Washington, de son côté, a appelé les pays occidentaux à soutenir les forces armées nationales libérées. Cette attitude a été interprétée par le régime soviétique comme une provocation. Le silence des médias occidentaux sur ces événements a été interprété par le régime soviétique comme une trahison.

Les relations entre Washington et l'Afghanistan sont de plus en plus tendues. Le régime soviétique, qui occupe le pays depuis 1979, a refusé de négocier avec les forces armées nationales libérées. Washington, de son côté, a appelé les pays occidentaux à soutenir les forces armées nationales libérées. Cette attitude a été interprétée par le régime soviétique comme une provocation. Le silence des médias occidentaux sur ces événements a été interprété par le régime soviétique comme une trahison.

Les relations entre Washington et l'Afghanistan sont de plus en plus tendues. Le régime soviétique, qui occupe le pays depuis 1979, a refusé de négocier avec les forces armées nationales libérées. Washington, de son côté, a appelé les pays occidentaux à soutenir les forces armées nationales libérées. Cette attitude a été interprétée par le régime soviétique comme une provocation. Le silence des médias occidentaux sur ces événements a été interprété par le régime soviétique comme une trahison.

Les relations entre Washington et l'Afghanistan sont de plus en plus tendues. Le régime soviétique, qui occupe le pays depuis 1979, a refusé de négocier avec les forces armées nationales libérées. Washington, de son côté, a appelé les pays occidentaux à soutenir les forces armées nationales libérées. Cette attitude a été interprétée par le régime soviétique comme une provocation. Le silence des médias occidentaux sur ces événements a été interprété par le régime soviétique comme une trahison.

Les relations entre Washington et l'Afghanistan sont de plus en plus tendues. Le régime soviétique, qui occupe le pays depuis 1979, a refusé de négocier avec les forces armées nationales libérées. Washington, de son côté, a appelé les pays occidentaux à soutenir les forces armées nationales libérées. Cette attitude a été interprétée par le régime soviétique comme une provocation. Le silence des médias occidentaux sur ces événements a été interprété par le régime soviétique comme une trahison.

Les relations entre Washington et l'Afghanistan sont de plus en plus tendues. Le régime soviétique, qui occupe le pays depuis 1979, a refusé de négocier avec les forces armées nationales libérées. Washington, de son côté, a appelé les pays occidentaux à soutenir les forces armées nationales libérées. Cette attitude a été interprétée par le régime soviétique comme une provocation. Le silence des médias occidentaux sur ces événements a été interprété par le régime soviétique comme une trahison.

Les relations entre Washington et l'Afghanistan sont de plus en plus tendues. Le régime soviétique, qui occupe le pays depuis 1979, a refusé de négocier avec les forces armées nationales libérées. Washington, de son côté, a appelé les pays occidentaux à soutenir les forces armées nationales libérées. Cette attitude a été interprétée par le régime soviétique comme une provocation. Le silence des médias occidentaux sur ces événements a été interprété par le régime soviétique comme une trahison.

Les relations entre Washington et l'Afghanistan sont de plus en plus tendues. Le régime soviétique, qui occupe le pays depuis 1979, a refusé de négocier avec les forces armées nationales libérées. Washington, de son côté, a appelé les pays occidentaux à soutenir les forces armées nationales libérées. Cette attitude a été interprétée par le régime soviétique comme une provocation. Le silence des médias occidentaux sur ces événements a été interprété par le régime soviétique comme une trahison.

Les relations entre Washington et l'Afghanistan sont de plus en plus tendues. Le régime soviétique, qui occupe le pays depuis 1979, a refusé de négocier avec les forces armées nationales libérées. Washington, de son côté, a appelé les pays occidentaux à soutenir les forces armées nationales libérées. Cette attitude a été interprétée par le régime soviétique comme une provocation. Le silence des médias occidentaux sur ces événements a été interprété par le régime soviétique comme une trahison.

Les relations entre Washington et l'Afghanistan sont de plus en plus tendues. Le régime soviétique, qui occupe le pays depuis 1979, a refusé de négocier avec les forces armées nationales libérées. Washington, de son côté, a appelé les pays occidentaux à soutenir les forces armées nationales libérées. Cette attitude a été interprétée par le régime soviétique comme une provocation. Le silence des médias occidentaux sur ces événements a été interprété par le régime soviétique comme une trahison.

Les relations entre Washington et l'Afghanistan sont de plus en plus tendues. Le régime soviétique, qui occupe le pays depuis 1979, a refusé de négocier avec les forces armées nationales libérées. Washington, de son côté, a appelé les pays occidentaux à soutenir les forces armées nationales libérées. Cette attitude a été interprétée par le régime soviétique comme une provocation. Le silence des médias occidentaux sur ces événements a été interprété par le régime soviétique comme une trahison.

Les relations entre Washington et l'Afghanistan sont de plus en plus tendues. Le régime soviétique, qui occupe le pays depuis 1979, a refusé de négocier avec les forces armées nationales libérées. Washington, de son côté, a appelé les pays occidentaux à soutenir les forces armées nationales libérées. Cette attitude a été interprétée par le régime soviétique comme une provocation. Le silence des médias occidentaux sur ces événements a été interprété par le régime soviétique comme une trahison.

Les relations entre Washington et l'Afghanistan sont de plus en plus tendues. Le régime soviétique, qui occupe le pays depuis 1979, a refusé de négocier avec les forces armées nationales libérées. Washington, de son côté, a appelé les pays occidentaux à soutenir les forces armées nationales libérées. Cette attitude a été interprétée par le régime soviétique comme une provocation. Le silence des médias occidentaux sur ces événements a été interprété par le régime soviétique comme une trahison.

Les relations entre Washington et l'Afghanistan sont de plus en plus tendues. Le régime soviétique, qui occupe le pays depuis 1979, a refusé de négocier avec les forces armées nationales libérées. Washington, de son côté, a appelé les pays occidentaux à soutenir les forces armées nationales libérées. Cette attitude a été interprétée par le régime soviétique comme une provocation. Le silence des médias occidentaux sur ces événements a été interprété par le régime soviétique comme une trahison.

Les relations entre Washington et l'Afghanistan sont de plus en plus tendues. Le régime soviétique, qui occupe le pays depuis 1979, a refusé de négocier avec les forces armées nationales libérées. Washington, de son côté, a appelé les pays occidentaux à soutenir les forces armées nationales libérées. Cette attitude a été interprétée par le régime soviétique comme une provocation. Le silence des médias occidentaux sur ces événements a été interprété par le régime soviétique comme une trahison.

Les relations entre Washington et l'Afghanistan sont de plus en plus tendues. Le régime soviétique, qui occupe le pays depuis 1979, a refusé de négocier avec les forces armées nationales libérées. Washington, de son côté, a appelé les pays occidentaux à soutenir les forces armées nationales libérées. Cette attitude a été interprétée par le régime soviétique comme une provocation. Le silence des médias occidentaux sur ces événements a été interprété par le régime soviétique comme une trahison.

Les relations entre Washington et l'Afghanistan sont de plus en plus tendues. Le régime soviétique, qui occupe le pays depuis 1979, a refusé de négocier avec les forces armées nationales libérées. Washington, de son côté, a appelé les pays occidentaux à soutenir les forces armées nationales libérées. Cette attitude a été interprétée par le régime soviétique comme une provocation. Le silence des médias occidentaux sur ces événements a été interprété par le régime soviétique comme une trahison.